

Les jeunes au travail: promouvoir la croissance de l'emploi



Bureau international du Travail Genève

**Les jeunes au travail:
promouvoir la
croissance de l'emploi**

**13-14 Décembre 1999
Genève**

**Bureau international du Travail
Genève**

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, des courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être adressée au Bureau des publications (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Première édition 2000

ISBN 92-2-211924-x

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse. Des catalogues et listes des nouvelles publications peuvent être obtenus gratuitement à la même adresse.

Préface

Le taux élevé de chômage enregistré chez les jeunes, taux qui risque encore de s'accroître, est l'un des fléaux les plus décourageants que doivent combattre les pays développés tout comme les pays en développement. Pour tout adulte au chômage, on compte en moyenne deux jeunes sans emploi, et ce presque partout dans le monde. Cette situation engendre une détresse sociale bien connue de tous. Or, les effets à long terme du chômage des jeunes sont tout aussi dramatiques. Les périodes de chômage qu'un travailleur doit affronter tout au long de sa vie sont liées au mode de transition, plus ou moins facile, qu'il existe entre l'école et la vie active. Par ailleurs, il est décevant de constater que les efforts sans précédents consentis en faveur de l'éducation des jeunes, dans de nombreuses régions du monde, ne se traduisent pas par une augmentation des emplois pour cette tranche de la population.

Poursuivant le travail commencé en 1996-97 dans le cadre du Programme d'action pour lutter contre le chômage des jeunes, et pour donner suite à la résolution concernant l'emploi des jeunes, adoptée par la Conférence internationale du Travail lors de sa 86^e session (juin 1998), le Département des politiques du développement de l'OIT a lancé un certain nombre d'études sur l'efficacité des stratégies et des programmes mis en oeuvre dans différents pays du monde pour lutter contre la marginalisation et le chômage. Le présent document, qui sera présenté au *Colloque interregional sur les stratégies à adopter pour lutter contre la marginalisation et le chômage des jeunes* (Genève, décembre 1999) propose une synthèse de ces rapports.

Notre mission a consisté à identifier les stratégies pratiques et efficaces pour supprimer le chômage. Si beaucoup de concepts sont désormais acquis, force est de reconnaître qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Comme en témoigne la situation actuelle de l'emploi dans le monde entier, seuls quelques pays ont réussi à créer des emplois décents pour leurs jeunes, sans parler des adultes. Nous sommes encore à la recherche de solutions pratiques à ce problème mondial. Toutefois, une constante s'impose clairement: toute stratégie visant à supprimer le chômage des jeunes passe nécessairement par l'instauration d'une croissance économique durable et créatrice d'emplois. L'expérience montre en effet qu'une croissance favorable à l'emploi est un paramètre indispensable et que tout programme ciblé ne peut fournir que des moyens complémentaires et proposer des actions palliatives. Partant de ce principe fondamental, le présent document examine les effets des politiques et programmes relatifs à l'emploi et suggère quelques stratégies viables visant à associer les jeunes au processus de développement.

Il importe de relancer le débat sur l'éducation face à la formation. Dans un monde où la mobilité tend à devenir la norme, la faculté d'apprendre est souvent plus importante que la connaissance elle-même. Toutefois, tout porte à croire que des systèmes d'apprentissage efficaces facilitent la transition entre le monde de l'enseignement et celui du travail. Ces systèmes doivent tenir compte de la croissance des entreprises du secteur non structuré. Un enseignement de meilleure qualité, dispensé plus tôt et plus longtemps serait plus propice à créer les attitudes et les compétences nécessaires pour le monde du travail. Il n'est pas certain que de vastes programmes non ciblés en faveur de la formation ou de l'emploi des jeunes donnent des résultats positifs. En effet, rien ne permet d'affirmer que ces programmes améliorent les perspectives d'emploi ou même les revenus des jeunes, et notamment ceux des plus démunis d'entre eux. En revanche, des programmes ciblés et évalués avec soin peuvent amoindrir les difficultés ressenties par certaines catégories de jeunes. On ne peut faire appel efficacement aux fonds publics que s'il existe des moyens d'évaluer les conséquences à court, moyen et long terme des stratégies proposées. Il est donc vivement recommandé de mener des évaluations détaillées avant de concevoir une stratégie de création d'emplois pour les jeunes.

Nous espérons que la présente étude donnera une bonne synthèse des expériences acquises sur l'emploi des jeunes et qu'elle permettra d'aborder les stratégies futures de manière plus réaliste.

Samir Radwan
Directeur
Département des politiques du développement

Ce document s'est principalement basé sur le document en cours de publication de David Blanchflower: *What Can Be Done to Reduce the High levels of Youth Joblessness in the World?* qui bénéficie quant à lui des contributions de G.K. Chadha, W. Van Eekelen, N. Ismail, G. Kanyenze, S. Lijtestein, L. De Luca, S. Mamder, M. Matsumoto, G. Mhone, J. Ramirez, T. Sparreboom, and H. Tabatabai. R. Islam, N. Majid et R. Zachmann, tous trois membres de l'équipe de lancement du Programme d'Action qui mena à la préparation de ce document, ont apporté commentaires et modifications au manuscrit définitif.

Cette publication n'aurait pas été possible sans le concours assidu et le souci d'un travail de précision apporté par Mme G. Ople.

Table des matières

I.	Résumé	1
II.	Les jeunes et le monde du travail: bilan économique et social	4
III.	Les jeunes sur les marchés de l'emploi	7
IV.	L'emploi des jeunes: causes et effets	9
V.	Etude par région.....	11
	1. Les marchés du travail des jeunes dans les pays de l'OCDE.....	11
	Transition du monde scolaire au monde du travail: changements.....	11
	Evaluation des facteurs: salaires, taille de la cohorte, restructuration industrielle, augmentation du taux de participation des femmes, demande globale et autres causes .	16
	Conséquences du chômage des jeunes.....	20
	2. Les marchés du travail des jeunes dans les économies en transition de l'ex-Union soviétique	21
	3. Les marchés du travail des jeunes dans les pays en développement.....	25
	Amérique latine	25
	Asie et Afrique.....	31
VI.	Chômage des jeunes: agenda politique.....	38
	1. Introduction	38
	2. Politiques macro-économiques	40
	3. Quels sont les résultats des efforts déployés par les pays qui ont tenté d'améliorer la flexibilité de leurs marchés de l'emploi?	44
	4. Salaires minimum	46
	5. Emplois indépendants.....	47
	6. Programmes d'action pour la stimulation des marchés de l'emploi	49
VII.	Conclusion	52
VIII.	Tableaux.....	57
IX.	Notes	68
X.	Références	79

I. Résumé ¹

1. Le programme d'action sur les Stratégies à adopter pour Lutter contre la Marginalisation et le Chômage des Jeunes a pour objectif de définir les politiques et les mesures qui permettront de combattre de manière efficace le chômage et l'exclusion des jeunes. Pour cela, il faut non seulement évaluer les mécanismes qui régissent le marché du travail, mais encore déterminer quelles sont les stratégies qui permettront d'accroître les possibilités d'emploi et les salaires des jeunes. Ceci devra cependant être réalisé en tenant compte de structures et de cycles économiques différents.

2. Les études conduites dans le cadre de ce programme d'action s'inspirent de la résolution sur l'emploi des jeunes, adoptée par la Conférence internationale du Travail lors de sa 86^e session, en juin 1998. Elles constituent une suite aux travaux du programme d'action sur le chômage des jeunes, commencés en 1996-97.

3. Pour étudier les politiques de l'emploi des jeunes, il faut tout d'abord vérifier si l'augmentation des emplois chez les jeunes ne se traduit pas par une hausse du chômage chez les adultes, ni par une détérioration de l'éducation et de la formation. Il faut ensuite voir si cette augmentation améliore les perspectives d'emploi chez les jeunes, ainsi que la qualité de ces emplois. Les études qui décrivent les effets à long terme de ces politiques et de ces programmes et qui prennent ces facteurs en considération, sont rarement disponibles. A cet égard, il reste encore beaucoup à faire pour définir les stratégies qui conviennent.

4. Cette étude, qui présente une synthèse du programme d'action, décrit le chômage des jeunes dans le monde, évalue plusieurs tentatives mises en œuvre pour résoudre ce problème et formule des recommandations. En voici un résumé très succinct :

- a) les différents marchés de l'emploi chez les jeunes présentent de nombreuses similitudes. Dans presque tous les pays du monde, le taux de chômage des jeunes est le double de celui des adultes. Ce rapport baisse au fur et à mesure que le chômage augmente;
- b) l'analyse des causes possibles du chômage chez les jeunes montre qu'en général il n'existe aucun lien entre celui-ci et les salaires, les salaires minimum, l'importance de la cohorte étudiée, les mutations à l'intérieur d'un secteur industriel, la catégorie professionnelle, la technologie ou l'accroissement de la participation des femmes au travail. Reprenant le thème central de la résolution sur l'emploi des jeunes adoptée durant la 86^e session de la Conférence internationale du travail, on note que le niveau global de la demande économique est un facteur véritablement déterminant. Contrairement à une opinion répandue, les jeunes vivent très mal le chômage, choix probablement indépendant de leur volonté;

- c) l'offre est étroitement liée aux mesures économiques destinées à promouvoir les emplois des jeunes. Un taux élevé de chômage encourage les jeunes à fréquenter l'école plus longtemps et à compléter leur éducation. Davantage qu'auparavant, ils continuent à habiter chez leurs parents. On constate néanmoins des comportements inquiétants, par exemple une augmentation de la toxicomanie, de la délinquance et des cas de suicide;
- d) en conclusion, rendre les salaires des jeunes plus souples ne semble pas être la solution: il n'est pas vraiment prouvé que les jeunes soient tenus à l'écart du marché du travail à cause du niveau des salaires. Les salaires des jeunes ont baissé par rapport aux salaires des adultes ces dix dernières années dans de nombreux pays, et le chômage chez les jeunes n'a pas régressé pour autant. Il est possible que les politiques destinées à promouvoir les emplois indépendants soient efficaces. Les politiques actuellement en vigueur n'ont généralement pas réussi à améliorer la situation des jeunes qui ont besoin d'assistance. Plusieurs recommandations sont formulées dans ce rapport, afin de préciser les objectifs et d'assurer le suivi;
- e) enfin, on étudie l'efficacité des mesures macro-économiques proposées pour réduire le chômage, car il semble exister un lien entre le chômage des jeunes et le chômage en général. Malheureusement, nous sommes loin de comprendre pourquoi le taux global de chômage est si élevé et pourquoi il a eu tendance à augmenter ces vingt dernières années. La cause principale ne semble être ni la protection des salaires, ni la puissance des syndicats, ni même "la rigidité" des salaires. Des indemnités trop *généreuses* ont tendance à faire monter le niveau du chômage et sa durée, car elles rendent le travail moins attrayant. Cependant, au plan quantitatif, l'impact de ces indemnités est faible. Dans l'étude du chômage global, il faut se poser deux questions essentielles: pourquoi le chômage en général et le chômage des jeunes en particulier fluctuent-ils selon des cycles irréguliers de grande amplitude? Ensuite, pourquoi les tendances à long terme se sont-elles aggravées durant les dernières décennies dans tant de pays? Apparemment, ce phénomène de cycles est lié à l'évolution du prix des matières premières, notamment celui du pétrole, et la tendance à la hausse s'explique par la demande globale, les indemnités de chômage, les impôts sur les salaires, la mobilité interne de la population, le nombre des propriétaires immobiliers et l'existence d'un secteur privé locatif organisé.

5. À l'examen des données actuelles relatives aux politiques adoptées et aux expériences analysées, on peut conclure ce qui suit :
- a) il faut adopter des stratégies économiques qui stimulent la demande totale;
 - b) il faut mettre en place des programmes ciblés polyvalents d'apprentissage et de formation;
 - c) ces solutions ne seront efficaces que si le secteur formel est en phase de croissance, et si on peut s'assurer d'une participation active tripartite;
 - d) la promotion du travail indépendant et des petites entreprises dans le secteur formel sera assuré au sein de groupes de population ciblés, grâce à la mise en place de services financiers et de programmes de formation.

II. Les jeunes et le monde du travail: bilan économique et social

6. Les Nations-Unies² ont estimé qu'en 1995 il y avait dans le monde 525 millions d'hommes et 500 millions de femmes âgés de 15 à 24 ans. Soixante pour cent d'entre eux vivaient dans les pays développés asiatiques et 23 pour cent en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes. Seize pour cent seulement vivaient dans les régions développées. De 1980 à 1995 le pourcentage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a légèrement baissé par rapport à la population mondiale, de 19 à 18 pour cent. Ce phénomène s'est vérifié dans toutes les régions excepté en Afrique où le pourcentage des jeunes en fonction de la population totale a continué d'augmenter. La proportion des jeunes gens par rapport aux jeunes femmes était exceptionnellement élevée dans certains pays d'Asie et d'Océanie (supérieure à 1,06). Par exemple, elle était de 1,24 dans les EAU en 1995; 1,11 au Pakistan; 1,09 en Inde; 1,08 en Autriche; 1,08 en Allemagne, et 1,07 au Royaume-Uni. Il est surprenant de constater qu'elle excède 1,00 dans toutes les régions développées.³ La proportion hommes/femmes était égale ou inférieure à 0,96 au Cap Vert (0,96); en République centrafricaine (0,95) et au Congo (0,96).⁴

7. L'analyse de certaines données démographiques et de certains chiffres indicateurs du niveau de vie dans différents pays va nous permettre de mettre en évidence le fossé qui existe entre les pays développés et les pays en développement (voir tableau 1). Ces statistiques montrent les disparités énormes qui existent entre les différents pays. La population des jeunes de moins de 18 ans atteignait le chiffre remarquable de 55 pour cent au Bénin, au Niger et en Zambie, et descendait jusqu'à 18 pour cent en Italie. Parmi ces 192 nations, le PNB annuel par tête peut aller de 80 dollars (Mozambique) jusqu'à 45.360 dollars (Suisse).

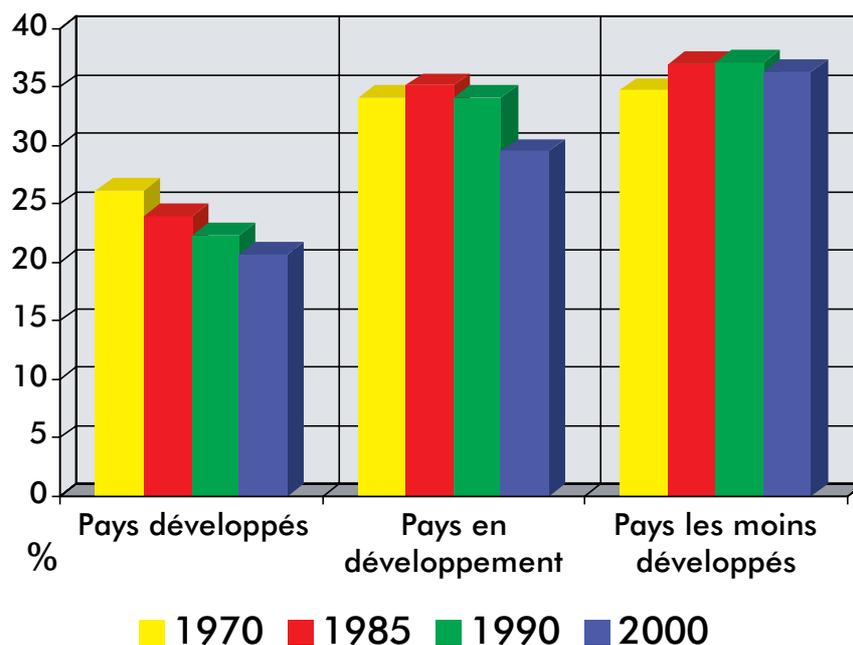
8. La mortalité des enfants de moins de cinq ans varie de 4 à 320 décès pour 1.000 naissances (Singapour et Niger). Le pourcentage des enfants de moins de cinq ans sous-alimentés va de 1 pour cent (Chili, Croatie, République tchèque et Etas-Unis) à 56 pour cent (Bangladesh). Le taux de mortalité maternelle varie de moins de 10 jusqu'à 1.800 décès pour 100.000. Le taux de fertilité varie de 7,2 au Niger (pourcentage élevé) à 1,2 en Italie et en Espagne. La mortalité varié d'un maximum de 1.800 décès pour 10.000 au Sierra Léone jusqu'à un minimum de 6 au Canada, en Norvège et en Suisse.

9. Le taux de fréquentation des écoles primaires varie de 24 pour cent des jeunes (Afghanistan) à 100 pour cent des jeunes (dans de nombreux pays de l'OCDE). Le pourcentage des jeunes par rapport à l'ensemble des travailleurs, continue à *décroître*, alors que la fréquentation des établissements scolaires augmente (voir le graphique 1 ci-dessous).⁵ La proportion des jeunes âgés de 12 à 17 ans qui fréquentent les écoles du secondaire dans le monde, est passée de 7,1

pour cent en 1970 à 88,3 pour cent en 1990. Ceci est à comparer avec les pourcentages minimum et maximum de 35,8 pour cent et de 48,2 pour cent⁶ dans les pays en développement. Dans toutes les régions du monde excepté l'Asie de l'est, le nombre des jeunes travailleuses augmente plus rapidement que celui des jeunes travailleurs.

10. Dans le monde entier, la fréquentation des universités augmente rapidement et il y a plus d'étudiants femmes que d'étudiants hommes, surtout en Amérique latine et aux Caraïbes. Même si l'on tient compte de cette augmentation importante de la scolarisation dans de nombreux pays en développement, les taux bruts de scolarisation⁷ varient énormément en fonction du degré de développement. Ils vont de 10,7 pour cent dans les pays en développement à 44,7 pour cent dans les pays développés et les économies en transition.⁸ Dans la plupart des pays en développement, l'école est obligatoire pendant une durée allant de 4 à 8 ans, tandis que dans les pays en développement, elle est obligatoire pendant huit ans minimum. Il n'y a que quelques pays en développement qui soient parvenus à combler cet écart (par ex. le Gabon, la Malaisie, la Namibie, le Pérou, l'Afrique du Sud, le Sri Lanka et le Vénézuéla). Dans les pays en développement les dépenses publiques consacrées à l'enseignement ont augmenté en proportion du PNB depuis 1980. Si l'on considère les chiffres par habitant, ces dépenses ont augmenté plus rapidement dans les pays de l'Asie de l'est et en Amérique latine que dans les autres régions en développement. En Asie de l'est elles ont plus que doublé et en Amérique latine elles ont augmenté de 30 pour cent entre 1982 et 1992.⁹ Malgré cette augmentation du budget, l'écart qui sépare les pays en développement des pays développés s'est creusé entre 1930 et 1993.

Graphique 1
Proportion des jeunes dans la population économique active



Source : Chiffre obtenu par la Division statistique des Nations-Unies, à l'aide de données provenant du BIT: Population active 1950-2010, 4^e édition, 1996 (Paris).

11. Etant donné le niveau extrêmement faible des revenus par habitant dans certains pays, les municipalités ont du mal à trouver les ressources nécessaires pour offrir une éducation plus complète à leurs enfants. De nombreux pays en développement ont tenté, pour prolonger l'enseignement primaire d'employer des enseignants dont la formation était moins théorique mais plus pratique, abaissant ainsi les dépenses de salaires (par ex. la Colombie, le Sénégal, le Zimbabwe). D'autres, comme la Zambie et le Bangladesh, ont augmenté le pourcentage des élèves par rapport aux enseignants et doublé les équipes de travail afin de réduire les coûts. Un grand nombre de pays en développement ont décidé de privilégier l'enseignement primaire. Au Chili le pourcentage du budget consacré à l'enseignement secondaire et universitaire est respectivement passé de 18 pour cent et de 33 pour cent en 1980 à 13 pour cent et 21 pour cent en 1993. Le Bangladesh a réduit la part allouée à l'enseignement universitaire de 13 pour cent en 1980 à 8 pour cent en 1992. D'après l'UNESCO, le taux d'analphabétisme a continué à diminuer dans le monde, passant de 30,5 pour cent en 1980 à 22,6 pour cent en 1995. Il est plus élevé en Asie du sud (49,8 pour cent) qu'en Afrique sub-saharienne (43,2 pour cent) ou que dans les pays arabes (43,4 pour cent). Il est particulièrement faible en Amérique latine et dans les Caraïbes (13,4 pour cent), ainsi qu'en Asie de l'est et en Océanie (16,4 pour cent).

12. Le nombre des jeunes travailleurs a diminué dans l'agriculture et l'industrie et augmenté dans le secteur tertiaire des pays en développement de l'Afrique du nord et de l'Asie de l'ouest, de l'Amérique latine et des Caraïbes. Dans le centre de l'Asie du sud, cette hausse des effectifs de travail se répartit de façon à peu près égale dans les trois secteurs, mais en Afrique sub-saharienne, en Asie de l'est et en Océanie, la moitié environ de cette hausse concerne toujours l'agriculture. De 1980 à 1990, le secteur tertiaire des pays développés a absorbé la totalité de cette hausse et plus de la moitié en ce qui concerne l'Afrique du nord, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Asie de l'ouest. En 1995, pratiquement les deux tiers de la jeunesse mondiale vivaient dans des pays dont le produit national brut par tête était inférieur à 1 000 dollars par an.

III. Les jeunes sur le marché de l'emploi

13. Les statistiques présentées dans les tableaux 1 et 2 permettent d'analyser le chômage des jeunes par pays et par période de temps. Tout d'abord, on constate des changements dans la proportion du groupe des 15-24 ans par rapport à celle du groupe plus âgé des 25-54 ans (tableau 2). Le groupe des 15-24 ans a relativement diminué par rapport au groupe des 25-64 ans dans tous les pays développés et dans la plupart des pays en développement – les principales exceptions sont le Niger, le Salvador, le Nicaragua, le Paraguay et le Pakistan. La population des jeunes augmente dans la plupart des économies en transition.

14. D'après le tableau 1 on peut constater que: (1) les taux de participation des jeunes sont plus élevés dans les pays développés que dans les pays en développement; (2) les taux de participation des jeunes hommes ont diminué dans presque tous les pays; (3) dans la plupart des pays, ils ont diminué en ce qui concerne les femmes âgées de 15 à 19 ans mais ils ont augmenté pour ce qui est du groupe plus âgé des 20-24 ans, excepté en Europe de l'est où ils ont baissé.

15. L'étude des taux de chômage globaux, en fonction de différents critères d'âges minimum et maximum et en fonction du sexe, donne un résultat mitigé (tableau 2).¹⁰ Les taux globaux varient d'un maximum de 38,8 pour cent en Macédoine à un minimum de 0,4 pour cent en Ouzbekistan. Ceci montre à quel point il est difficile d'interpréter le taux de chômage dans les économies en développement et en transition. Par exemple, dans les économies en transition il est difficile de savoir si un taux de chômage faible est un signe de facteurs positifs – bonne économie et plein emploi – ou négatifs – faibles variations par rapport à une économie de marché. De même, dans de nombreux pays moins développés seules les personnes mieux éduquées peuvent se permettre de se retrouver au chômage. Par conséquent, les taux de chômage des plus éduqués y sont supérieurs aux taux de chômage des moins éduqués. Dans la plupart des pays étudiés dans le tableau 2, les taux de chômage sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes (par ex. au Botswana, en Jamaïque, au Chili, en Belgique et en Espagne), tandis que dans d'autres, il est plus élevé chez les hommes (par ex. au Salvador, en Algérie, au Porto Rico, au Royaume-Uni, en Suède et en Australie).

16. Si l'on étudie les taux de chômage actuels des groupes âgés de 15 à 24 ans et de 25+ dans différents pays, on constate que les taux de chômage des jeunes sont à peu près le double de ceux des adultes dans les pays développés et dans les pays en développement. Dans certains pays en développement, le pourcentage est considérablement plus élevé (Égypte, Colombie, Chili, Honduras, Indonésie, République de Corée et Sri Lanka). La proportion est plus que doublée dans plusieurs pays du sud de l'Europe (Grèce, Italie et Turquie), et dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Estonie, Roumanie et Slovaquie).¹¹

17. Une étude des taux de chômage des hommes et des femmes appartenant aux deux groupes d'âge ci-dessus révèle que, dans pratiquement tous les pays en développement et toutes les économies en transition, le taux de chômage des jeunes hommes de 15 à 24 ans est inférieur à celui des jeunes femmes du même groupe (voir tableau 2). Le phénomène n'est pas aussi évident dans le monde développé – le taux de chômage des jeunes hommes est plus élevé dans les pays anglophones (Australie, Canada, Irlande, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis), ainsi qu'au Japon, en Suède et en Turquie, mais moins élevé dans les pays comme l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

18. Dans plusieurs pays, on a observé des taux de chômage des jeunes bien plus élevés durant les années 90 que durant les années 80. Même s'ils n'ont pas accusé une hausse considérable, ils sont en général restés à un niveau élevé (l'Espagne à 36 pour cent et l'Italie à 32 pour cent). Ils ont beaucoup augmenté au Brésil, en Colombie, au Salvador, au Nicaragua, au Canada, en Italie, en France, en Finlande, en Suède et en Nouvelle-Zélande, mais sont descendus en flèche au Chili, aux Pays-Bas et au Portugal.

19. Entre 1990 et 1995, les variations annuelles moyennes de la proportion des 20 à 24 ans ayant une instruction universitaire permettent de conclure à une hausse. Il s'agit sans doute non seulement d'une réaction des jeunes au manque d'offres d'emplois qualifiés, mais également d'un accroissement général de la demande de travailleurs qualifiés dans le monde. La pénurie d'emplois force les jeunes à retarder leur entrée dans le monde du travail. Le passage de l'école à la vie active reflète les conditions économiques globales, l'emploi ou le chômage des jeunes étant très corrélés au taux de chômage, en particulier dans le cas des très jeunes et de ceux qui viennent de quitter l'école (voir Blanchflower et Freeman, 1996b et OCDE, 1996).

IV. L'Emploi des jeunes: causes et effets

20. Il y a plusieurs manières d'expliquer l'importance et le caractère chronique du chômage des jeunes : la demande globale, le salaire des jeunes, la taille de la cohorte des jeunes étudiés et le manque de compétences. Il est évident que pour trouver des solutions au chômage des jeunes, il faut pouvoir déterminer l'importance relative de ces facteurs. De nombreuses études soulignent l'importance de la demande globale. Ainsi qu'il a été expliqué ci-dessus, le taux de chômage des jeunes est approximativement le double de celui des adultes. A cela s'ajoute le fait que les jeunes sont non seulement plus susceptibles de démissionner, mais encore plus susceptibles d'être licenciés (dernier entré, premier sorti). Cependant, le coût d'opportunité des entreprises semble être inférieur dans les cas du licenciement d'un jeune travailleur que dans celui d'un travailleur plus âgé. Les travailleurs plus jeunes sont également moins susceptibles de bénéficier d'une législation de l'emploi protectrice. Il est souvent avancé que les salaires des jeunes travailleurs sont trop élevés à cause de l'existence d'une législation d'un salaire minimum qui augmente leurs salaires et les rend donc moins compétitifs, notamment par rapport aux femmes mariées qui dans le monde entier, ont grossi les rangs des travailleurs ces vingt dernières années. Il est pratiquement prouvé que les revenus des jeunes ont baissé très fortement en proportion de ceux des adultes dans de nombreux pays, ces dernières années.¹² En outre, de plus en plus d'études montrent que l'effet des salaires minimum sur la réduction du marché du travail a été très exagéré, particulièrement aux Etats-Unis où ces salaires sont très bas.¹³ *Il ne semble pas que les jeunes soient exclus du marché du travail pour cette raison.*

21. Les taux élevés du chômage des jeunes ainsi que sa persistance s'expliquent également par la taille de la cohorte. Plus il y a de jeunes, plus il faudra de postes. Cette explication ne semble pas être confirmée par les données (voir plus haut), car la cohorte de jeunes a diminué dans la plupart des pays.

22. Finalement, il est avancé que dans notre ère technologique, les jeunes ne possèdent pas les qualifications requises par les entreprises. La demande de travailleurs non qualifiés a baissé, notamment en raison de l'avènement des nouvelles technologies et cette évolution affecte considérablement les jeunes.¹⁴

23. Quelle qu'en soit la cause, le chômage des jeunes entraîne des conséquences graves, surtout lorsque le chômeur reste longtemps sans travailler ou s'il se retrouve au chômage plusieurs fois de suite. La durée du chômage tend à être plus courte dans les cas des jeunes travailleurs que dans celui de travailleurs plus âgés. La différence n'est cependant pas très grande.¹⁵ Plus un travailleur reste au chômage longtemps, plus il lui est difficile de retrouver un emploi car il perd ses qualifications professionnelles, le moral, et son équilibre psychologique est atteint,

etc. Trois facteurs contribuent à aggraver les conséquences du chômage chez les jeunes, surtout s'il se répète:

- a) une mise au chômage survenant au tout début d'une carrière risque d'endommager de façon permanente le potentiel de travail de l'individu en question;
- b) le rejet du monde du travail peut provoquer chez les jeunes des difficultés pour passer de l'adolescence à l'âge adulte, passage qui débouche naturellement sur la création d'un ménage et d'une famille. Il existe un lien certain entre le chômage des jeunes et certains problèmes sociaux graves tels que la toxicomanie, la délinquance et les familles monoparentales;
- c) à l'échelon global, les taux élevés du chômage des jeunes peuvent conduire à une aliénation de la société, ainsi que des processus démocratiques de la vie politique, ce qui peut provoquer des troubles sociaux. Il est un fait établi que le chômage rend les gens malheureux. (Blanchflower et Oswald, 1999a, Winkelmann et Winkelmann, 1999; Oswald, 1997b).

24. On examine dans les trois sections suivantes un certain nombre de données sur les causes et les conséquences du chômage des jeunes dans les pays de l'OCDE, dans les économies en transition, ainsi que dans les pays en développement d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique. Les premières conclusions de l'étude sur la dynamique du marché du travail des jeunes dans les pays de l'OCDE permettent d'organiser les efforts dans d'autres régions du monde. On trouvera ci-après une analyse comparative de la situation entre les pays de l'OCDE et les pays en développement. Il est intéressant de constater qu'il existe de nombreuses similitudes.

V. Etude par région

Les marchés du travail des jeunes dans les pays de l'OCDE ^{16, 17}

25. Le marché du travail des jeunes dans les pays membres de l'OCDE s'est considérablement détérioré dans les années 70, apparemment lorsque les effectifs des baby boomers sont arrivés sur le marché, créant un excédent de l'offre.¹⁸ La plupart des analystes pensaient que les difficultés des jeunes s'atténueraient au fur et à mesure que les baby boomers vieilliraient et que la cohorte des jeunes diminuerait (voir OCDE, 1978). Ils pensaient également qu'une éducation et une formation prolongées pourraient remédier aux problèmes de tous ces jeunes, à l'exception d'un noyau dur. On estimait donc que la situation allait être temporaire, facilement réglée par une politique adéquate. Plus de vingt ans après, la cohorte des jeunes a beaucoup diminué et est mieux éduquée, mais le problème perdure.

Transition du monde scolaire au monde du travail changements

26. Le moyen le plus important et le plus positif pour les jeunes gens de réagir aux conditions difficiles du marché du travail est peut-être de retarder leur entrée sur ce marché et de prolonger leurs études. Sans famille à nourrir, ils peuvent investir dans le capital humain plutôt que d'avoir à se battre pour gagner leur vie dans un marché défavorable. Dans pratiquement tous les pays de l'OCDE, les effectifs scolaires ont augmenté depuis les années 80 et tout au long des années 90. Il semble que la détérioration du marché du travail des jeunes ait joué un rôle prépondérant dans l'accroissement des effectifs universitaires. Cette augmentation a été plus rapide dans les pays de l'OCDE autres que les Etats-Unis. Par exemple, le taux de fréquentation des universités au Canada, qui a toujours été inférieur à celui des Etats-Unis, a commencé à le dépasser en grande partie grâce à la réaction des jeunes Canadiens au chômage. En plus de leurs études traditionnelles, les jeunes gens ont essayé diverses orientations académiques et divers métiers. Aux Etats-Unis, ils ont délaissé les sciences et les arts libéraux pour se tourner vers la gestion des affaires, les doctorats et les diplômes professionnels. On aurait pu penser que la préférence des étudiants pour des activités plus rémunératrices aurait eu une influence sur les gains des jeunes travailleurs par rapport aux moins jeunes, mais les données n'ont pas confirmé une telle hypothèse.

27. L'augmentation de la durée des études et le report de l'entrée dans le monde du travail sont-ils le résultat d'une situation macro-économique ou ce phénomène est-il dû à d'autres facteurs? Dans quelle mesure les forces économiques globales influencent-elles la situation des jeunes prêts à entrer dans le monde du travail? Blanchflower et Freeman (1999b) ont analysé les données relatives à quinze pays ¹⁹ pour la période 1983-1994. En outre, on disposait de données sur les Etats-Unis entre 1970 et 1993 et sur le Canada entre 1976 et 1994, ce

qui donne au total 8 000 données. Les conclusions de l'étude de la relation entre l'activité scolaire et le chômage étaient mitigées.²⁰ Lorsqu'on regroupe tous les pays, on constate que cette relation est *positive*, mais les résultats par pays sont trop divers pour permettre de conclure à une généralisation. En revanche, il n'y a aucune ambiguïté en ce qui concerne l'influence des conditions économiques globales sur la proportion d'une cohorte dont les membres ne sont ni scolarisés, ni employés, ou dont les membres travaillent. Cette proportion qui ne fait partie ni du monde scolaire ni du monde du travail, quelquefois désignée sous le terme "inactifs" tombe dans la rubrique chômage dans presque tous les pays. En ce qui concerne l'échantillon OCDE, un accroissement du chômage global fait monter la proportion des inactifs de 0,73 pour cent. En revanche le chômage a fait baisser le taux d'emploi des jeunes de 1,13 pour cent.

28. Lorsqu'on étudie l'éducation et l'emploi chez les jeunes de 18 et de 22 ans en 1984 et 1997, on s'aperçoit qu'il s'agit de deux activités complètement distinctes pour la majorité d'entre eux. En 1997, 56 pour cent en moyenne de la cohorte des jeunes de 18 ans étudiaient à plein temps, tandis que 46 pour cent de la cohorte des jeunes de 22 ans travaillaient à plein temps. Du point de vue des moyennes de l'OCDE, les *tendances* pendant cette période sont les mêmes pour les deux activités: une forte augmentation du taux des jeunes étudiants à plein temps et une augmentation bien moins forte du taux des jeunes cumulant études et emploi; à l'inverse, une forte diminution du taux des jeunes travailleurs ne poursuivant pas leurs études et une baisse bien moins forte du taux des jeunes "inactifs".

29. Dans plusieurs pays, un forte proportion des jeunes cumulent études et emploi, tandis que dans d'autres, cette situation est plutôt rare. En Belgique par exemple, les jeunes travaillent rarement lorsqu'ils font des études. Les adolescents belges sont presque tous des étudiants à plein temps.²¹ En revanche au Royaume-Uni, une assez grande proportion des adolescents travaille.²² Il est intéressant de noter que dans ces deux pays, il existe un nombre considérable de jeunes adolescents "inactifs" à haut risque de marginalisation sociale; en 1997, ils représentaient 20 pour cent de l'ensemble des adolescents britanniques, et 12 pour cent environ des adolescents belges. Il faut également noter que la taille relative de ce groupe à risque n'a pas beaucoup changé dans les deux pays ces 15 dernières années (OCDE, 1998).

30. La même étude indique, lorsque les données sont présentées par sexe (voir tableau 3), d'importantes différences entre les pays. En Autriche, au Danemark et en Allemagne, la proportion importante des jeunes en cours de formation professionnelle ou en apprentissage contraste fortement avec la proportion des étudiants dans d'autres pays. Cependant on note en général que la fréquentation scolaire des jeunes des deux sexes a tendance à monter dans la plupart des pays et que le taux des emplois par rapport à la population, ainsi que le taux de chômage élevé a tendance à baisser. L'augmentation de la fréquentation scolaire est la plus nette en dehors des États-Unis.²³

31. La proportion des jeunes hommes inactifs – ni à l'école ni au travail – a augmenté au cours de la période 1984-97, notamment au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, bien que le taux soit considérablement plus élevé dans le premier cas – respectivement 11,4 pour cent et 6,8 pour cent pour les jeunes de 18 ans et 8,4 pour cent et 5,6 pour cent pour les jeunes de 22 ans. La proportion des jeunes femmes inactives a diminué dans les pays de l'OCDE toutes régions confondues, mais a augmenté, comme pour les hommes, en Allemagne, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

32. Le pourcentage des emplois par rapport à la population a baissé entre 1984 et 1997 dans presque tous les pays de l'OCDE (voir tableau 3). La moyenne non pondérée indique que 35,4 pour cent des jeunes hommes de 18 ans avaient un emploi en 1997, comparé à 43,8 pour cent en 1984; et que 29,9 pour cent des jeunes femmes de 18 ans avaient un emploi en 1997, comparé à 36,6 pour cent en 1984. Les chiffres respectifs pour les jeunes de 22 ans accusent également une baisse de 7 points en ce qui concerne les hommes et de 4 points en ce qui concerne les femmes. Il est intéressant de constater que la proportion de la population à la fois féminine et masculine a baissé dans la plupart des pays, à l'exception de l'Australie, de la France et du Canada.

33. La réussite d'une transition vers le monde du travail dépend étroitement du degré d'éducation qu'il est possible d'atteindre dans chacun des pays. En général, le chômage frappe les jeunes les moins éduqués et les moins qualifiés. Dans certains pays - pour les jeunes hommes davantage que pour les jeunes femmes – *les plus éduqués sont ceux qui doivent attendre le plus longtemps pour trouver un emploi*. On peut le constater par exemple en Allemagne, en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne. Néanmoins, on remarque un taux de chômage particulièrement faible en Allemagne parmi les jeunes qui viennent de sortir de l'école et qui ont donc une éducation minimum (9,7 pour cent pour les hommes et 13 pour cent pour les femmes). Il en va tout autrement dans la majorité des pays où plus d'un tiers des jeunes de cette même catégorie se trouvaient encore au chômage un an après avoir terminé leurs études. Il est surprenant de constater que le niveau d'intensité du chômage est similaire en Allemagne et aux Etats-Unis. 1,6 pour cent des Allemands chômeurs depuis au moins 2 ans représentaient 25 pour cent de toutes les semaines chômées pendant la période de cinq ans étudiée. De même 1,8 pour cent des Américains au chômage depuis au moins 2 ans, représentaient 20 pour cent du chômage total. Ces données ne confirment pas l'hypothèse selon laquelle la transition du monde scolaire au monde du travail se fait par à-coups.

34. Freeman et Rodgers (1999) qui ont étudié le boom de 1990 aux Etats-Unis, expliquent pourquoi les jeunes s'épanouissent relativement bien pendant les périodes de croissance économique. Les jeunes gens qui n'ont pas bénéficié d'une instruction supérieure ont l'occasion d'améliorer leur situation, particulièrement les jeunes afro-américains, groupe le plus défavorisé aux Etats-Unis. Les jeunes gens qui se trouvaient dans un marché du travail difficile ont pu améliorer à la fois

leur situation professionnelle et leur salaire. Les adultes n'ont pas eu cet avantage et leurs salaires n'ont guère changé; même dans les secteurs où le taux de chômage était inférieur à 4 pour cent. Les jeunes ont particulièrement réussi dans les régions où les taux de chômage étaient faibles au début du boom, ce qui signifie qu'ils Abénéficiaient particulièrement d'un plein emploi prolongé.²⁴ Aux Etats-Unis, les salaires des jeunes semblent réagir particulièrement bien aux variations du taux de chômage. On a observé des résultats similaires dans d'autres pays tels que le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada.²⁵ Un cercle vertueux se met en place au fur et à mesure que le chômage des jeunes diminue et que le travail devient plus intéressant.

35. Un certain nombre de pays de l'OCDE ont essayé de mettre en place des *programmes de stimulation du marché du travail* destinés à aider les jeunes. Du point de vue de l'offre, il y a les programmes qui permettent d'établir un lien entre le monde scolaire et celui du travail avant le contact avec un marché difficile, et les programmes qui offrent une seconde chance à ceux qui ont du mal à trouver un emploi, en développant leurs compétences professionnelles. Du point de vue de la demande, il y a les programmes qui permettent un accroissement des salaires des jeunes, par exemple les salaires minimum, ou ceux qui leur permettent d'accéder à certaines opportunités professionnelles. Si on considère les revenus globaux, l'apprentissage tel qu'il est pratiqué en Allemagne semble être un bon programme du premier type. Les taux de chômage des jeunes sont plus faibles et les revenus relatifs plus élevés en Allemagne qu'aux Etats-Unis. Cinq ans environ après la fin des études, on recense beaucoup moins de jeunes chômeurs allemands que de jeunes chômeurs américains. L'apprentissage est une solution rentable pour la plupart des jeunes. Cependant, le système allemand pose certains problèmes. Le nombre des contrats d'apprentissage a baissé au fur et à mesure que les jeunes ont choisi de faire des études supérieures. Ceux qui ne trouvent pas un emploi immédiatement à la suite de leur apprentissage restent relativement longtemps sans travailler, et ceux qui ne réussissent pas à obtenir leur certificat mettront beaucoup de temps à voir leur salaire augmenter. Le système de l'apprentissage ne contribue pas à améliorer l'influence du milieu familial; les enfants des cols bleus et des cols blancs ont plus de chances de trouver du travail que les enfants de chômeurs.²⁶

36. En revanche, les programmes qui offrent une seconde chance, notamment le fameux programme d'action suédois, ne semblent pas être extrêmement efficaces.²⁷ Il semble également que les programmes de grande envergure conçus pour aider les jeunes chômeurs à trouver du travail, tels que les programmes YOP et YTS en vigueur au Royaume-Uni dans les années 90, n'ont pas donné de résultats probants. D'après Dolton et al. (1994), le programme YTS a abaissé la probabilité de trouver un emploi. Certaines études comme celle de O'Higgins (1994) ont conclu à des effets plus positifs, excepté en ce qui concerne les handicapés et les minorités ethniques. Ces grandes différences d'évaluation ont conduit Ryan et Buchtemann (1996) à douter de la fiabilité de ces études. En outre, Green et al (1996) qui ont

étudié les conséquences du programme YTS sur les revenus, ont conclu à un effet négatif (voir O'Higgins, 1997).

37. Pendant longtemps, on a pensé que la Suède avait résolu le problème du chômage et de l'inégalité économique. Durant les années 70 et 80, les jeunes travailleurs se débrouillaient assez bien, malgré une forte augmentation des salaires relatifs. Cependant, la récession du début des années 90 a montré que la Suède n'était pas à l'abri d'un gros problème de chômage en général et de chômage des jeunes en particulier. Dans les années 90, l'emploi des jeunes a connu un essor, et l'état a favorisé la participation des jeunes en instituant des programmes d'action pour la stimulation du marché de l'emploi. Ceux-ci ont eu pour effet de réduire le chômage global, mais sans le résoudre complètement. En fait, le chômage variait plus ou moins proportionnellement à l'âge et au niveau d'éducation, ce qui signifie que ces programmes n'ont pas modifié la répartition relative du chômage. La hausse proportionnelle du chômage semble indiquer que les facteurs globaux étaient plus importants en ce qui concerne le chômage en Suède que des changements individuels affectant la demande pour différentes catégories de compétences.²⁸

38. La France a mis en place divers programmes pour les jeunes et se trouve à la tête des pays développés en ce qui concerne la proportion des jeunes ayant bénéficié d'un programme de ce type. En France, contrairement aux Etats-Unis, les salaires minimum sont relativement élevés, et ont fortement augmenté ces dernières années, ce qui risque d'avoir un effet négatif sur l'emploi des jeunes. D'une certaine façon, ces deux facteurs se compensent. Le SMIC français est en augmentation constante depuis 1967 tandis que le "Federal Minimum Wage" américain a baissé. En 1990, 28 pour cent environ des travailleurs français étaient au SMIC ou en-dessous, ou encore à 5F/h en-dessus. En 1987 aux Etats-Unis, 18 pour cent seulement des travailleurs gagnaient le salaire minimum ou moins, ou encore \$1/h de plus. En France, les jeunes aux alentours du SMIC étaient plus susceptibles de se retrouver au chômage ou sans emploi que ceux qui l'avaient dépassé.²⁹ On peut observer le même phénomène aux Etats-Unis, où les travailleurs qui viennent tout juste de sortir d'une période de chômage ou d'inactivité et gagnent un salaire avoisinant le salaire minimum, sont plus nombreux que ceux qui gagnent un salaire supérieur au salaire minimum. Cependant cet effet a moins d'influence sur le marché des jeunes. En France les effets du salaire minimum sur l'emploi sont atténués grâce à la mise en place de programmes de promotion de l'emploi, qui protègent les travailleurs de certains des effets de l'élévation du SMIC en termes réels. Lorsque ces programmes prennent fin, la probabilité d'un chômage ultérieur augmente rapidement.

Evaluation des facteurs: salaires, taille de la cohorte, restructuration industrielle, augmentation du taux de participation des femmes, demande globale et autres causes

39. C'est l'Allemagne qui semble avoir traité avec le plus de succès le problème du chômage des jeunes. A l'exception de quelques cas difficiles, les jeunes Allemands moins éduqués ont bénéficié de meilleurs emplois et salaires que les jeunes d'autres pays. La situation des jeunes femmes est moins préoccupante car elles arrivent de plus en plus nombreuses sur le marché du travail et car leurs salaires se sont rapprochés de ceux des hommes. Pourtant, vers la fin des années 90, les jeunes femmes gagnaient moins que les jeunes hommes, à compétence égale et connaissaient le même déséquilibre âge/revenu. Le taux de chômage des jeunes travailleuses a augmenté dans la plupart des pays, et aux Etats-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni on a pu noter une concentration de la misère chez les mères célibataires. Il est paradoxal de constater que la détérioration du marché du travail des jeunes est due à des forces économiques qui sont censées *améliorer* leur situation relative. Les mouvements des salaires, la taille de la cohorte et l'industrie, tous ces facteurs semblent favoriser les jeunes. En outre, forts de leurs années supplémentaires d'éducation et de formation professionnelle, les jeunes travailleurs auraient dû voir leurs salaires et leur situation s'améliorer par rapport aux travailleurs plus âgés. En bref, les solutions préconisées se sont soldées par un échec. Nous analyserons tour à tour chacun de ces facteurs:

- a) *Salaires*. Dans les années 80, les différences dues à l'éducation adoptaient une dynamique propre à chaque pays. Dans plusieurs d'entre eux, ces différences s'accroissaient lentement, alors qu'aux Etats-Unis l'écart se creusait très rapidement.³⁰ Au Royaume-Uni, les écarts de salaires étaient quantitativement similaires à ceux existant aux Etats-Unis (Katz et al. 1995). Les différences dues à l'éducation augmentaient peu au Canada, en Suède, en Australie et au Japon, mais les écarts de salaires continuaient à se réduire en Italie et en France; aucun changement n'a été observé dans le cas des Pays-Bas et en Allemagne; les tendances étaient similaires en dehors de l'OCDE.³¹ Examinée sous plusieurs angles, la situation économique des travailleurs âgés de 16 à 24 ans, de 25 à 29 et même de 30 à 34 ans, *s'est détériorée* par rapport aux travailleurs plus âgés dans presque tous les pays de l'OCDE. On a pu observer une baisse de leurs revenus relatifs, inégale suivant les pays du point de vue de son ampleur et du moment où elle se produisait (Blanchflower et Freeman, 1996, 1999b). Blanchflower (1999b) a réanalysé des données provenant d'un programme d'enquêtes sociales internationales portant sur 13 pays industrialisés et en a déduit qu'il n'y avait qu'une faible corrélation entre les différences de salaires relatifs jeunes /adultes et les taux de chômage respectifs.³² A l'exception de la Suède,³³ *le salaire relatif des jeunes a baissé partout dans l'OCDE* malgré la chute de la taille relative des cohortes de jeunes et malgré les différentes politiques de réglementation des salaires. On peut en conclure que l'effet bénéfique de la diminution de la taille des

cohortes de jeunes sur les salaires a été compensé par d'autres forces du marché. Il est surprenant de constater que la forte baisse des revenus relatifs, attribuée à l'excédent de jeunes baby boomers sur le marché du travail malgré des changements démographiques favorables, a été suivie d'une détérioration des revenus relatifs pendant les années 80 et 90;

- b) le *salair minimum* ne semble pas être une des causes principales de la situation médiocre des jeunes dans les pays de l'OCDE. Les résultats de l'étude de l'influence du salaire minimum sur l'emploi sont mitigés.³⁴ Cependant, malgré les divergences, on constate que le taux de chômage des jeunes a augmenté considérablement partout sauf en Allemagne;
- c) *taille de la cohorte*. Korenman et Neumark (1999) ont établi que la proportion des jeunes par rapport à la population a baissé dans pratiquement tous les pays de l'OCDE dans les années 80 et 90. La diminution de la taille des cohortes devrait entraîner une baisse des taux de chômage pour les jeunes et par voie de conséquence des revenus relatifs plus élevés. Ce phénomène devrait être particulièrement prononcé dans des pays tels que le Japon, l'Irlande, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, où la diminution en termes relatifs de la cohorte des jeunes a été exceptionnelle. Cependant, la situation économique des jeunes s'est détériorée au lieu de s'améliorer. Le fait que les changements démographiques n'ont pas réussi à améliorer la situation des jeunes ne signifie pas que les variations de l'offre n'ont eu aucun effet sur le marché du travail des jeunes. Il se peut que l'élasticité du taux de chômage des jeunes en fonction de la taille relative de leur cohorte ne soit pas très élevée (Korenman et Neumark, 1999). *Cela signifie plutôt que d'autres facteurs tels que les taux globaux de chômage ou les changements technologiques ont été directement à l'origine des phénomènes influençant le marché du travail des jeunes;*
- d) *industrie, technologie et commerce*. En plus de la baisse du nombre des jeunes travailleurs due à des raisons démographiques et à la diminution des salaires des jeunes par rapport à ceux des adultes (voir plus haut), on a pu observer au sein de la structure industrielle un transfert des emplois vers des secteurs qui emploient un nombre assez important de travailleurs – commerce de détail et services comme les hôtels et les restaurants.³⁵ Ceci aurait dû avoir pour effet d'accroître le nombre total des emplois, sinon les salaires individuels des jeunes travailleurs. De plus, les jeunes qui ont grandi au contact des ordinateurs auraient dû bénéficier, par rapport aux travailleurs plus âgés qui n'ont pas eu cet avantage, d'un facteur technologique cité par de nombreux analystes comme étant à l'origine de la lente progression de l'inégalité et de la prime à la compétence: l'informatisation. L'importance croissante du commerce avec les pays du tiers monde est un autre facteur possible de la détérioration de la situation économique des jeunes travailleurs. A l'échelle mondiale, le pourcentage des jeunes par rapport à la population active est bien plus important que dans les

pays développés. Ainsi, on pourrait s'attendre à ce que le commerce avec les pays moins développés aggrave la situation relative des jeunes travailleurs. Néanmoins, les secteurs les plus soumis à la concurrence des pays moins développés sont ceux de l'habillement, qui emploient toujours des femmes; on pourrait donc penser que le commerce contribuerait à diminuer leurs salaires ou le nombre de leurs emplois par rapport à ceux des jeunes hommes;

- e) *accroissement de la participation des femmes.* L'entrée des femmes sur le marché du travail a sans doute aussi eu une influence sur la situation économique des jeunes travailleurs. De nombreuses femmes qui arrivent pour la première fois sur le marché du travail ou qui y reviennent, prennent des postes qui seraient autrement revenus à des travailleurs plus jeunes. Il est difficile de tenir cet argument pour valable, car le salaire des femmes a augmenté avec la croissance de l'offre des effectifs féminins et parce que les effets de cette croissance accrue se manifestent davantage chez les femmes que chez les hommes;
- f) *autres explications possibles.* Si l'offre croissante de travailleurs concurrentiels, due à l'arrivée des femmes ou due au développement du commerce, a pu avoir une influence sur la situation des jeunes travailleurs, ces forces ne semblent pas assez puissantes pour compenser les facteurs démographiques ainsi que ceux de la demande, qui œuvrent en faveur des jeunes travailleurs. Afin de pouvoir expliquer cette détérioration, on peut avancer que les travailleurs appartenant à la génération du baby boom ont été très souvent remplacés par des travailleurs plus jeunes et qu'il en a résulté non seulement une réduction de leurs revenus mais également une diminution des revenus des cohortes qui leur ont succédé. Cet argument est de plus en plus difficile à justifier au fur et à mesure que les cohortes de baby boomers vieillissent, et alors que la situation économique des jeunes travailleurs reste très difficile. Vu sous l'angle de l'offre, il existe encore une autre possibilité: les jeunes sont simplement moins efficaces que les adultes. Cependant, les résultats de l'enquête de 1994 qui portait sur tous les pays excepté les EU et l'Irlande, montrent que les jeunes sont plus qualifiés que les adultes (OCDE, 1997a).³⁶ Il semble difficile d'alléguer que la détérioration du marché du travail des jeunes soit due à des changements dans la demande ou dans l'offre ou encore à la baisse du niveau des compétences chez les jeunes;
- g. *demande globale.* On peut se demander pourquoi la situation économique des jeunes travailleurs s'est détériorée alors que les facteurs démographiques et la demande à long terme auraient dû contribuer à l'améliorer. La raison principale est le niveau relativement élevé du chômage total dans les pays de l'OCDE dans les années 80 et 90. En ce qui concerne les jeunes travailleurs, la demande est étroitement liée aux conditions économiques globales (Blanchflower et Freeman, 1996; Clark et Summers, 1982). En tant que nouveaux venus sur le marché du

travail, les jeunes n'ont pas la formation adéquate ni l'ancienneté qui protègent les travailleurs plus âgés des variations qui peuvent survenir dans les conditions du marché. Leur emploi dépend beaucoup de l'état général du marché du travail. Les taux de chômage élevés dans les pays de l'UE expliquent donc bien les taux de chômage actuels chez les jeunes.³⁷ La chute des taux de chômage qui a eu lieu à la fin des années 90, aux Etats-Unis, après vingt ans de baisse, a favorisé la hausse des salaires des jeunes ainsi que celle du nombre d'emplois, mais ce phénomène n'a pas été suffisant pour rétablir la situation relative des jeunes travailleurs.

40. De nombreux experts pensent que sur une certaine période, l'emploi relatif des jeunes varie de manière inversement proportionnelle à leur salaire relatif. Il est possible que les fortes baisses des salaires des jeunes aient généré davantage de postes de travail dans certains pays, mais ces baisses n'ont pourtant pas suffi à stabiliser, et encore moins à augmenter la proportion des emplois des jeunes par rapport à la population, même si l'on prend en compte la chute des salaires des jeunes aux Etats-Unis. D'après certains, les chiffres relatifs aux salaires et à l'emploi se situent le long d'une courbe générale de l'offre de main-d'œuvre, qui reflète la baisse extrêmement prononcée de la demande en jeunes travailleurs. D'après d'autres, la convergence du chômage et de la baisse des salaires reflète un déséquilibre du marché du travail, qui est également le résultat de la baisse de la demande en jeunes travailleurs. Quoi qu'il en soit, on a réussi à identifier un des paramètres importants de la détérioration du marché des jeunes travailleurs: *la réaction disproportionnée du chômage des jeunes ou de l'emploi des jeunes aux variations du chômage global*. Il est peu probable que les perspectives de jeunes s'améliorent dans les pays de l'OCDE, à moins que les taux du chômage global puissent être réduits, même si la proportion des jeunes par rapport à la population continue de baisser ou demeure relativement faible, ou même encore si la demande évolue vers les secteurs de services, qui emploient relativement plus de jeunes.

41. En conclusion, il est peu probable qu'on puisse expliquer la hausse du chômage des jeunes ces vingt dernières années par la taille de la cohorte des jeunes (en baisse relative à peu près partout), ou par le niveau du salaire des jeunes (qui continue de baisser) ou encore par l'existence d'un salaire minimum (faible). On peut attribuer la hausse du chômage des jeunes aux changements dans la demande globale, à l'accroissement de la demande en travailleurs spécialisés, à l'accroissement de la participation des femmes, qui se trouvent en concurrence avec les jeunes. Devant un marché du travail défavorable, les jeunes des pays de l'OCDE ont préféré retarder leur entrée sur le marché de l'emploi pour continuer leurs études.

Conséquences du chômage des jeunes

42. Il existe une corrélation entre certains événements importants qui ont affecté la société et qui ont accompagné les hausses du niveau de chômage des jeunes, et plusieurs autres phénomènes sociaux:

- a) *Il est de plus en plus fréquent que les jeunes chômeurs viennent de familles de chômeurs.* On constate avec inquiétude que la proportion des adolescents et des jeunes adultes (20-24 ans) vivant dans des familles où tout le monde est chômeur a augmenté dans les pays de l'UE, particulièrement en Belgique, en France, en Allemagne, en Irlande et au Royaume-Uni. Le taux des jeunes chômeurs, enfants de chômeurs, atteint son niveau maximum (plus de 40 pour cent) en Finlande, en Irlande et au Royaume-Uni, et son point le plus bas dans les pays du sud de l'Europe, en Autriche, au Luxembourg et en Suisse;
- b) *De plus en plus de jeunes vivent chez leurs parents.* Entre 1985 et 1996, on a pu noter au Canada, en France, en Grèce, en Italie, au Portugal et en Espagne, une forte augmentation du nombre des jeunes vivant chez leurs parents. Au Canada et aux Etats-Unis, le faible niveau des salaires a eu pour effet d'inciter un nombre croissant de jeunes femmes à rester dans leurs familles et à continuer leurs études; un taux d'emploi faible a pour effet d'augmenter la probabilité que les femmes restent chez leurs parents, mais sans vraiment modifier le taux de fréquentation scolaire. La proportion des jeunes gens vivant avec leurs parents est particulièrement importante en Espagne. Il est intéressant de noter que de tous les pays de l'OCDE, l'Espagne présente le taux de propriétaires le plus élevé;³⁸
- c) *Le nombre de jeunes délinquants augmente de plus en plus.* Dans les années 80 et 90, en raison du grand nombre de délits suffisamment graves commis par de jeunes Américains, la profession de "prisonnier" est celle qui a connu la croissance la plus forte. Le taux d'incarcération est à peu près 10 fois supérieur à celui des autres pays occidentaux. Au Royaume-Uni, qui présente le taux d'incarcération le plus élevé de l'Europe de l'ouest, on a recensé un peu moins de 50.000 prisonniers en 1995 soit 0,13 pour cent de la population des 15-64 ans (48 983 hommes et 1.979 femmes).³⁹ De nombreux jeunes délinquants avaient un emploi avant leur arrestation, ce qui signifie qu'ils tiraient des revenus provenant d'activités à la fois licites et illicites.⁴⁰ A l'examen de ces critères (fréquentation scolaire, choix du domicile et délinquance), on peut conclure que la réaction des jeunes face à la détérioration du marché du travail corrobore *une forte élasticité de l'offre par rapport aux mesures économiques d'incitation*, ce qui est bon signe pour l'avenir;
- d) *Le nombre de suicides augmente parmi les jeunes.* L'analyse par sexe des taux de mortalité par suicide ou par suites de blessures infligées à soi-même (taux pour 100.000), au sein d'une cohorte de jeunes et de personnes plus âgées appartenant à 22 pays, en 1970, 1980 et 1992, a révélé que les taux de suicides sont

toujours plus élevés chez les hommes que chez les femmes. On note de grandes variations de taux selon les pays, à la fois chez les adultes et chez les jeunes, et des différences considérables en ce qui concerne les caractéristiques. Dans les pays anglophones - États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande et Irlande – les taux de suicide ont accusé une brusque hausse qui peut s'expliquer par l'importance croissante des problèmes rencontrés par les jeunes sur le marché du travail, notamment celui de l'inégalité des salaires, qui a marqué les années 80. Pourtant, les taux de suicide ont également augmenté parmi les jeunes hommes en Norvège, où les différences de revenus sont faibles et la protection sociale forte. Le fait que les jeunes de ces pays déclarent être plus heureux ou plus satisfaits de leur vie⁴¹ complique encore davantage l'interprétation de ces données et l'interprétation de leur rapport avec la transition de plus en plus longue du monde scolaire vers le monde du travail.

Les marchés du travail des jeunes dans les économies en transition de l'ex-Union soviétique

43. Retrouve-t-on les phénomènes observés dans les pays de l'OCDE dans le groupe des pays membres de l'ex-Union soviétique? La réponse est plus que certaine. Il existe un certain nombre d'études réalisées sur la situation du marché du travail des jeunes dans les pays anciennement communistes de l'Union soviétique, depuis la chute du mur de Berlin en 1990. La qualité insuffisante des données rend l'analyse difficile, mais elle semble cependant s'améliorer. On trouve les meilleures données en ex-Allemagne de l'Est; puis en Hongrie, en Pologne et dans la République tchèque, pays récemment devenus membres de l'OCDE. On dispose aussi depuis peu de bases de données sous forme de microfiches. Leur analyse a permis de comprendre un peu mieux la situation dans ces pays. Parmi ces études, on trouve (mentionnés dans leur intitulé anglais): le GSOEP allemand ("German Socio-Economic Panel"), les "Eurobarometer Survey series" européens, l'ISSP ("International Social Survey programme"), le "Social Survey" polonais, le "Longitudinal Monitoring Survey" russe, et le "Survey of Employment, Income and Attitudes" russe également. L'analyse de ces enquêtes sur le marché du travail dans les pays de l'Europe de l'Est a été documentée par Blanchflower et Freeman (1996), Blanchflower et Oswald (1999), Hunt (1999), Krueger et Pischke (1995), Kollo (1998), Blanchflower (1999b).

44. Les données fournies par les indicateurs généraux de la situation démographique, du niveau de vie et du marché du travail (tableaux 1-2) permettent de démontrer que:

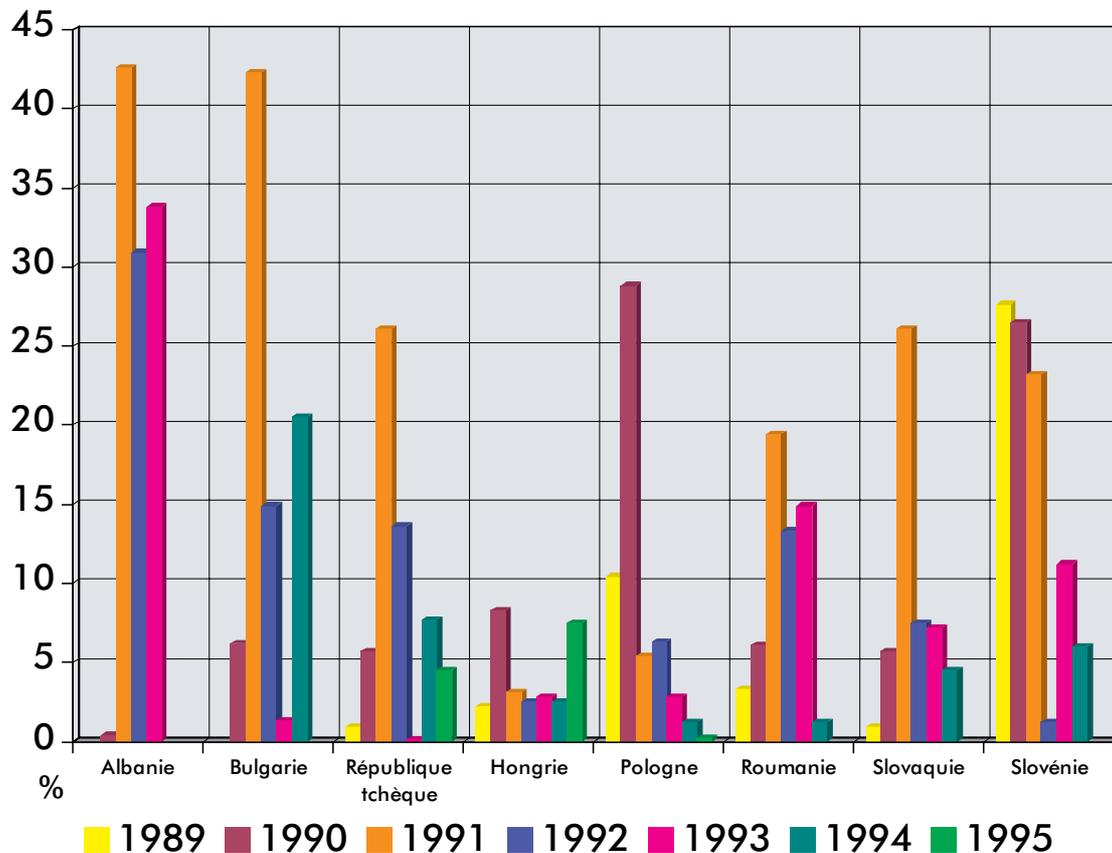
- a) les républiques de l'Asie centrale comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Tadjikistan sont pauvres et similaires à beaucoup d'autres pays sud asiatiques. Les économies en transition de l'Europe de l'Est sont beaucoup plus riches. Comparés à ceux des pays développés, les taux de mortalité maternelle et infantile sont

relativement faibles dans les pays comme la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

- b) en 1997, environ un quart de la population des économies en transition européennes avait moins de 18 ans. Ce pourcentage est considérablement *plus élevé* que dans les pays de l'Europe de l'Ouest, où il avoisine les 20 pour cent.
- c) contrairement à la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest, la taille relative de la population des 15-24 ans a dans l'ensemble, *augmenté* au cours des années 90.
- d) le niveau de la demande globale varie énormément dans les économies en transition pour lesquelles des données sont disponibles. Il est particulièrement élevé dans l'ex-République yougoslave de Macédoine (1997=38,8 pour cent) et très faible en Tadjikistan (2,7 pour cent), en Ouzbékistan (0,4 pour cent) et dans la République tchèque (1997=4,7 pour cent). Il est difficile de savoir comment analyser le taux de chômage dans beaucoup de ces pays. Traduit-il un marché du travail porteur (République tchèque) ou un marché qui ne s'est que peu adapté au capitalisme (Russie)?
- e) comme dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage des jeunes est deux à quatre fois plus élevé que celui des travailleurs plus âgés (4,7 fois en Roumanie).
- f) d'après les données les plus récentes (1997 pour la plupart), il semble qu'il n'y ait aucune corrélation évidente entre le taux de chômage des hommes et celui des femmes. Les taux de chômage sont plus élevés pour les femmes au Bélarus, en Croatie, dans la République tchèque, en Macédoine, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie; mais plus bas en Hongrie, en Lettonie, en Russie et en Ukraine. Ils sont à peu près équivalents pour les deux sexes en Slovaquie.
- g) La proportion des jeunes âgés de 20 à 24 ans ou faisant des études supérieures ou de 'troisième cycle' a baissé au Bélarus, en Latvie, en Russie et en Ukraine mais a considérablement augmenté dans la République tchèque, en Hongrie et en Estonie; ailleurs elle a augmenté, mais peu.

45. Le passage d'une économie à planification centralisée vers une économie de marché a été difficile. On a pu assister à de fortes hausses en ce qui concerne les taux de chômage, mais également à de fortes baisses des salaires en termes réels et à un creusement important des écarts dans l'échelle globale des revenus. Les variations annuelles sont très prononcées dans la majorité de ces économies en transition. Les salaires réels ont baissé en flèche dans de nombreux pays, notamment ceux de la CEI. Les variations annuelles des salaires réels (1989-1995) sont présentés dans le **graphique 2** et dans le **graphique 3**.⁴²

GRAPHIQUE 2
Variations annuelles des salaires réels (1989-95) (Europe de l'Est)

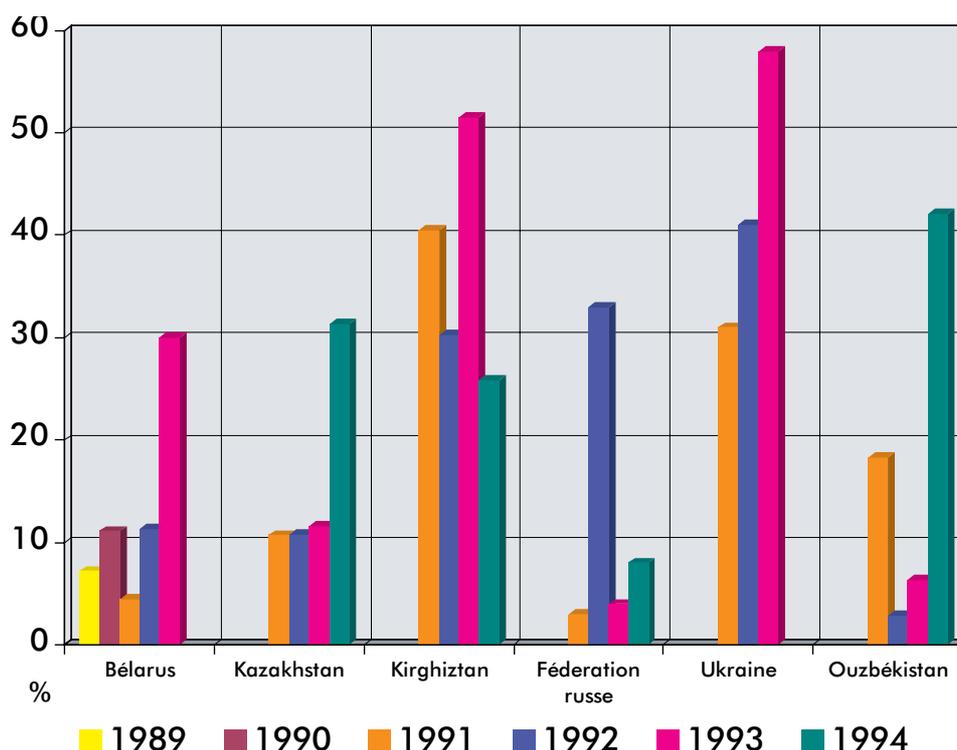


Source: *Report on the World Social Situation, 1997*, Nations-Unies, New York, p. 124.

46. L'examen récent⁴³ de données micro-fiches concernant des travailleurs choisis au hasard dans des pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest a permis de formuler trois conclusions:

- a) les études micro-économétriques permettent de mettre en évidence certaines similitudes dans les variations du chômage, aussi bien en Europe de l'Est que dans les pays occidentaux industrialisés;

GRAPHIQUE 3
Variations annuelles des salaires réels (1989-95): CEI



Source: *Report on the World Social Situation, 1997*, Nations-Unies, New York, p. 124.

- b) par rapport à ceux qui ont un travail, les chômeurs des économies en transition sont aussi malheureux que les chômeurs des pays occidentaux industrialisés. Ceci jette le doute sur l'hypothèse selon laquelle le chômage volontaire ou "encouragé" par les indemnités est pire dans les pays de l'Est;
- c) l'examen d'une "courbe des salaires" (pour élasticité des indemnités de chômage par Blanchflower et Oswald, 1994, voir le texte dans l'encadré) obtenue à partir de données provenant de cinq pays de l'Europe de l'Est, donne pour la région une élasticité des indemnités de chômage voisine de -0,1, chiffre courant dans les autres pays de l'OCDE. Au vu de ces données, on peut mettre en doute le fait que les salaires seraient par nature moins flexibles dans les pays de l'Est. Keune (1998) a étudié le chômage des jeunes en Hongrie et en Pologne et allègue qu'"en général, les facteurs déterminants du chômage des jeunes sont les mêmes que ceux du chômage global" (p.24).

47. D'après les études menées à ce jour sur les économies en transition, on peut dire que les marchés du travail dans les pays de l'Est et de l'Ouest présentent d'étonnantes similitudes. Pour comprendre le chômage des jeunes, il faut comprendre celui des adultes. Considéré sous un autre angle: les politiques de l'emploi des jeunes ne pourront être efficaces si elles ne prennent pas en compte le contexte général du chômage. Par conséquent, il n'existe pas une solution spécifique au problème du chômage dans les pays de l'Europe de l'Est (qu'il concerne les jeunes ou les adultes). Il n'existe qu'un seul et unique problème – le chômage en Europe.

Les marchés du travail des jeunes dans les pays en développement

Amérique latine

48. Dans les pays d'Amérique latine, on constate d'importantes variations en ce qui concerne la richesse, le degré de développement et le marché de l'emploi.⁴³ En termes de revenus, le pays qui présente le PNB par tête le plus élevé est l'Argentine (8.380 dollars) et celui qui présente le PNB par tête le plus faible est le Nicaragua (380 dollars) (voir tableau 1). On constate des différences similaires pour d'autres critères, par exemple les taux de mortalité maternelle et infantile (<5 ans). La proportion de la population des jeunes (<18 ans) varie énormément suivant les pays, depuis 50 pour cent pour le Nicaragua jusqu'à 28 pour cent pour l'Uruguay. Bien que la proportion des jeunes par rapport à la population générale diminue (voir tableau 2) dans la plupart des pays d'Amérique latine (par ex. Brésil, Chili et Pérou), elle augmente en Bolivie, au Nicaragua et au Paraguay.

49. La croissance de l'emploi au sein du secteur informel est particulièrement inquiétante dans la région. On estime que 85 pour cent des nouveaux emplois sont créés dans ce secteur.⁴⁴ Il n'y a qu'au Chili et en Colombie que l'emploi a diminué dans le secteur informel durant les années 90.

50. Les résultats obtenus par les différentes politiques de l'emploi varient énormément d'un pays à l'autre. Les tableaux 1 et 2 montrent que:

- a) les taux de chômage sont en général plus élevés dans les années 90 qu'ils ne l'étaient dans les années 80 (voir tableau 2). L'exception la plus importante est le Chili, où le taux de chômage a baissé de façon spectaculaire. Il avait atteint 19,6 pour cent en 1982 et était à 5,3 pour cent en 1997. Le taux de chômage est particulièrement élevé en Argentine (1995=16 pour cent), en Colombie (1997=12,1 pour cent) et au Panama (1996=14,3 pour cent). Il est faible en Bolivie (1996=4,2 pour cent) et au Mexique (1997=3,5 pour cent);
- b) en ce qui concerne les moins éduqués, on note que les taux de chômage les plus élevés se situent dans les pays d'Amérique latine les plus développés (par ex. L'Argentine, le Chili, le Mexique et l'Uruguay). Dans le **graphique 5** on trouve une comparaison des taux de chômage urbains en 1994-95 entre les jeunes qui avaient au moins 13 années de scolarité et ceux qui en avaient 5 au maximum.⁴⁶ *Les plus éduqués présentent un taux de chômage plus élevé que les moins éduqués, en Bolivie, en Equateur et au Venezuela. Il faut rappeler que dans la plupart des pays de l'OCDE, ce sont les moins éduqués qui présentent les taux de chômage les plus élevés – les deux grandes exceptions étant parmi les pays membres les plus pauvres, la Grèce et la République de Corée;*⁴⁷

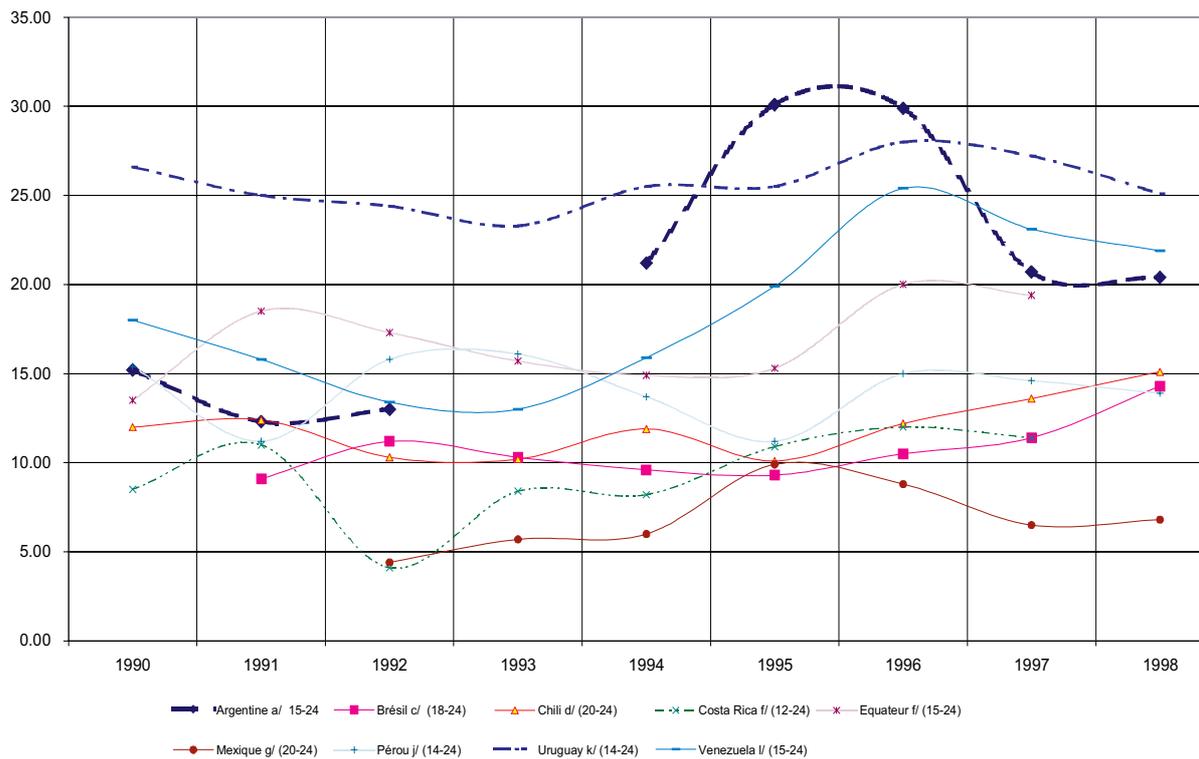
- c) au cours des quinze dernières années environ, la taille de la cohorte des jeunes a diminué par rapport à celle des adultes dans la plupart des pays d'Amérique latine, surtout en Colombie, au Costa Rica, au Honduras, à Porto Rico, à Trinité et Tobago, ainsi qu'au Vénézuéla. Elle n'a pas beaucoup changé en Bolivie, au Salvador et en Uruguay, mais elle a fortement augmenté au Nicaragua et au Paraguay.

**Croissance annuelle en pour cent des effectifs
étudiants dans l'enseignement supérieur, 1990-95**

	Hommes	Femmes
Bahamas	-7.1	5.4
Brésil	2.4	3.0
Chili	4.9	4.3
Colombie	3.8	3.3
Dominique	0.8	12.4
El Salvador	1.7	16.2
Guyana	5.6	10.6
Honduras	5.3	6.2
Mexique	2.9	6.0
Nicaragua	9.7	5.4
Trinité-et-Tobago	4.3	8

- d) les taux de chômage sont à peu près deux fois plus élevés chez les jeunes que chez les adultes dans la plupart des pays. Il semble que le chômage des jeunes ait été un problème particulièrement grave dans la deuxième partie des années 90 en Argentine (24,6 pour cent), en Colombie (35,1 pour cent), au Panama (27,3 pour cent) et en Uruguay (24,6 pour cent). Le **graphique 4**⁴⁸ montre que dans certains pays, les taux du chômage des très jeunes sont inquiétants, même au Chili où le chômage global a considérablement baissé.
- e) dans la plupart des pays d'Amérique latine, la proportion des jeunes âgés de 20 à 24 ans fréquentant des établissements d'enseignement supérieur s'est considérablement accrue durant les années 90. Le tableau ci-dessus indique les taux de croissance moyens pour les étudiants du troisième cycle, par sexe.⁴⁹ Les taux relatifs aux femmes sont particulièrement intéressants.

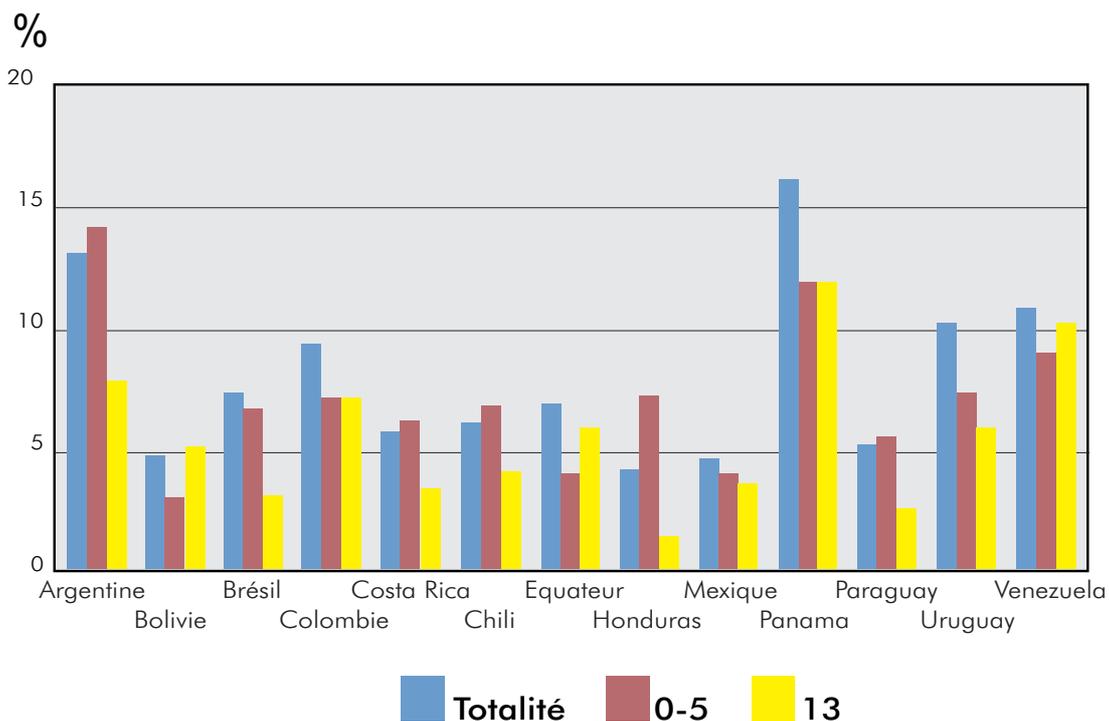
GRAPHIQUE 4
Taux de chômage des jeunes 1990-97



Source: ILO News, Latin America and the Caribbean: 1998 Labour Overview.

Note: a/ Buenos Aires et environs, mai 1998; c/ 6 régions métropolitaines, moyenne de jan. à sept. 1998; d/ total national, juin 1998; f/ zones urbaines; g/ 41 zones urbaines, 1^{er} trimestre 1998; j/ ville de Lima, en 1996, zones urbaines, 2nd trimestre 1998; k/ Montevideo, moyenne de jan. à sept. 1998; l/ zones urbaines, total national, 1^{er} semestre 1998.

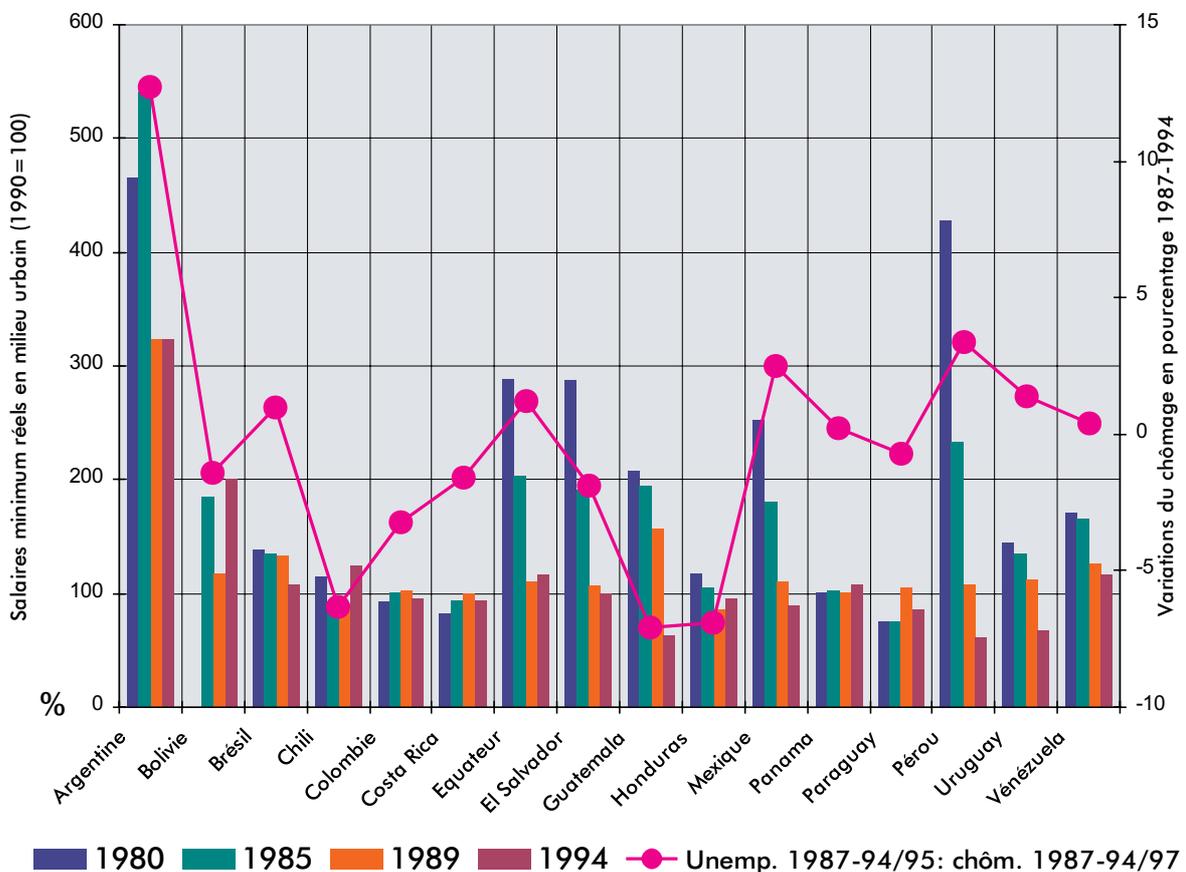
Graphique 5
Taux de chômage en fonction des années de scolarité



Source: Social Panorama of Latin America, 1997, Economic Commission for Latin America and the Caribbean, Nations-Unies, Santiago, Chili.

51. Dans la majorité des pays d'Amérique latine, il existe une réglementation du salaire minimum en milieu urbain. La portée de cette réglementation est limitée, son application n'est pas très répandue et varie considérablement selon les pays. Ainsi que le montre le **graphique 6**, les variations des salaires minimum diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre.⁵⁰ Il ne semble pas y avoir de relation simple entre les variations du salaire minimum (barres mesurées sur l'axe de gauche) et les niveaux (non représentés) ou les variations du chômage (représentées par des cercles et mesurées sur l'axe de droite – remarquez la position du zéro). Dans quelques pays, on constate une relation entre l'augmentation des salaires minimum réels et la hausse des taux de chômage, notamment en Argentine, au Brésil et en Equateur et vice versa en Colombie, au Costa Rica, au Guatemala, au Honduras et au Paraguay. Cette relation est moins nette ailleurs. A part les études de Reynolds et Gregory (1965), de Card et Krueger (1995), de Castillo-Freeman et Freeman (1992) sur Porto Rico, on ne dispose pas d'études pratiques sur le rôle du salaire minimum en Amérique latine. Feliciano a étudié en 1998 les salaires minimum au Mexique et a conclu qu'ils n'avaient pratiquement pas d'effet sur l'emploi des hommes, seulement un impact légèrement négatif sur l'emploi des femmes. D'après Lustig et Mcleod (1997), les salaires minimum font monter les taux de chômage, mais contribuent à faire reculer la pauvreté.

Graphique 6



Source: Tardanico, 1997.

52. L'inégalité des revenus s'est aggravée dans de nombreux pays d'Amérique latine, notamment au Brésil, au Chili et en Colombie. Entre 1980 et 1989 la pauvreté qui touchait un peu plus du quart de la population est passée à un peu moins du tiers.⁵¹ Elle était limitée à un petit groupe de pays - en 1989 le Brésil comptait 45 pour cent des pauvres de l'ensemble du continent, mais seulement 33 pour cent de sa propre population. Au même moment, on pouvait constater une *baisse* des inégalités des revenus en Bolivie, au Chili, en Colombie et en Uruguay.⁵²

Programmes d'action pour la stimulation du marché du travail en Amérique latine

53. Depuis le début des années 90, on assiste dans plusieurs pays d'Amérique latine à une prolifération des programmes de formation destinés aux jeunes chômeurs. Le premier de ces programmes a été créé au Chili vers la fin des années 80 sous le nom de "Chile Joven" (CHJ). Il s'adresse tout particulièrement aux jeunes "présentant un risque social et/ou touchés par le chômage structurel". Le programme CHJ préconise de courtes périodes de formation et d'apprentissage dont le but est d'aider les jeunes à acquérir les compétences de base qui leur permettront de trouver du travail. Le programme qui devait à l'origine durer 4 ans (1991-95), a été prolongé de 4 années supplémentaires. La formation et le stage professionnel durent normalement environ six mois (200 à 300 heures de formation et deux à trois mois de stage, cependant dans certains cas, la formation va jusqu'à 420 heures). Le programme est très décentralisé et travaille avec environ 1.000 centres de formation privés qui font des appels d'offres publiques pour obtenir des contrats de formation. Pendant qu'ils suivent le programme, les jeunes reçoivent une indemnité pour leurs frais généraux et leurs frais de transport, afin de les encourager à persévérer. Cette indemnité représente en général environ 50 pour cent du salaire minimum en vigueur. Les entreprises qui acceptent les stagiaires ne sont pas obligés de les rémunérer ni de leur donner un emploi en fin de contrat.

54. Certains aspects intéressants du programme Chile Joven méritent d'être soulignés:

- a) les programmes comprennent à la fois une formation et un apprentissage pratique dans le secteur privé; ainsi la formation et l'expérience acquise répondent exactement aux besoins du marché;
- b) l'orientation de ces programmes a été étudiée avec beaucoup de soin; des programmes spéciaux ont été organisés pour certaines catégories de la population particulièrement marginalisées;
- c) les programmes intègrent leur propre système d'évaluation.

55. Des études de suivi ont confirmé le succès du programme CHJ dans ses efforts de promotion de l'emploi. Le programme a formé 128.000 jeunes, dépassant de loin son objectif. Durant les trois premières années, pratiquement 80 pour cent des jeunes ont trouvé du travail à la fin du programme, comparé à 40 pour cent des jeunes restés

sans formation. Environ 55 pour cent des participants ont été employés par les entreprises qui leur avaient proposé un stage, comparé à 41,3 pour cent du groupe témoin, composé de jeunes résidant dans le même quartier et présentant les mêmes caractéristiques socio-économiques. Cette différence était encore plus marquée chez les femmes – 45,5 pour cent et 27 pour cent respectivement, et ce sont les plus jeunes qui avaient les plus grandes difficultés à trouver du travail. Parmi celles-ci une écrasante majorité provenait de la population cible: 95,6 pour cent venaient des secteurs à faible revenu et 79 pour cent avaient moins de 24 ans (Castro et Verdisco, 1999).

56. Malheureusement, ces études ne permettent pas vraiment de répondre aux questions suivantes: a) dans quelle mesure la solution de remplacer à moindre coût des ouvriers déjà en place par des stagiaires subventionnés qui risquent de leur prendre leur emploi, est-elle valable? b) les postes proposés aux jeunes stagiaires sont-ils de longue durée? (le suivi se faisait généralement six mois après la fin du stage); c) les programmes permettent-ils d'acquérir de réelles compétences?; d) la formation apporte-t-elle une solution au problème de la pauvreté? "Il faut, lors de l'évaluation de ces programmes, au moins essayer de prendre en considération ce qu'il serait advenu s'ils n'avaient pas existé".⁵³ De plus, il faut noter que le marché de la main-d'œuvre au Chili était assez difficile durant les premières phases de la mise en place de ces programmes. Les questions soulevées par leur évaluation seront examinées plus loin avec de plus amples détails.

57. Dans les autres pays d'Amérique latine, d'autres programmes ambitieux ont été mis en place afin d'améliorer la situation économique des jeunes, notamment en Argentine et au Brésil, mais aussi en Colombie, au Pérou et en Uruguay.⁵⁴ En Argentine "Proyecto Joven", une variante du Chile Joven, existe depuis 1994. Il s'adresse aux jeunes qui viennent de foyers à faibles revenus, qui ont peu d'éducation, peu ou pas du tout d'expérience professionnelle et n'arrivent pas à trouver un emploi. En leur apportant une formation, le programme s'efforce d'augmenter leur productivité et de leur communiquer certaines valeurs et certains comportements qui devraient améliorer leurs chances d'obtenir, puis de garder un emploi. Les cours sont entièrement gratuits, y compris les fournitures, les outils, le transport, les accessoires de protection (hygiène et sécurité) etc. Le programme s'est fixé pour objectif de former 280.000 personnes. La première phase, commencée en 1994 et qui vient de se terminer, a assuré la formation de plus de 100.000 jeunes participants; il est prévu d'en former encore 180.000 dans les trois prochaines années.

58. Le programme argentin a donné certains résultats, mais moins probants que le programme chilien, surtout en ce qui concerne les femmes. La grande majorité des participants était pauvre (80 pour cent venaient de familles à faible revenu) et seulement 7 pour cent avaient terminé leurs études secondaires. Pour les hommes, les taux d'emploi sont passés de 43,7 pour cent à 61,3 durant la période de 11 mois qui s'est écoulée entre la formation et l'enquête, comparé à 51 pour cent et 51,9 pour le groupe témoin. Pour les femmes, les résultats sont moins probants – le taux d'emploi a augmenté de 35,4 à 38,6 pour cent, mais

le groupe témoin a obtenu de *meilleurs* résultats, passant de 35,3 à 41,5 pour cent. On peut se poser des questions sur la validité des groupes témoins, sur la façon dont ils ont été constitués (*ex-post*), et si leurs caractéristiques correspondaient bien à celles du groupe étudié (voir Castro, 1999).

59. En 1996, le Brésil a créé le programme PLANFOR destiné aux jeunes, aux chômeurs et aux démunis. Durant sa première année d'activité, le programme a formé près de 1.200.000 travailleurs. Il concerne en priorité les zones rurales: les noirs et les métis sont sur-représentés. Le programme est beaucoup plus hétérogène que le programme Chile Joven, mais semble être assez populaire. On a pu constater des effets remarquables du point de vue statistique, sur l'emploi et les salaires des hommes et des travailleurs plus âgés, mais moins d'effets en ce qui concerne les femmes et les travailleurs plus jeunes (de Moura, Castro et Verdisco, 1998). La Colombie a, pour sa part, mis en place un Programme pour la formation professionnelle des jeunes. Son objectif est d'aider les jeunes de 17 à 25 ans, à faible revenu et sans emploi ou qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, en leur offrant une formation semi-spécialisée dans des activités en forte demande de la part des secteurs de production. Le Pérou a créé son propre programme Pro-Joven. Il propose aux jeunes à faible revenu une formation semi-spécialisée, ainsi qu'une expérience pratique dans certaines professions du secteur de la production particulièrement recherchées. Il s'efforce donc de résoudre le problème de l'accès des jeunes défavorisés au marché du travail. Il prévoit de former 150 000 jeunes sur une période de cinq ans. Le programme PROJOVEN de l'Uruguay est beaucoup plus modeste que ceux du Brésil, du Chili, de l'Argentine, de la Colombie et du Pérou. Les premiers programmes pilotes avaient eu pour but d'assurer la formation de 4 090 jeunes gens seulement entre 1995 et 1996. A l'heure actuelle, ils en forment entre 1.200 et 1.500 par an.

60. Castro et Verdisco (1999) ont comparé les projets du Chili, de l'Argentine et du Brésil du point de vue de la qualité de la formation et des méthodes utilisées pour définir les cibles. Ils ont conclu que les deux programmes "Joven" étaient très valables en ce qui concerne la façon de cibler, mais pas en ce qui concerne la qualité. Les cours subventionnés par PLANFOR ont tendance à être de bonne qualité mais mal élaborés. Les responsables du programme Chile Joven affirment que le succès du projet n'est dû qu'à l'essor de l'économie chilienne. Selon Messina (1995), le seul point positif est l'occasion pour les bénéficiaires d'avoir eu une expérience de travail même temporaire.

61. Tout comme pour l'Europe et les Etats-Unis, les opinions divergent quant à l'efficacité des programmes de formation en Amérique latine (voir les paragraphes 35 et 38 ci-dessus).

Asie et Afrique⁵⁵

62. L'absence de données de qualité rend difficile l'évaluation du problème du marché de l'emploi chez les jeunes dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique. Les tableaux 1 et 2 montrent qu'il existe des variations considérables dans les niveaux du PNB par tête en Asie aussi bien qu'en Afrique (cf. Gabon et Erythrée; Singapour et Népal), et il en est de même pour d'autres variables telles que les taux de mortalité infantile et les taux de fréquentation des écoles primaires. Le chômage des jeunes n'obéit pas à des règles logiques – les taux sont très élevés dans certains pays (Algérie, Egypte, Ile Maurice, Sri Lanka par ex.) et très faibles dans d'autres (Burkina Faso, République centrafricaine, Ethiopie, Thaïlande par ex.). Pour les femmes, ils sont en général plus élevés que pour les hommes. La proportion des jeunes faisant des études supérieures ou de "troisième cycle" s'est remarquablement accrue (elle était partie d'une base très modeste), en général davantage en Afrique qu'en Asie et plus chez les femmes que chez les hommes.

63. Le secteur agricole est en général important dans ces pays et en Afrique, la plupart des jeunes vivent dans les zones rurales. En revanche dans certains pays d'Asie,⁵⁶ la proportion des jeunes vivant en zone urbaine est, de manière chronique, supérieure à celle des jeunes vivant en zone rurale. Le taux de chômage dans les zones rurales n'est généralement pas un bon indicateur de la détente du marché de l'emploi, surtout dans les pays où les indemnités de chômage n'existent pas, car dans le monde en développement, le chômage est principalement un phénomène urbain. Lorsqu'on arrive à obtenir des taux de chômage pour les jeunes des zones rurales, ils sont presque toujours beaucoup plus faibles que ceux des zones urbaines. Les taux du chômage des jeunes ont alors tendance à être supérieurs à ceux des adultes, en moyenne deux fois le taux de chômage global, dans certains pays d'Afrique.⁵⁷

64. La relation qui existe entre le chômage des jeunes et le succès scolaire est variable. En Afrique, les taux de chômage pour les moins éduqués et les plus éduqués ont tendance à être plus faibles que pour ceux qui ont un niveau d'instruction moyen (par ex. l'Afrique du Sud).⁵⁸ D'autre part, en Asie ces taux sont généralement plus élevés parmi les plus éduqués que parmi les moins éduqués. Ceci est dû en partie à un effort d'éducation, qui se traduit par un accroissement du nombre de jeunes gens éduqués. En Indonésie par exemple, on constate que parmi les jeunes chômeurs de sexe masculin et appartenant au monde rural (15-19 ans), plus d'un tiers ont terminé leurs études primaires, plus d'un tiers ont un certificat d'études, et un cinquième environ ont un diplôme de fin d'études secondaires; les femmes sont un peu plus privilégiées de ce point de vue.

65. Le sous-emploi est le problème le plus important dans les zones rurales. On trouve une proportion bien plus élevée de jeunes hommes, jeunes femmes et adultes sous-employés: (1) 45,2, 60,5, et 50,9 pour cent dans les régions rurales de l'Indonésie, comparé à 23,5, 23,8 et 23,7 pour cent respectivement, dans les villes; et (2) 52, 70 et 55 pour cent dans le secteur agricole et les activités annexes aux Philippines,

comparé à 9, 15 et 13 pour cent dans le secteur tertiaire, 13, 12 et 12 pour cent dans le secteur de la production et les activités annexes.⁵⁹ Dans certains pays asiatiques, la proportion des jeunes sous-employés des zones urbaines et rurales va du simple au double.

66. Par rapport aux pays de l'OCDE, mais aussi aux économies en transition et aux pays d'Amérique latine, on dispose d'une quantité bien moindre d'études pratiques sur les salaires et/ou le chômage des jeunes. Les exceptions sont: Hoddinott (1996) sur la Côte-d'Ivoire; Dickens et Lang (1995) sur le Sri Lanka et Schultz et Mwabu (1998), ainsi que Moll (1993) sur l'Afrique du Sud; Blanchflower (1999b) sur les Philippines et une nouvelle série d'études non publiées rédigées par Rodgers et Nataraj (1998) sur Taïwan et par Kingdon et Knight (1998) sur l'Afrique du Sud.

67. L'examen d'une série d'études commanditées par le BIT⁶⁰ sur les caractéristiques du marché du travail des jeunes en Asie et en Afrique, permet d'arriver à un certain nombre de conclusions:

- a) dans la plupart des pays en développement, le chômage des jeunes est considéré comme un problème majeur. Dans de nombreux pays, les jeunes constituent une proportion très élevée de la population totale et de la population des chômeurs (plus de la moitié de la totalité des chômeurs en Afrique). Dans de nombreux pays également, les jeunes chômeurs sont à la recherche de leur premier emploi (par ex. en Inde);
- b) il est difficile d'évaluer l'ampleur exacte du problème car les données sont souvent fausses ou incomplètes. Lorsqu'on cherche à établir des comparaisons entre les pays, on se heurte aux difficultés suivantes: (1) les différentes définitions du terme "jeune"; (2) les différentes façons de mesurer le niveau de l'emploi, du chômage et du sous-emploi; (3) les différents systèmes nationaux d'enquêtes et de collecte des données.⁶¹

68. L'Afrique semble être aux prises avec un certain nombre de cercles vicieux qui se renforcent les-uns les-autres:

- a) les économies africaines sont incapables d'accroître suffisamment leur PNB, ni de créer suffisamment d'opportunités d'emploi et de revenus pour satisfaire la plus grande partie de leur main-d'œuvre;
- b) l'incapacité du secteur privé à créer des opportunités de travail a donné lieu à des rivalités dans le but de contrôler le pouvoir de l'Etat et ainsi de s'approprier une partie des fruits de la croissance économique éventuelle, ce peut constituer une source de troubles;
- c) la capacité de l'Etat à gouverner et à fournir un certain nombre de services sociaux, tels que l'éducation et la sécurité, est compromise.⁶²

69. Les jeunes en particulier ont souffert d'une inflation élevée et de politiques macro-économiques restrictives. La caractéristique principale du marché du travail africain est la faible croissance de l'emploi dans le secteur formel et la réduction de la main-d'œuvre lors des réorganisations structurelles. Par réaction, les secteurs non formels sont devenus des secteurs résiduels et constituent une solution de dernier recours pour les travailleurs restants. Une telle politique des salaires et du chômage risque d'avoir des effets extrêmement négatifs sur les jeunes:

- a) les taux élevés de chômage peuvent décourager les jeunes à investir dans l'éducation et la formation, s'ils pensent que ce pourrait être en pure perte;
- b) constatant que les probabilités d'emploi augmentent avec l'âge, les jeunes peuvent être tentés d'adopter une attitude passive;
- c) les jeunes qui ont dans leur famille des personnes salariées, peuvent avoir tendance à se montrer réticents à accepter certains emplois du secteur formel, si le salaire ne leur convient pas (BIT/SAMAT, 1999).

70. Dans un contexte différent, l'expérience de l'Asie du sud-est a montré que les jeunes sont plus vulnérables aux chocs extérieurs, tels que les crises financières et leurs conséquences socio-économiques, car ils sont les premiers concernés et font face à de plus grandes difficultés lorsqu'ils sont à la recherche d'un emploi. Dans l'ensemble, on s'accorde à dire que le chômage des jeunes est étroitement lié à celui des adultes, ainsi qu'à l'état général de l'économie.

71. Plusieurs stratégies ont été appliquées sans succès, et il n'y a pas eu de création d'emplois dans le secteur public. La Banque mondiale et le FMI sont venus en aide aux pays en crise financière, mais les ont également forcés à réduire le nombre des emplois dans le secteur public (par ex. la République-Unie de Tanzanie, le Viet Nam). On a assisté à quelques tentatives de réforme des systèmes d'éducation et de formation en Afrique (Zambie). Ces réformes ont pour principal objectif une meilleure adaptation aux besoins du marché du travail.⁶³

72. Les salaires minimum existent dans de nombreux pays (par ex. l'Indonésie, la République-Unie de Tanzanie, le Mali, la Côte-d'Ivoire, l'Inde, l'Ile Maurice, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud). On remarque des salaires minimum élevés à l'Ile Maurice, au Zimbabwe et en Afrique du Sud, et ceci peut avoir pour effet une réduction du nombre des emplois.⁶⁴ Il se peut que l'absence de salaires inférieurs au minimum applicables aux jeunes touche le plus durement les jeunes les moins qualifiés, si la règle du salaire minimum est vraiment appliquée. D'après Lustig et McLeod (1997), les salaires minimum font monter les taux de chômage mais abaissent le niveau de la pauvreté dans quatre pays d'Afrique (le Ghana, l'Ile Maurice, le Maroc et la Tunisie) et cinq pays d'Asie (l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, le Sri Lanka et la Thaïlande).

73. Plusieurs pays ont mis en pratique avec succès des programmes destinés à promouvoir les emplois indépendants à la fois dans les zones urbaines (par ex. PMRY en Inde) et dans les zones rurales (par ex. TRYSEM en Inde également). Ces programmes organisent des séminaires sur la création d'entreprises (par ex. au Mali et au Zimbabwe), sur l'obtention de lignes de crédit et proposent des services de conseil pour l'établissement et la survie des petites entreprises (par ex., aux Philippines, en Indonésie, au Sri Lanka, au Zimbabwe, au Mali, en Côte-d'Ivoire et au Cameroun). Il est de plus en plus fréquent de voir que les réformes des systèmes actuels d'éducation et de formation sont intégrées dans des programmes orientés vers la création et la promotion des petites entreprises.⁶⁵

Inde: le programme TRYSEM (Training of Rural Youth for self-employment).

Le programme TRYSEM fait partie d'un plan pour l'éradication de la pauvreté, dont l'objectif est d'enseigner aux jeunes défavorisés des zones rurales (18 à 35 ans) les connaissances de base, qui leur permettront de trouver un emploi, salarié ou de devenir travailleur indépendant. Quarante pour cent au moins des participants sont des femmes. La formation est dispensée à la fois par des instituts spécialisés et des moyens non formels, notamment par des maîtres-artisans donnant des cours dans leur atelier. Tous les stagiaires TRYSEM ont la possibilité de recevoir de l'aide pour créer leur propre entreprise. Dans le cadre du Huitième Plan (1992-97), 1 528 000 jeunes ont été formés par le programme TRYSEM, dont 34,2 pour cent se sont mis à leur compte et 15 pour cent ont pris un emploi salarié, tandis que les 51,8 pour cent restants sont restés sans emploi (Govt. of India, 1999, p. 14). Pendant les premières années, la situation n'avait pas non plus été satisfaisante: entre 1980 et 1996, soit pendant 16 années, pratiquement 3 900 000 jeunes ruraux avaient reçu la formation, mais seulement 53 pour cent d'entre eux ont pu trouver un emploi; presque un quart d'entre eux comme salariés plutôt que comme travailleurs indépendants (Visaria, 1998, p. 40).

74. Tous les pays semblent s'accorder à reconnaître l'importance de la scolarité traditionnelle,⁶⁶ ainsi que la nécessité d'en améliorer la qualité (par ex. l'Indonésie, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe). Prolonger la durée de la scolarité, réduire le travail des enfants, améliorer la qualité de l'éducation et mettre en place des programmes appropriés constituent des objectifs importants. Ces conclusions confirment la nécessité "d'investir davantage dans l'éducation de base, afin d'en améliorer la qualité et de permettre aux jeunes défavorisés l'accès aux études secondaires et supérieures", ainsi qu'il a été déclaré dans la résolution sur l'emploi des jeunes adoptée lors de la 86^e session de la Conférence internationale du Travail.

75. Il n'est pas vraiment prouvé que les programmes de formation fonctionnent, particulièrement dans les périodes difficiles, peut-être parce qu'ils préparent à des emplois du secteur formel qui n'existent pas en quantité suffisante (*Zambia Ministry of Sport, Youth and Child Development - MSYCD - 1996*). Une exception à cela est sans doute l'Égypte qui, en adoptant le projet Mubarak-Kohl, souhaite adapter l'efficace système allemand au contexte égyptien. Les essais sont très prometteurs.⁶⁷ Le taux de succès dépend de l'état du marché du travail (national et local). Il est plus facile de placer les participants lorsque le chômage est faible et vice versa. Ceux qui ne participent pas à ces programmes subissent un préjudice sérieux.

Le projet pilote à Ramadan

A Ramadan, en Égypte, le secteur privé moderne s'est organisé en une Association des Investisseurs (AI). Un grand nombre des membres de cette association utilisent des méthodes de production relativement sophistiquées et ont beaucoup de difficulté à recruter des travailleurs suffisamment qualifiés. En conséquence l'AI s'est intéressée au projet Mubarak-Kohl. En 1995, un centre d'éducation et de formation à double vocation a été créé. Les jeunes, qui se destinaient aux professions de mécaniciens, d'électriciens ou d'ouvriers textiles, étaient choisis par les usines elles-mêmes. Chaque semaine pendant trois ans, les étudiants sélectionnés avaient deux journées de cours généraux et techniques (organisés par le Ministère de l'Éducation) et quatre jours d'expérience pratique professionnelle. Le RUDS (Regional Unit of the Dual System) était chargé de superviser les stages et de mettre au point les cours spécialisés, à l'aide d'experts venus du secteur privé et du GTZ allemand. Ensemble, le ministère et le RUDS rédigeaient et notaient les examens.

Presque toutes les usines qui ont participé au programme en 1995, y participent encore quatre ans plus tard, ce qui en confirme le succès. Cependant, le projet pilote a également montré que même dans des conditions idéales (un secteur privé enthousiaste et organisé, doté d'usines modernes et ayant grand besoin de travailleurs qualifiés), il n'est pas facile de mettre en place un système à double formation. Certaines usines utilisaient leurs stagiaires comme de la main-d'œuvre bon marché (elles ont été exclues du projet par la suite), et d'autres s'inquiétaient de voir leurs stagiaires se faire débaucher par leurs concurrents après la fin du stage (cette crainte n'a pas été confirmée en Allemagne). Ces questions ont été résolues dans une certaine mesure grâce au recrutement des étudiants "à l'égyptienne": par l'intermédiaire de personnes travaillant déjà sur place et qui ont appuyé la candidature d'amis ou de membres de la famille. Si ce genre de favoritisme est généralement déconseillé car la méthode de recrutement est injuste et inefficace, il semble que dans ce cas précis, le principe se soit avéré positif. Il est plus difficile d'exploiter des jeunes dont les parents travaillent à proximité, ces derniers étant très vigilants, car ils supervisent leur travail ainsi que l'acquisition des compétences. Après la fin du stage, les étudiants restent loyaux envers leurs employeurs pour faire honneur à leurs parents.

76. “Résoudre” le problème du chômage des jeunes en milieu urbain est une tâche ardue, car une migration des campagnes vers les villes risque de se produire dans les pays où les jeunes travailleurs agricoles sont nombreux en milieu rural. Il est nécessaire de mettre en place des programmes destinés à endiguer cet exode et à traiter le problème du sous-emploi des jeunes dans les zones rurales.

77. La situation est un peu différente en Afrique sub-saharienne (ASS) de celle de l'Asie - une croissance économique moderne a permis à de nombreux pays d'améliorer leur niveau de vie, mais a laissé loin en arrière la plupart des pays d'Afrique. 36 pour cent de la population vivent dans des économies qui en 1995 n'avaient toujours pas rattrapé leur revenu par habitant d'avant 1960. Il est difficile de formuler des conclusions sur la relation entre l'expansion du commerce international et la croissance économique (Sachs et Warner, 1995; Harrison, 1998). L'inégalité n'est pas, semble-t-il, la cause majeure de la stagnation des pays d'ASS, dont la croissance est maintenue à des niveaux faibles de capital humain. Cependant, des études récentes sont arrivées à des conclusions mitigées en ce qui concerne les effets de l'éducation sur la productivité (voir Krueger et Lindahl, 1998; Topel, 1999; Pritchett, 1997). D'après Freeman et Lindauer (1999), les véritables facteurs qui limitent la croissance africaine sont l'agitation politique, la corruption et l'insécurité de la propriété individuelle; par voie de conséquence, une croissance économique rapide ne peut s'effectuer que dans un environnement paisible et stable, où les droits de propriété sont garantis:

“Le retour vers un système éducatif ne peut se faire que dans certaines conditions favorisant une réglementation stable de la propriété et un environnement économique sûr, conditions rares dans la plupart des pays africains. Les guerres, la corruption, les révolutions et autres troubles qui perturbent le fonctionnement normal des marchés font passer la scolarité au second plan, contrairement à ce qui se passerait dans un milieu plus stable. En temps de guerre, un fusil est plus utile qu'un livre”.⁶⁸

78. Le point positif est que les investissements en capital humain sont bien corrélés avec la croissance économique, à condition cependant que les droits à la propriété soient garantis. En Namibie et en Ouganda, pays considérés comme “presque libres” dans l'échelle de classification, on a constaté des taux de croissance en matière d'investissements, supérieurs à 7 pour cent par an. Au Nigeria (classé 95e) et au Togo (134e) les investissements ont baissé de 10 pour cent environ par an.

VI. Chômage des jeunes: agenda politique

Introduction

79. Même si les experts se sont efforcés de faire porter leurs études sur différentes régions du monde, il est évident qu'on ne trouve à l'heure actuelle des *données* de qualité concernant les marchés de l'emploi (particulièrement sous forme de micro-fiches) que dans les pays de l'OCDE, car la plupart du temps les méthodes de collecte et les variables sont identiques. En matière de marché du travail, le concept de collationnement est important, donc les données *non-collationnées* doivent être dérivées à partir d'enquêtes conduites auprès d'individus dans leurs foyers et dans leurs entreprises. Les enquêtes de suivi où les mêmes sujets sont étudiés à plusieurs occasions, se sont révélées particulièrement utiles, ainsi que les enquêtes transversales annuelles. On trouve de nombreuses enquêtes de ce genre pour les pays de l'OCDE: dans leur intitulé anglais, le "National Longitudinal Survey" (NLS) aux Etats-Unis, le "British Household Panel Study" (BHPS) au Royaume-Uni, le "HUS" en Suède et le "German Socio-Economic Panel" (GSOEP) en Allemagne.

80. Il existe davantage d'analyses *économétriques* sur l'organisation du marché du travail dans les pays de l'OCDE que dans les pays en développement. Même si de nombreux pays en développement ont commencé à mettre en application des programmes pour la stimulation des marchés du travail, il semble, d'après plusieurs publications techniques sur le sujet, qu'il soit pratiquement impossible de mesurer le succès d'un programme donné *sans l'avoir soigneusement évalué à l'aide d'un groupe témoin approprié*. Les évaluations de ce type effectuées aux Etats-Unis montrent que l'efficacité est nulle ou même négative pour les programmes d'aide aux jeunes défavorisés, bien qu'ils semblent être valables dans le cas des adultes, notamment des femmes.

81. Les études économétriques actuellement disponibles indiquent que les caractéristiques présentes dans les données des pays de l'OCDE, apparaissent aussi dans certaines économies en transition et dans certains pays en développement. La plupart du temps, les différences sont plus remarquées que les similitudes. On retrouve les mêmes variables significatives avec les mêmes signes dans les équations de régression estimées pour divers pays (de l'OCDE et autres), qui permettent d'expliquer les salaires et les revenus, les emplois indépendants, le chômage, la "densité syndicale", le bien-être, la satisfaction face à la vie en général et au travail en particulier. On note toutefois des différences dans les coefficients, quels que soient les pays.⁶⁹ Il n'y a que peu ou pas de différences systématiques entre les coefficients de ces variables, qui soient corrélées avec certaines variables macro-économiques importantes, telles que la performance économique par exemple. Les équations de revenus de Mincerian⁷⁰

estimées pour les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne sont identiques à celles qui ont été calculées pour les pays en transition et les pays en développement.

82. Outre les constantes dans les données, il semble qu'on retrouve également certains principes fondamentaux du marché de l'emploi d'un pays à l'autre:

- a) le chômage est plus élevé chez les jeunes que chez les adultes; en règle générale, le double;
- b) la taille relative de la cohorte des jeunes est en régression;
- c) les jeunes ont tendance à faire des études formelles de plus en plus longues;

La courbe des salaires: caractéristiques des données

D'après des études récentes, le chômage serait inversement proportionnel au niveau des salaires. Cette relation - "la courbe des salaires" - est pratiquement identique dans tous les pays du monde. On la trouve à l'origine dans les données obtenues à partir des micro-fiches de 11 pays de l'OCDE: l'Autriche, le Canada, les Pays-Bas, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, la République de Corée, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et les Etats-Unis. On la retrouve à différentes périodes. Dans les pays étudiés, l'élasticité des indemnités de chômage a été estimée à environ -0,1: on constate que les indemnités baissent de 10 pour cent lorsque le chômage double. Blanchflower et Oswald ont aussi étudié les travaux d'autres experts qui avaient établi les mêmes caractéristiques pour des pays non-européens (Japon, Côte-d'Ivoire, et Inde), ce qui porte le total des pays étudiés à 14. Depuis le début de l'étude, d'autres économistes ont confirmé ces résultats pour le groupe des pays analysés par Blanchflower et Oswald, et plusieurs autres experts sont arrivés aux mêmes conclusions pour un certain nombre de pays appartenant à différents continents: Europe (Belgique, Danemark, France et Espagne), Amérique latine (Argentine et Brésil), économies en transition (Bulgarie, République tchèque, Allemagne de l'Est, Hongrie, Pologne et Russie), Afrique

(Ghana, Afrique du Sud, Burkina Faso) et Asie (Taïwan). La courbe des salaires s'oriente à la baisse dans les 30 pays étudiés sans exception, avec une élasticité de $B0,1$ environ.

Kingdon et Knight (1998) par exemple, ont conclu que "lorsqu'on utilise la définition du chômage qui est la plus plausible pour l'Afrique du Sud, c'est-à-dire la définition la plus large, on remarque la présence d'une courbe de type OCDE en Afrique du Sud, pays qui présente plusieurs fois le taux de chômage habituellement rencontré dans les pays de l'OCDE. La relation entre le chômage pris au sens large et les salaires est représentée par une courbe descendante, qui devient horizontale lorsque les taux de chômage sont élevés, en ayant une élasticité salaires-chômage de -0,11" (1998, p.21). Parmi les autres exemple de courbes des salaires pour les pays en dehors de l'OCDE, on peut citer: Hoddinott (1998) pour la Côte-d'Ivoire; Galiani (1999) pour l'Argentine; Amadéo et Camargo (1997), ainsi que Barros et Mendonca (1994) pour le Brésil; Rodgers et Nataraj (1998) pour Taïwan; Blanchflower et Oswald (1999b) pour les économies en transition. Il est probable que les degrés de flexibilité des salaires des différents pays soient plus proches (OCDE ou autres) qu'on ne l'avait supposé *a priori*.

- d) les jeunes se marient à un âge plus avancé;
- e) les taux de participation des femmes sont en hausse;
- f) les programmes de stimulation des marchés du travail destinés aux jeunes ne sont en général pas valables;
- g) une série d'*études économétriques* a permis de mettre en évidence certaines *caractéristiques des données*, qui s'appliquent aux pays développés et qu'on retrouve également ailleurs. Il est possible que les autorités en place jouent un rôle moins important que prévu.

Politiques macroéconomiques

83. On peut donc dire que les solutions au chômage des jeunes sont inextricablement liées aux difficultés auxquelles les pays doivent faire face pour réduire le chômage global, et qu'elles ne peuvent pas être considérées comme un problème à part. Malheureusement, nous sommes loin de comprendre pourquoi le chômage global est si important et pourquoi il a tendance à augmenter depuis une vingtaine d'années. Nous ne savons pas non plus comment encourager une croissance économique qui *privilégie l'emploi*. Il semble que des indemnités *trop généreuses* aient pour effet de faire monter les taux de chômage, mais la corrélation qu'on peut extrapoler à partir des données est plutôt faible. En Italie, le taux de chômage est élevé et les indemnités faibles. Contrairement à ce qu'on peut penser,⁷¹ la protection de l'emploi, les impôts sur le travail, la puissance des syndicats ou la "rigidité" des salaires⁷² ne sont pas seuls responsables des taux de chômage élevés. En Europe, le chômage s'explique en grande partie par la propriété individuelle et par la mobilité, ainsi que le confirment certaines études économétriques OCDE (1999) qui ont effectué des simulations de chômage dans différents pays et ont conclu que la propriété individuelle était le seul facteur significatif; la protection de l'emploi, les indemnités et les syndicats n'ont *aucune* influence.^{73, 74}

84. Les comparaisons effectuées entre les différents pays montrent que le chômage est plus élevé en Europe qu'aux Etats-Unis, et qu'en Europe il y a une protection de l'emploi plus complète, des indemnités de chômage plus importantes, des syndicats plus puissants, une protection sociale plus généreuse. Cependant, ces comparaisons n'indiquent pratiquement rien en ce qui concerne l'évolution *dans le temps*. Dans de nombreux pays de l'OCDE, le chômage a augmenté considérablement depuis une dizaine d'années;⁷⁵ pourtant les indemnités de chômage avaient été réduites; la "densité syndicale" a diminué, et la puissance des syndicats s'est affaiblie;⁷⁶ la protection de l'emploi n'a pas beaucoup changé; et il semble qu'il y ait à l'heure actuelle plus de flexibilité dans les négociations sur les salaires. Si ces facteurs avaient été vraiment en cause, les taux de chômage auraient dû diminuer. Sinon, pourquoi ne l'ont-ils pas fait? Il n'existe aucune réponse convaincante à cette question. Des études récentes avancent quelques possibilités prometteuses: les changements dans le prix des

matières premières en général et le prix du pétrole en particulier paraissent être des indicateurs assez fiables des mouvements cycliques du chômage. Deux facteurs qui méritent d'être analysés sont la mobilité interrégionale de la population et le rôle de la propriété individuelle, qui semblent expliquer, au moins en partie, la tendance actuelle à la hausse des taux élevés du chômage des jeunes.

85. *Propriété individuelle.* Il est très probable que la forte augmentation de la proportion des propriétaires de logements en Europe soit la "pièce manquante dans le puzzle du chômage, car elle limite la mobilité".⁷⁷ D'après Oswald (1999) les économies doivent pouvoir s'adapter. Il faut que les travailleurs puissent se déplacer pour trouver des emplois. Un marché locatif permet aux individus de se déplacer. Entre 1950 et 1960, la plupart des pays européens connaissaient des taux de propriétaires et des taux de chômage faibles. La relation entre le mode de logement et l'emploi ne varie pas d'une région à l'autre, ni d'un pays à l'autre.

86. *Migration interne.* Des études sur la migration interrégionale pour plusieurs pays de l'OCDE dans les années 80 et 90, confirment, chiffres à l'appui, que la migration était relativement peu cyclique, ce qui signifie que son amplitude n'est pas simplement fonction du taux de chômage, très cyclique pendant cette même période. En Norvège, en Suède, au Japon et aux Etats-Unis, pays qui présentent un taux de chômage *faible*, une forte proportion de la population se déplace de région en région. En Italie, la mobilité est faible et le chômage, notamment celui des jeunes est très élevé (32 pour cent en 1998). D'après Faini et al. (1997), la migration entre l'Italie du nord et l'Italie du sud a baissé de façon constante entre 1970 et 1990. Au cours de cette période, l'écart entre les taux de chômage du nord et ceux du sud a doublé, passant d'un peu moins de 7 pour cent à un peu moins de 14 pour cent.

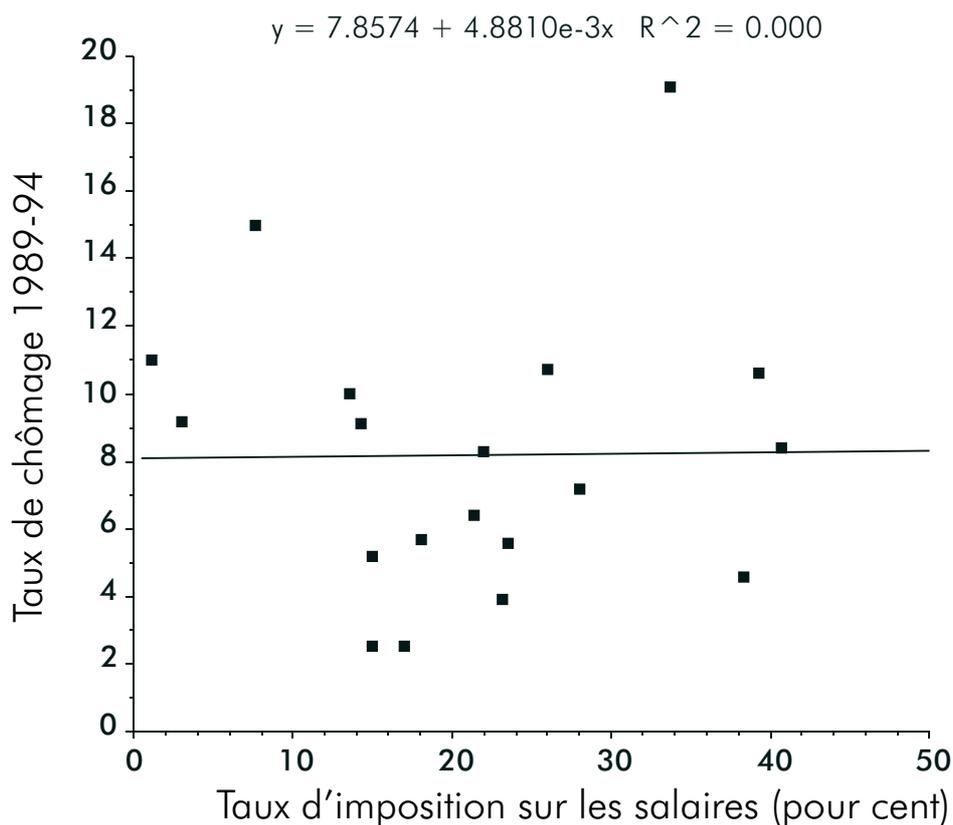
87. *Flexibilité des salaires.* On avance parfois que la rigidité des salaires est à l'origine des problèmes d'un grand nombre d'économies européennes. De récentes études semblent cependant indiquer que le degré de flexibilité des salaires locaux est pratiquement identique, quel que soit le pays étudié (voir plus haut). Les revenus des jeunes semblent réagir étroitement aux mouvements du taux de chômage et présentent une élasticité un peu plus grande, soit $-0,20$. Cette caractéristique se retrouve dans tous les pays.⁷⁸ En résumé, étant donné que les taux de chômage diffèrent bien plus d'un pays à l'autre qu'il n'y paraît à première vue, même si les degrés de flexibilité des salaires sont similaires, il ne semble pas que plus de flexibilité soit la solution au problème du chômage des jeunes.

88. *Indemnités de chômage, impôts et syndicats.* La relation entre les taux de chômage et les indemnités de chômage n'est que légèrement positive.⁷⁹ Il en est de même entre les taux de chômage et la proportion du PNB allouée aux indemnités de chômage. Quelle que soit la méthode de calcul adoptée, on constate qu'en Italie, les indemnités sont faibles et le taux de chômage élevé. En 1996, l'Italie a dépensé 0,68 pour cent de son PNB en indemnités de chômage, alors que le taux de

chômage n'était que de 12 pour cent.⁸⁰ Le Japon et les Etats-Unis sont l'exception à la règle, car le taux de chômage et la part du budget allouée aux indemnités y sont tous deux faibles (0,40 pour cent du PNB et un taux de chômage de 3,4 pour cent pour le Japon et 0,26 pour cent du PNB et un taux de chômage de 5,4 pour cent pour les Etats-Unis). Les cas du Danemark et des Etats-Unis et dans une moindre mesure, ceux du Royaume-Uni, de la Nouvelle-Zélande et des Pays-Bas montrent qu'on peut réduire le chômage en diminuant l'importance et la durée des indemnités, même si les réactions sont faibles. Cet effet est bien entendu limité dans les pays où la couverture du chômage est restreinte.

89. Il n'existe pas de corrélation entre le chômage et les impôts (voir le **graphique 7**)⁸¹ et on note même une relation légèrement négative entre le chômage et la "densité syndicale".⁸² Celle-ci est très faible en France et en Espagne alors que les taux de chômage sont élevés, et viceversa en Autriche.

GRAPHIQUE 7
Les pays où le travail est fortement imposé ne connaissent pas plus de chômage



Source: Oswald, 1999.

90. *Prix du pétrole.* Les mouvements du prix du pétrole semblent être responsables des mouvements cycliques du chômage aux Etats-Unis et en Europe, mais ne peuvent expliquer la tendance à la hausse du chômage en Europe. Carruth, Hooker et Oswald (1995, 1998) affirment que les prix du pétrole permettent d'expliquer en partie le chômage au Royaume-Uni, au Canada et aux Etats-Unis. Si on analyse le graphe des taux de chômage relatifs aux Etats-Unis et aux pays européens de l'OCDE, ainsi que les prix du pétrole entre 1970 et 1998,⁸³ on constate une tendance à la hausse pour le chômage en Europe en comparaison d'une stagnation pour les Etats-Unis. De plus, on remarque une corrélation entre le chômage et le prix réel du pétrole, qui était jusqu'alors passée relativement inaperçue. Aux Etats-Unis le chômage semble suivre le prix du pétrole avec un décalage d'un an environ.⁸⁴ Les brusques hausses du prix du pétrole qui se sont produites en 1973, 1979, 1989 et 1994 semblent toutes avoir eu des effets négatifs peu de temps après, sur le chômage en Europe aussi bien qu'aux Etats-Unis. La baisse des prix du pétrole, constante depuis 1982 jusqu'à 1989, a précédé la baisse des taux du chômage en Europe et aux Etats-Unis et de même pour la période entre 1990 et 1994. Le prix du pétrole semble expliquer les mouvements cycliques du chômage.

91. D'après Schultz,⁸⁵ *«la structure du produit national, la composition de la main-d'œuvre, l'ouverture de l'économie au commerce et aux nouvelles technologies sont autant de facteurs qui contribuent à soutenir la demande de travailleurs plus qualifiés. En général, l'efficacité du système éducatif est supérieure dans les secteurs de haute technologie. Mais ceci peut également s'expliquer par la démarche préférentielle des personnes plus qualifiées et mieux éduquées qui accèdent à ces secteurs, ou par le fait que dans ce domaine sans cesse en mouvement, la double formation à la fois théorique et pratique peut se faire sur place, dans le cadre du travail (Gill, 1989; Gill et Khandker, 1991; Mincer et Higuchi, 1988; Choi, 1993). On remarque que l'augmentation de la participation des femmes coïncide avec celle des emplois proposés dans les secteurs des services, du commerce et la production. Ceci signifie peut-être que l'éducation est plus efficace pour les femmes.»* (T.P. Schultz, 1990) Etant donné que les jeunes font de plus en plus d'études, on pourrait raisonnablement penser que les stratégies visant à promouvoir les emplois liés à la technologie contribuent à améliorer leurs perspectives. Ceci, cependant, suppose que les entreprises qui offrent ces nouveaux postes utilisent des méthodes technologiques modernes, ce qui a également un effet sur la composition des secteurs économiques et leur "degré d'informalité".

92. Les pays membres sont donc invités à *«adopter et à mettre en œuvre des politiques qui favorisent la concurrence au moyen d'investissements, notamment des investissements en technologie, ressources humaines, éducation et formation, afin de promouvoir la croissance économique, le développement social et l'emploi. Quels sont les résultats des efforts déployés par les pays qui ont tenté d'améliorer la flexibilité de leurs marchés de l'emploi? . Quels sont les résultats des efforts déployés par les pays qui ont tenté d'améliorer la flexibilité de leurs marchés de l'emploi?»*

Quels sont les résultats des efforts déployés par les pays qui ont tenté d'améliorer la flexibilité de leurs marchés de l'emploi?

93. Certains pays comme le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande ont tenté d'améliorer la flexibilité de leurs marchés du travail, par exemple en réduisant les indemnités de chômage, en rendant les réglementations plus strictes, en limitant la puissance des syndicats. A-t-on enregistré des résultats? Les rangs des pays de l'OCDE (excepté le Luxembourg, l'Islande et la Suisse) dans les classements par taux de chômage et par taux de l'emploi, semblent n'avoir que peu varié. Blanchflower et Freeman (1994) ont analysé l'efficacité des réformes de la période Thatcher applicables au marché du travail britannique. Ils sont arrivés à la conclusion qu'elles avaient bien réussi à affaiblir les syndicats, peut-être stimulé l'adaptation de l'emploi et des salaires aux conditions du marché, et sans doute augmenté le nombre des emplois indépendants. Les réformes ont permis d'améliorer considérablement la situation de l'emploi des femmes, mais elles n'ont pas réussi à améliorer l'élasticité des salaires réels par rapport au chômage; on a accusé les réformes d'avoir ralenti la transition des travailleurs du statut d'inactifs vers celui de chômeurs, et ainsi causé la perte catastrophique d'emplois à plein temps pour les hommes; enfin, elles ont aggravé l'écart des salaires qui ne semblent plus pouvoir opérer de façon concurrentielle.

94. Maloney et Savage (1996) ont étudié les réformes du marché du travail mises en œuvre par la Nouvelle-Zélande depuis 1984. Depuis une quinzaine d'années, l'économie a été davantage décentralisée, les indemnités de chômage réduites, les critères permettant de définir les ayants-droit à la protection sociale rendus plus stricts, et des lois ont été passées afin de restructurer le système des relations industrielles, en éliminant les subventions nationales et en rendant le syndicalisme facultatif. La "densité syndicale" est tombée en flèche de 40,8 pour cent en 1991 à 24,1 pour cent en 1994.⁸⁶ Il est intéressant de noter que les marchés de produits ont été protégés, et mis à l'abri des nombreuses pressions concurrentielles. Maloney (1998, 1999) a démontré ultérieurement que les changements dans la situation syndicale et les indemnités n'ont eu *aucune* influence sur le chômage, bien qu'ils aient eu un léger impact sur l'emploi et la participation des effectifs de travail. Après avoir examiné le problème du chômage en Nouvelle-Zélande, Chapple et al. (1996) sont arrivés à la conclusion suivante: *il serait malheureux de penser que malgré dix années de stabilisation, de libéralisation et de réformes des marchés de l'emploi, ces changements n'ont toujours pas réussi à abaisser le taux de chômage*".⁸⁷

95. Les Pays-Bas et le Danemark ont tous deux amélioré leur classement, qu'il soit mesuré par le taux de chômage ou par le taux d'emplois. Aux Pays-Bas par exemple, le taux de chômage a baissé de 7,1 pour cent en 1994 à 4 pour cent en 1998, et au Danemark il est tombé encore plus brusquement de 10,1 pour cent en 1993 à 5,1 pour cent en 1998. L'ascension du Danemark est encore plus prononcée que celle des Pays-Bas. Dans le cas de ces deux pays, il ne semble pas que la

baisse des taux de chômage ait été causée par le recul des syndicats, ni par des modifications dans la protection de l'emploi, ni par le déséquilibre entre la demande et l'offre, ni par l'imposition liée à la main-d'œuvre. Dans l'ensemble, les mesures pour la protection de l'emploi sont restées *aussi strictes* qu'auparavant dans les deux pays⁸⁸ entre 1980 et 1990.⁸⁹ Il est cependant étonnant de constater que, malgré la brusque baisse du taux de chômage aux Pays-Bas pendant cette période, il y a eu une *augmentation* des dépenses du budget alloué aux programmes de stimulation des marchés du travail.⁹⁰ En ce qui concerne le Danemark, la corrélation entre la réduction des indemnités et la baisse du taux de chômage est plus évidente. En 1994, le pays a mis en oeuvre une série de réformes qui ont donné d'assez bons résultats: les indemnités de chômage ont été diminuées; des interviews ont été organisées pour placer les demandeurs d'emploi; les indemnités pour congé maladie ont été réduites, ainsi que la durée maximum des avantages; enfin les critères de sélection des ayants-droits ont été révisés. Une autre série de réformes fiscales a permis d'abaisser les impôts liés à la main-d'œuvre⁹¹ et d'encourager l'emploi.⁹² Ce programme a eu un effet positif puisque le taux de chômage est tombé de 10,1 pour cent en 1993 à 5,1 pour cent en 1998.

96. La puissance des syndicats ne semble pas correspondre non plus, car le nombre des syndiqués a *augmenté* aux Pays-Bas durant les années 90 – il est passé de 1.400.000 en 1990 à 1.870.000 en 1995, et la densité syndicale a de 26 pour cent à 28 pour cent pendant cette période.⁹³ Au Danemark, la "densité syndicale" était la même en 1994 et en 1980. La portée des accords, le degré de centralisation ou la coordination des négociations sont demeurés inchangés dans les deux pays durant cette période.⁹⁴

97. D'un autre côté, il ne faut pas que le chômage paraisse trop attrayant, par conséquent les gouvernements doivent fixer les indemnités à un niveau pas trop élevé et encourager au moyen de mesures adéquates les individus à travailler, ainsi que les entreprises à les embaucher. Il s'agit de trouver l'équilibre entre aider les chômeurs à sortir de la crise et à retrouver du travail, sans être pour autant trop généreux. Fixer les indemnités à un niveau trop élevé coûte cher à ceux qui ont un emploi. En même temps, il y a peu d'avantages à remplacer une pauvreté par une autre (la pauvreté due au manque d'emplois par la pauvreté due à une mauvaise rémunération des emplois). *Il faut récompenser le travail par rapport au non-travail*. De plus, étant donné que la mobilité du marché du travail semble expliquer à la fois le chômage des jeunes et celui des adultes, il est fortement recommandé d'encourager la mobilité par des primes de mobilité, ainsi que par des subventions aux travailleurs et aux entreprises, afin de mettre en place un grand secteur privé locatif. Réduire l'influence des syndicats, supprimer la protection de l'emploi, abaisser les salaires minimum et/ou réduire les salaires des jeunes ne serait sans doute pas efficace.

Salaires minimum

98. Il est difficile de prouver que les salaires des jeunes sont trop élevés ou que les jeunes sont tenus à l'écart du marché du travail à cause des salaires minimum. Les salaires des jeunes ont baissé dans les pays de l'OCDE par rapport à ceux des adultes. Il ne semble pas que les jeunes soient tenus à l'écart du marché du travail dans ce cas, et il semble encore moins que les salaires relatifs bougent dans les pays en développement. La réduction des salaires n'est pas une solution.

99. Depuis dix ans environ, le salaire minimum aux Etats-Unis est resté à un niveau plus bas que jamais en termes réels. Il a été démontré que son niveau et ses variations faibles ont eu peu ou pas d'effets sur l'emploi.⁹⁵ De même en ce qui concerne l'Europe.⁹⁶ Même s'il y a eu quelques effets négatifs dans les pays de l'OCDE, ils ont généralement été faibles et sans grande importance. Dans la plupart des pays européens, les salaires minimum sont en général restés à des niveaux bas, excepté en France où ils semblent avoir eu quelques effets sur l'emploi. Neumark et Wascher (1999) affirment que la hausse des salaires minimum a contribué à réduire le chômage des jeunes au Canada, aux Pays-Bas, au Luxembourg et, dans une moindre mesure, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Ils prétendent également que la baisse des salaires minimum a été suivie par une diminution des taux d'emploi chez les jeunes en Italie, en Belgique, en Espagne, en Grèce et au Portugal. Ils n'ont pas pu trouver de corrélation entre ces deux variables en Allemagne, en Suède, en France ni au Japon. Les deux hypothèses se sont vérifiées à différentes époques en Nouvelle-Zélande et au Danemark. C'est en Amérique latine qu'on trouve le plus de preuves de l'effet réducteur des salaires minimum sur le taux de l'emploi.

100. Néanmoins il existe de bonnes raisons d'instituer un salaire inférieur au minimum pour les jeunes: s'assurer qu'ils ne seront pas tenus à l'écart du marché à cause du manque de compétences. Il serait également judicieux de tolérer certaines différences à l'intérieur d'un même pays, afin de compenser les variations du coût de la vie et des revenus. Des hausses de salaires minimum importantes risquent d'aggraver considérablement la situation relative des jeunes. Dans les pays en développement, les salaires minimum élevés ont un effet négatif sur le chômage, mais dans l'ensemble ils *font reculer* la pauvreté (Lustig et Mcleod, 1997). On continue d'observer ce même résultat pour un niveau de pauvreté faible ou élevé, en utilisant différents critères d'évaluation, selon que l'économie croît ou décline, selon que la population appartient à une zone urbaine ou rurale, et région par région (Amérique latine, Asie ou Afrique).⁹⁷ L'augmentation des revenus d'une partie de la population des jeunes aggrave la situation de l'autre partie. Lustig et Mcleod affirment que leurs conclusions "ne devraient pas conduire les autorités à utiliser l'augmentation des salaires minimum pour réduire la pauvreté, sans avoir auparavant étudié la question" (1997, p.81). Ils affirment en revanche que réduire les salaires minimum dans les pays en développement, n'a pas d'incidence sur les pauvres, du moins à court terme.

Emplois indépendants

101. Le fait que le problème du marché du travail des jeunes persiste semble démontrer l'inefficacité des mesures économiques traditionnelles. Les gouvernements occidentaux cherchent d'autres solutions. L'une d'entre elles consiste à favoriser la création d'emplois indépendants, par les jeunes. Mais il n'est pas certain que l'arrivée de jeunes travailleurs indépendants même en grand nombre, arrive à régler la question. Se mettre à son compte est l'occasion d'être maître de son emploi du temps, de travailler à sa guise, de n'avoir à répondre à qui que ce soit, et éventuellement d'accéder à la richesse. Le revers de la médaille est qu'en cas d'échec, l'emploi, les économies et la maison risquent de disparaître (celle-ci étant fréquemment utilisée comme garantie pour un prêt). De plus, une crise familiale risque de s'ensuivre. Il est important de diversifier ses activités. D'autre part, les gouvernements considèrent souvent le travail indépendant comme un moyen d'échapper à la misère et c'est pour cette raison qu'ils offrent leur assistance aux petites entreprises. Les avantages "potentiels", qui font l'objet de nombreux commentaires, sont les suivants:⁹⁸

- a) les emplois indépendants sont souvent innovateurs et créent donc des activités nouvelles;
- b) le recrutement de jeunes chômeurs par de jeunes travailleurs indépendants a un impact direct sur l'emploi;
- c) l'arrivée de petites entreprises jeunes stimule la concurrence dans le marché des produits, et profite aux consommateurs;
- d) les jeunes travailleurs indépendants sont particulièrement réceptifs aux opportunités et aux tendances économiques nouvelles;
- e) la confiance des jeunes en eux-mêmes, ainsi que le sentiment de bien-être augmentent proportionnellement au nombre d'emplois indépendants.

102. Néanmoins, il n'est pas prouvé que ces avantages hypothétiques existent dans la pratique. La proportion optimale d'emplois indépendants reste incertaine. Blanchflower (1999a) n'a pu prouver que dans les pays de l'OCDE, l'augmentation du taux des emplois indépendants s'était traduit par une hausse du taux de croissance économique réelle; il semble même que le contraire se soit passé. On a constaté en outre que la tendance générale des emplois indépendants est à la baisse depuis 1966 pour la majorité des pays – principalement en raison de la diminution du nombre des emplois indépendants dans le secteur agricole. La fin du XXe siècle est peut-être un bon moment pour que les jeunes des pays développés s'établissent à leur compte.

103. Un nombre croissant d'individus souhaitent diriger leur propre entreprise. L'enquête "International Social Survey Programme" a demandé à des participants s'ils préféreraient être salariés ou travailleurs indépendants et s'ils préféreraient travailler dans une petite entreprise ou dans une grande. Un grand nombre d'entre eux se sont prononcés pour le statut d'indépendant et le travail dans une petite entreprise.

104. Le pourcentage des jeunes qui préféreraient être indépendants était bien supérieur et ceci s'est vérifié dans presque tous les pays. D'après les données, *il existe une demande latente importante pour le travail indépendant*. Le statut de travailleur indépendant est attrayant et ceux qui l'ont adopté ont tendance à éprouver davantage de bien-être et de satisfaction, par rapport à un travail salarié équivalent. Les emplois indépendants apportent donc des avantages micro-économiques directs. Mais ils soulèvent une question: pourquoi alors n'y a-t-il pas davantage de personnes établies à leur compte? Selon les experts, il semblerait que le problème soit le manque de capitaux.⁹⁹ Aux Etats-Unis, on remarque que le taux des travailleurs indépendants noirs de sexe masculin est égal à un tiers de celui des blancs, car la difficulté d'obtenir des fonds concerne surtout les noirs.¹⁰⁰

105. Certaines publications qui traitent des microentreprises soutiennent la même thèse, selon laquelle le manque de capitaux empêcherait les entreprises de se développer.¹⁰¹ D'après la banque Grameen au Bangladesh, les pauvres remboursent toujours les petits prêts sans collatéral ou micro-prêts.¹⁰² La banque Grameen organise les emprunteurs en groupes de personnes semblables et co-optées, habituellement originaires du même village; si l'un des membres fait défaut, le reste du groupe perd définitivement son droit d'emprunter auprès de la banque. En laissant les emprunteurs se surveiller les uns les autres, la banque Grameen a réussi à obtenir le remboursement de 98 pour cent de ses prêts (pour la plupart contractés par des femmes), ce qui lui permet de proposer ses services à plus de 1 million de familles par an. Les données de la banque Grameen indiquent qu'un bon pourcentage de ses clients arrivent à se sortir de la misère. Ce qu'il faut retirer de cette expérience est la nécessité pour le Bangladesh, ainsi que pour beaucoup d'autres pays en développement comme la Thaïlande, l'Indonésie et le Botswana, de modifier la réglementation, afin qu'elle canalise les prêts vers les micro-entreprises. Ceci aidera à surmonter les difficultés qu'ont les pauvres à accéder au marché des capitaux.

106. Il est plus compliqué d'estimer comment utiliser les restrictions de l'accès aux capitaux pour élaborer ces politiques économiques. Dans certains cas les chômeurs sont intéressés par les professions indépendantes et le gouvernement peut, par son aide, contribuer à augmenter le nombre des chômeurs qui s'établissent à leur compte.¹⁰³ En Grande-Bretagne et en France, par exemple, les programmes gouvernementaux offrent des subventions aux chômeurs s'ils créent une entreprise. Aux Etats-Unis, des programmes de ce type ont été mis en place pour les bénéficiaires des indemnités de chômage et des services sociaux. De nombreux pays, y compris le Royaume-Uni et les Etats-Unis, offrent des services de prêt aux petites entreprises à titre officiel, et vont même jusqu'à les exempter de certains impôts et règlements. Plusieurs Etats et municipalités américains encouragent la création de petites entreprises par les minorités et par les femmes. On note un intérêt sous-jacent pour le travail indépendant chez un grand nombre de salariés. Il est possible que les programmes qui offrent assistance et conseils aux jeunes afin de les aider à s'établir et qui pour ce faire abrogent les réglementations restrictives soient dignes d'intérêt.

Programmes d'action pour la stimulation des marchés de l'emploi

107. Ces dernières années, les méthodes utilisées pour l'évaluation des programmes se sont beaucoup améliorées, surtout aux États-Unis et au Canada. Les plus connues sont les évaluations expérimentales, qui permettent de mesurer l'efficacité des programmes placés sous l'égide des "Job Training programmes", et financés par le Ministère du travail américain moyennant un coût de 30 millions de dollars environ. Il s'est avéré que ces programmes n'étaient d'aucune utilité – et chose plus inquiétante, qu'ils intimidaient les participants. Une étude de suivi effectuée après 19 mois, a permis de mettre en évidence l'existence d'effets négatifs statistiquement significatifs sur les revenus de jeunes hommes choisis au hasard, et l'existence d'effets négligeables sur les revenus des jeunes femmes.¹⁰⁴ On a constaté quelques effets positifs chez les adultes, particulièrement chez les hommes. En réaction, le Congrès américain a réduit les crédits du JTPA alloués aux jeunes; ils sont passés de 540 millions de dollars en 1994 à 110 millions en 1995, ce qui représente une baisse de plus de 80 pour cent.

108. Les évaluations non expérimentales donnent les mêmes résultats que les évaluations expérimentales. Les effets sont généralement nuls ou négatifs.¹⁰⁵ Les résultats d'autres programmes, comme le "Summer Training and Education programme" (STEP), sont décevants. L'analyse du GED (General Equivalence Diploma), qui présente un intérêt certain, car l'objectif principal de nombreux programmes de formation officiels est l'obtention du certificat de fin d'études secondaires GED, montre que les jeunes qui sont en possession de ce certificat (à part une très petite élite) ont à peu près le même salaire que ceux qui ont interrompu leurs études.¹⁰⁶

109. Il semble que des programmes moins importants, plus ciblés, mais aussi beaucoup plus onéreux tels que le "Job Corps", un programme américain qui déplace les jeunes de leurs quartiers vers des camps spéciaux, et qui coûte environ 20 000 dollars par participant, aient donné de bons résultats.¹⁰⁷ En Europe, les politiques d'action pour la stimulation des marchés du travail n'ont pas non plus réussi à améliorer les salaires des participants. Elles ont peut-être eu un effet positif sur l'emploi. Mais les avis sont partagés car, même dans ce cas, il est difficile de savoir si les nouveaux postes ont été véritablement créés ou s'ils compensent des postes laissés vacants du fait des déplacements.¹⁰⁸

110. En revanche, les programmes élaborés avec soin et qui s'appliquent aux jeunes dès l'enfance semblent avoir des effets durables. Dans le cadre du programme de l'école maternelle "Perry Pre-school", l'un des programmes les plus étudiés, on a fait suivre des cours intensifs à des enfants défavorisés de 4 et 5 ans, dont le QI était inférieur à la moyenne. Puis on a interrompu les cours et continué d'étudier les participants (âgés aujourd'hui de 35 ans): chez ceux qui avaient suivi les cours, les salaires sont plus élevés et les cas de délinquance plus rares que chez les sujets témoins.¹⁰⁹ D'autres programmes de ce genre ont donné

de bons résultats, par exemple celui de la maternelle de Syracuse et le programme “Head Start”.

111. Les études effectuées sur l'évaluation de ces programmes insistent sur l'importance de la sélection des groupes témoins.¹¹⁰ Malheureusement, le facteur humain influence ces observations expérimentales et peut donner des résultats erronés. Il est également difficile de déterminer l'effet d'un programme donné, si on ne fait pas des essais préalables. Il est donc essentiel non seulement de bien choisir le groupe témoin, mais également de s'assurer que les données concernant le groupe étudié et le groupe témoin sont comparables. Avant de commencer à appliquer un programme, il est conseillé de le tester à l'aide de programmes pilotes supervisés par un groupe d'experts, qui aideront à structurer l'analyse, sélectionner les échantillons etc. Il faut aussi s'assurer que les groupes étudiés et les groupes témoins sont examinés dans un contexte comparable de marché du travail. Enfin, il faut effectuer ces tests dans plusieurs endroits différents, afin d'éviter que certains facteurs locaux, tels que l'état du marché de l'emploi dans une région donnée, ne déterminent à eux seuls les chances de succès ou d'échec. On trouvera des commentaires sur les méthodes d'évaluation à utiliser, dans les études de Heckman, La Londe et Smith (1999), ainsi que dans celles Heckman et Smith (1998).

112. Les évaluations effectuées dans les pays de l'OCDE indiquent que les plans d'action de grande envergure n'ont réussi à résoudre le problème du chômage qu'en partie seulement. Auspos, Riccio et White (1999) ont étudié toutes les publications qui concernent les programmes américains et européens de stimulation des marchés du travail destinés aux jeunes, et sont arrivés à la conclusion qu'en Europe, ces programmes n'ont *pas* résulté en une amélioration des salaires. Quant aux programmes de formation, il semble que leur impact soit statistiquement insignifiant en Suède, en Norvège, en Pologne, en Allemagne de l'Est et en Irlande. Il n'est que légèrement positif en Autriche, en Finlande, en France et aux Pays-Bas, mais des questions se posent en ce qui concerne la validité des méthodes utilisées, le choix des échantillons et en particulier celui des groupes témoins. Au Danemark, on a noté une augmentation des salaires, faible mais réelle. Ces conclusions sont cependant contestées dans le cas de la Grande-Bretagne.^{111, 112} Malgré les sommes énormes dépensées dans les programmes de formation par de nombreux pays européens, le problème du chômage des jeunes perdure.

113. Ainsi qu'il a été mentionné auparavant, un certain nombre de pays développés, notamment en Amérique latine, ont créé des programmes destinés aux jeunes défavorisés (par ex. le Chili, l'Argentine, le Pérou, la Colombie et le Brésil). Ces programmes ont donné des résultats assez bons, mais ils n'ont pas fait l'objet d'un contrôle, comme dans le cas de programmes tels que le JTPA aux Etats-Unis. Les critères sont encore moins stricts que pour les pays de l'OCDE. Ainsi que l'ont constaté Castro et Verdisco, les programmes mis en place en Argentine et au Chili ont donné des résultats positifs. Il est important de les soumettre à une évaluation exhaustive à la fois

expérimentale et non expérimentale, afin de déterminer leur efficacité. Si cette efficacité est confirmée, le programme Chile Joven pourrait servir de modèle au reste du monde – y compris aux États-Unis où *rien* ne semble fonctionner en ce qui concerne les jeunes noirs. Ces programmes doivent être soigneusement orientés, contrôlés et évalués *ex ante*, même si ces mesures risquent de freiner leur action.

114. Les publications qui évaluent les méthodes expérimentales et non-expérimentales concernent principalement les pays développés, mais peuvent dans une certaine mesure concerner également les pays en développement. On peut en déduire les conclusions suivantes:

- a) investir dans la scolarité traditionnelle pour les jeunes les plus capables est une très bonne politique, de plus en plus suivie dans la majorité des pays depuis quelques années. Les jeunes les plus qualifiés sont ceux qui prolongent le plus leurs études, même après avoir atteint un niveau de compétences élevé;
- b) en général dans le secteur privé, les cours de formation ne s'adressent pas aux travailleurs peu qualifiés – les entreprises préfèrent ne pas s'occuper des défavorisés. “Le peu d'intérêt que montrent les entreprises privées pour la formation des travailleurs défavorisés est un bon indicateur de la difficulté de la tâche et du peu de résultats à attendre de cette activité”;¹¹³
- c) en règle générale, les programmes de formation qui s'adressent aux jeunes défavorisés *ne semblent pas améliorer leurs salaires, ni leurs perspectives d'emploi*. La situation est un peu plus positive en ce qui concerne les adultes. Les programmes de grande envergure comme le JTPA américain et les YOP/YTS britanniques semblent s'être soldés par une perte nette (voir paragraphe 36). Et surtout, ils n'ont pas amélioré les perspectives d'emploi parmi les jeunes;
- d) les jeunes choisissent de plus en plus de continuer une scolarité traditionnelle, que ce soit au niveau de l'enseignement secondaire ou supérieur. Il semblerait donc plus judicieux de les encourager à rester à l'école, sans doute en repoussant l'âge de la scolarité obligatoire et/ou en leur proposant des subventions pour poursuivre leurs études. Il est probablement moins onéreux d'assurer la formation des jeunes à l'école même, que d'avoir à créer une bureaucratie parallèle nouvelle ou d'avoir à maintenir les anciennes en activité;
- e) les programmes proposés au niveau des écoles maternelles, qui requièrent la participation des enfants et de leurs parents, doivent faire l'objet d'une attention particulière;¹¹⁴
- f) il faut étudier et planifier avec soin les différents types de formation qui sont proposés aux jeunes. Les autorités gouvernementales sont mal placées pour prévoir la demande du marché. La création d'emplois dans le secteur privé n'est en général pas possible;

- g) les programmes choisis doivent être de petite envergure, bien ciblés et bien dirigés et surveillés. Les sujets témoins doivent être sélectionnés avec un soin particulier “plus soigneusement que cela n’a été le cas dans la plupart des pays en dehors des Etats-Unis” afin d’éliminer les préjugés;
- h) les bons programmes sont très onéreux: “Job Corps”, programme américain qui déplace ses participants pendant six mois, coûte environ à peu près autant que les quatre premières années de cours à l’Université de Harvard. Il est probablement plus judicieux de dépenser 10 000 dollars pour une seule personne que 10 fois 1 000 dollars pour dix personnes;
- i) le taux de succès des cours de formation peut varier d’un endroit à l’autre. Ce qui marche dans un endroit donné, peut ne pas marcher ailleurs. Il est essentiel de choisir les groupes témoins dans des marchés du travail identiques;
- j) le taux de succès des cours de formation varie en fonction de l’état de l’économie. En période d’expansion, la demande de main-d’œuvre est plus importante et il est plus facile de trouver des stages pour les participants aux programmes. Pourtant, on a surtout besoin de ces programmes durant les périodes de récession, lorsqu’il y a pénurie d’emplois;
- k) il est important de prendre en considération les effets de déplacement et de substitution de chacun de ces programmes. Les jeunes prennent-ils la place de travailleurs plus âgés?
- l) Lors de l’évaluation des programmes, il faut calculer quels sont les bienfaits du point de vue social, aussi bien que du point de vue individuel. Du point de vue social, faire entrer les jeunes dans le monde du travail a pour avantage principal de faire baisser le taux de délinquance, le taux d’incarcération, le nombre de sans-abri, le nombre de grossesses parmi les adolescentes, le nombre de toxicomanes, le nombre de suicides, etc.

VII. Conclusions

115. L'objectif de ce rapport est d'étudier le chômage des jeunes dans le *monde*, et de tenter de trouver des solutions. On peut déduire de ce qui précède les conclusions suivantes:

- a) il existe de nombreuses similitudes entre les pays, notamment le fait que le chômage des jeunes représente presque partout environ le double de celui des adultes. Cette proportion semble baisser au fur et à mesure que le chômage augmente. **D'après cette règle du doublement, il suffit de régler le problème du chômage des adultes;**
- b) les facteurs suivants *n'expliquent pas* les niveaux élevés du chômage chez les jeunes: salaires; salaires minimum; taille de la cohorte; changements dans la composition des secteurs industriels; commerce; technologie; augmentation de la participation des femmes;
- c) en revanche, le niveau de la demande globale constitue une *explication valable*. Il en est de même pour le niveau du chômage et celui des indemnités;
- d) il est encourageant de constater que dans le monde entier, les jeunes ont réagi à la pénurie d'emplois en décidant de poursuivre leurs études. À l'heure actuelle, ils ont tendance à vivre chez leurs parents plus longtemps que par le passé. Le chômage des jeunes a pour conséquence directe une augmentation de la toxicomanie, de la délinquance et des cas de suicide. Il rend les jeunes très malheureux, ce qui tendrait à prouver qu'ils ne sont pas vraiment maîtres de leur choix et qu'ils constituent une armée de recrues plutôt que de volontaires;

116. Etant donné que le chômage des jeunes dépend étroitement du chômage global, on est amené à examiner des stratégies macroéconomiques. Dans les pays de l'OCDE, le problème est principalement lié au niveau élevé des indemnités de chômage, à la mobilité interne de la population, à l'existence d'un secteur privé locatif performant, et aux variations du prix des matières premières, notamment celui du pétrole. Le chômage reste un problème difficile à résoudre.

117. Dans les pays en développement, les fluctuations du secteur industriel moderne, ainsi que la croissance des secteurs informels ou des économies de subsistance, ne présagent rien de bon pour les jeunes qui sont de plus en plus éduqués. Les stratégies qui encouragent certains segments de la population ciblés avec soin, à s'établir comme travailleurs indépendants, sont certainement valables. Elles doivent pouvoir proposer des micro-prêts, et doivent être évaluées et surveillées attentivement.

118. On a étudié différentes stratégies de lutte contre le chômage des jeunes. Les salaires minimum peuvent contribuer à améliorer la pauvreté dans les pays en développement, mais s'ils sont fixés à un niveau trop élevé, ils risquent de faire monter le taux de chômage. Les stratégies qui visent à encourager le travail indépendant, en proposant des services de conseil pour la création d'entreprises ou pour l'obtention de capitaux, semblent donner de bons résultats. Les politiques d'action pour la stimulation des marchés du travail ne sont en général pas parvenues à améliorer la situation des jeunes défavorisés. Plusieurs recommandations sont formulées, afin de mieux cibler les objectifs et d'assurer le contrôle.

119. De toute évidence, il y a encore beaucoup à apprendre en ce qui concerne les marchés de l'emploi dans le monde. Le chômage important et prolongé représente un problème ardu. Pour le résoudre, il convient d'abord de faire le point de *nos connaissances actuelles*. Une bonne partie de ce que nous savons a été extrapolée à partir de l'analyse économétrique du fonctionnement des marchés du travail dans les pays de l'OCDE. Il serait utile par la suite de compléter ces recherches à l'aide des micro-fiches des autres pays. En fait, ce processus a déjà été déclenché – l'enquête de la Banque mondiale sur les niveaux de vie ("Living Standards Survey"), qui possède à ce jour sous la forme de micro-fiches des données relatives aux ménages de 19 pays,¹¹⁵ et le programme international d'enquête sociale ("International Social Survey Programme"), qui comprend à l'heure actuelle 30 membres, dont plusieurs économies en transition (Pologne, Hongrie, Russie, Slovaquie, Bulgarie, Slovaquie) et plusieurs pays en développement (Philippines), présentent des séries de données intéressantes qui pourront être encore plus approfondies.¹¹⁶ De nombreux pays, notamment d'Amérique latine, ont entrepris des enquêtes sur les ménages; les mettre à la disposition de la communauté globale représenterait un énorme progrès. Il est important d'obtenir davantage de *données* sur le fonctionnement des marchés de l'emploi dans les pays en développement.

120. Si l'on tient compte de l'importance des cycles économiques et des stades de développement, on peut tirer certaines leçons de l'expérience des pays de l'OCDE et des autres pays, qui pourront servir à élaborer des politiques universelles. *La première et principale leçon à tirer est la suivante: le chômage des jeunes et celui des adultes sont étroitement liés et tous deux dépendent des fluctuations du marché de l'emploi en général.*

121. Les niveaux de plus en plus élevés de la demande globale vont avoir pour effet de réduire le chômage des adultes ainsi que celui des jeunes, mais deux fois plus chez les jeunes que chez les adultes. La croissance de la demande globale relève d'une autre discussion et ne sera pas traitée ici.

122. Les efforts déployés pour rendre les marchés du travail moins rigides, réduire la puissance des syndicats, réduire les salaires minimum ou affaiblir la réglementation de la protection de l'emploi ne semblent pas faire reculer (ou avoir fait reculer) le chômage, que ce soit parmi les jeunes ou parmi les adultes.

123. Il faut reprendre le débat sur les avantages et les inconvénients de l'éducation par rapport à la formation professionnelle. Dans un monde de plus en plus mobile, il est souvent plus important d'apprendre à apprendre que d'acquérir une qualification professionnelle spécifique, bien que dans certains cas les systèmes d'apprentissage parviennent à faciliter la transition du milieu scolaire vers le monde du travail. Au lieu d'investir dans une éducation meilleure, plus précoce et plus longue, il vaudrait mieux chercher à promouvoir les comportements et les compétences adaptées au monde du travail.

124. Il n'est pas certain que les programmes de grande envergure et *non ciblés*, ou les programmes de formation soient vraiment efficaces. Il faut mettre l'accent sur les mots "non ciblés" et "grande envergure". On n'a constaté pratiquement aucun cas d'amélioration des perspectives d'emploi ou des revenus des jeunes, notamment des jeunes défavorisés, apportée par des programmes de ce genre. En revanche, les programmes qui sont étroitement ciblés et élaborés avec grand soin semblent un peu plus efficaces lorsqu'ils s'appliquent à certaines catégories de jeunes précisément sélectionnées. Bon usage ne sera fait des ressources publiques que si l'on arrive à mesurer les effets à court terme et à long terme des stratégies envisagées. Il est fortement recommandé d'évaluer avec soin toute stratégie visant à promouvoir la création d'emplois pour les jeunes. L'évaluation des conséquences de tels programmes doit prendre en compte les situations de départ des bénéficiaires, mais aussi celles du groupe témoin, ainsi que leur évolution dans le temps pour ce qui concerne l'emploi et les salaires. Il est évident que former, éduquer des travailleurs ou améliorer leurs qualifications ne mène pas à grand chose, si la demande de main-d'œuvre est nulle.

125. On peut conclure de ce qui précède, que pour lutter contre le chômage et l'exclusion des jeunes, il faut:

- a) adopter des stratégies de promotion de l'emploi, qui stimulent la demande globale;
- b) mettre en place des systèmes à double formation apprentissage/éducation, adaptés à chaque pays;
- c) ces systèmes:
 - i) devront être soigneusement ciblés et s'appliquer à des groupes de jeunes relativement restreints;
 - ii) nécessiteront l'élargissement du secteur formel;
 - iii) dépendront étroitement de la participation active des partenaires sociaux;
- d) la promotion des emplois indépendants et des petites entreprises dans le secteur formel est une stratégie d'avenir. Elle doit s'accompagner des moyens de formation et de financement appropriés;
- e) il est essentiel d'étudier avec soin les effets des stratégies et des politiques de lutte contre le chômage des jeunes. Ces études doivent être réalisées à long terme et au moyen de méthodes sophistiquées, faisant appel à des groupes témoins.

VIII. Tableaux

Table 1

	'(1)	'(2)	'(3)	'(4)	'(5)	'(6)	'(7)	'(8)	'(9)	Proportion de la population économiquement active %					Taux de participation de la main d'œuvre, 1980-1995					'(20)	'(21)	'(22)						
										F 15-19 ans		H 15-19 ans		F 20-24 ans		H 20-24 ans		F 20-24 ans					H 1995		F	H	Année	%
										1980	1995	1980	1995	1980	1995	1980	1995	1980	1995				1980	1995				
AFRIQUE SUB-SAHARIENNE																												
Angola	11.2	270	54	292	—	—	6.8	1500	84	81	71	69	87	86	76	74	47	46	3.4	3.3								
Bénin	5.6	350	55	169	29	43	#	6	990	61	52	59	87	84	84	81	53	51	2.5	2.1								
Botswana	1.5	3,020	47	50	15	96		4.6	250	54	44	51	40	90	87	80	76	48	47	2.4	2.5							
Burkina Faso	10.8	230	54	173	30	33	#	6.7	930	86	78	71	93	90	81	78	47	47	2.4	2.5								
Burundi	6.2	170	53	176	37	52		6.4	1300	86	84	85	82	95	94	89	87	50	49	1.2	1.3							
Cameroun	13.6	610	51	102	14	65	#	5.4	550	69	60	39	38	89	87	46	47	35	37	3	3.6							
République centrafricaine	3.3	310	48	173	27	63	#	5.1	700	71	61	67	56	89	85	73	62	48	47	2.8	2.9							
Chad	6.5	160	49	198	—	41		5.6	1500	71	67	59	94	93	69	71	44	45	2.5	3								
Congo	2.7	670	52	108	17	—		6	890	54	51	41	43	84	82	47	53	40	43	3	3.2							
République démocratique du Congo	46.8	130	54	207	34	56	#	6.4	870	63	57	58	55	87	86	63	61	45	45	3.8	3.7							
Côte d'Ivoire	14	660	51	150	24	53	#	5.3	810	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—							
Erythrée	3.3	100	52	120	44	31		5.5	1400	67	63	69	67	85	84	76	75	49	50	1.2	1.5							
Ethiopie	58.2	100	53	177	48	24		7	1400	65	61	56	54	81	80	61	60	45	44	2.6	2.7							
Gabon	1.1	3,950	45	145	—	86	#	5.3	500	60	54	60	54	87	84	63	63	45	45	2.7	2.4							
Gambie	1.1	320	45	92	21	47		5.3	1100	78	70	62	59	92	90	69	69	44	45	3.3	3.8							
Ghana	17.8	360	51	110	27	70	#	5.4	740	42	40	66	57	83	82	82	82	55	54	2.9	2.4							
Guinée	7.5	560	53	210	26	33	#	6.7	1600	76	65	71	66	92	88	80	78	47	48	4.5	4.6							
Guinée-Bissau	1.1	250	45	223	—	45		5.5	910	70	67	52	52	92	91	59	59	41	42	2	2.4							
Kenya	27.8	320	53	90	23	84	#	5	650	77	73	69	66	92	91	73	73	45	46	4.3	4.6							
Lesotho	2.1	660	48	139	16	75	#	5	610	57	51	41	37	89	88	54	54	41	39	3	3.3							
Libéria	2.2	490	50	235	—	56	#	6.5	560	53	45	50	42	86	85	55	59	43	44	-2.9	-2.5							
Madagascar	15.4	250	53	164	34	62	#	5.8	490	73	66	57	54	90	88	69	68	44	44	3.2	3.3							
Malawi	9.8	180	54	217	30	83	#	6.8	560	65	60	66	62	89	87	78	78	50	49	1	0.4							
Mali	11.1	240	54	241	27	41	#	6.8	1200	81	73	70	67	91	90	74	73	46	47	2.5	2.4							
Mauritanie	2.3	470	52	183	23	54	#	5.1	930	73	64	55	53	92	90	71	66	44	44	2.9	2.9							
Maurice	1.1	3,710	36	23	16	96		2.3	120	58	48	20	27	92	90	32	46	25	34	-0.6	1.1	1990	36.8	1995	34.2			
Mozambique	17.8	80	51	214	27	40		6.2	1500	72	68	69	63	94	92	88	86	49	48	3.5	3.6							
Namibie	1.6	2,250	50	77	26	92		5	370	61	52	41	30	86	81	61	59	41	40	2.6	2.3							
Niger	9.5	200	55	320	43	26	#	7.2	1200	88	85	64	62	94	91	70	68	43	43	3	3.1	1980	55.4	1990	56.2			
Nigeria	115	240	52	191	36	59	#	6.1	1000	69	63	38	35	87	84	43	43	35	35	2.7	3.7							

	'(1)	'(2)	'(3)	'(4)	'(5)	'(6)	'(7)	'(8)	'(9)	'(10)	'(11)	'(12)	'(13)	'(14)	'(15)	'(16)	'(17)	'(18)	'(19)	'(20)		'(21)		'(22)	
	Données générales sociales et économiques								Taux de participation de la main d'oeuvre, 1980-1995																
	Population totale (milliers) 1996	PNB par tête \$ 1996	Population âgée de moins de 18 ans (%) 1996	Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans 1996	% des enfants de moins de 5 ans sous-alimentés 1987-1997	Taux net d'inscription/fréquentation des écoles primaires 1987-1997	Taux de fertilité global 1996	Taux de mortalité maternelle 1990	Proportion de la population économiquement active %								Population active: % des femmes par rapport à l'ensemble des 15-24 ans	Population active: variations annuelles 1990-1995 (%)	Taille de la population des 15-24 ans par rapport aux 25-54 ans						
									H 15-19 ans		F 15-19 ans		H 20-24 ans		F 20-24 ans								Année	%	Année
									1980	1995	1980	1995	1980	1995	1980	1995	1980	1995	H	F					
Italie	57.2	19,880	18	7	—	97	1.2	12	41	18	34	24	78	74	57	64	43	45	-2.5	-2	1980	26.2	1997	20.9	Italie
Pays-Bas	15.6	25,940	22	6	—	99	1.6	12	41	33	40	39	79	76	66	75	46	48	-3.7	-3.6	1980	28.8	1997	15.3	Pays-Bas
Norvège	4.3	34,510	23	6	—	99	1.9	6	40	48	36	32	81	81	65	68	44	47	-2.3	-2.2	1993	21.6	1997	22.9	Norvège
Portugal	9.8	10,160	21	7	—	100	1.5	15	76	36	54	38	92	85	69	68	41	45	-0.7	-0.3	1980	24.3	1997	19	Portugal
Espagne	39.7	14,350	21	5	—	100	1.2	7	46	52	33	24	85	83	55	64	40	44	-1	-0.1	1980	25.1	1997	23	Espagne
Suède	8.8	25,710	23	4	—	100	1.9	7	44	21	44	38	84	76	71	80	46	49	-1.8	-1.7	1980	19.9	1997	17.9	Suède
Suisse	7.2	44,350	21	5	—	100	1.5	6	57	26	52	46	85	79	75	80	47	48	-3.7	-2.9	1980	23.6	1997	16.6	Suisse
Royaume-Uni	58.1	19,600	23	7	—	100	1.7	9	59	24	53	53	90	76	65	75	43	46	-2.7	-3.3	1984	23	1997	16.2	Royaume-Uni
EUROPE DE L'EST									38	32	31	26	85	50	74	73	45	46	-0.2	0					
Albanie	3.4	820	35	40	—	96	2.7	65	55	49	31	28	88	86	68	72	38	41	-1.3	-0.4					Albanie
Bélarus	10.3	2,070	26	18	—	95	1.5	37	36	25	30	23	86	80	86	81	48	50	0.9	0.6					Bélarus
Bosnie-Herzégovine	3.6	*	25	17	—	—	1.4	—	25	21	21	18	81	81	55	62	41	43	-6.3	-6.1					Bosnie-Herzégovine
Bulgarie	8.5	1,190	22	19	—	97	1.5	27	27	15	33	26	83	80	78	83	49	53	0.8	-0.4	1990	21.5	1995	22.3	Bulgarie
Croatie	4.5	3,800	22	11	1	82	1.6	—	24	21	20	18	79	77	69	65	46	45	0.1	-0.2					Croatie
République tchèque	10.3	4,740	23	7	1	98	1.5	15	28	32	30	31	87	87	84	86	49	49	2.5	2.6	1993	24.3	1997	25.2	République tchèque
Estonie	1.5	3,080	27	16	—	94	1.4	41	34	30	27	24	86	79	83	74	46	46	-1.3	-0.8					Estonie
Hongrie	10	4,340	23	12	2	93	1.5	30	60	47	47	40	92	78	60	62	40	42	1.2	1.6	1992	24.3	1997	26.1	Hongrie
Latvie	2.5	2,300	24	20	—	84	1.5	40	33	25	31	26	85	78	83	81	48	49	-2.4	-1.5	1995	20.3	1997	20	Latvie
Lithuanie	3.7	2,280	27	18	—	—	1.6	36	27	29	21	19	83	74	79	71	47	46	-1.2	-0.7	1995	22.2	1997	24.5	Lithuanie
Moldova, République de	4.4	590	32	32	—	—	1.9	60	39	28	38	27	85	80	89	79	52	49	1.9	1.8					Moldova, République de
Pologne	38.6	3,230	27	14	—	97	1.7	19	46	27	31	23	83	82	68	63	43	43	2.2	2.4	1980	27.9	1997	22.9	Pologne
Roumanie	22.7	1,600	25	25	6	92	1.4	130	38	33	32	30	87	87	75	72	45	45	-1.6	-1.4	1995	26.8	1997	26.4	Roumanie
Russie, Fédération de	148.1	2,410	25	25	3	100	1.4	75	38	25	32	23	87	78	84	78	47	48	0.7	1.2	1992	21.2	1995	22	Russie, Fédération de
Slovaquie	5.3	3,410	28	11	—	—	1.6	—	32	33	30	31	87	75	81	86	47	48	2.1	2.1	1993	26.7	1997	27.9	Slovaquie
Slovénie	1.9	9,240	21	6	—	100	1.3	13	34	35	28	21	86	83	82	74	47	46	0	-0.3	1990	23	1997	23.4	Slovénie
Ex-République yougoslave de Macédoine	2.2	990	27	30	—	85	2	—	27	56	22	17	77	85	51	62	39	43	-0.2	0					Ex-République yougoslave de Macédoine
Ukraine	51.6	1,200	24	24	—	—	1.5	50	38	43	33	24	82	79	85	77	49	48	1.1	0.9					Ukraine
Yougoslavie	10.3	**	26	22	2	69	1.8	-	31	19	25	19	82	62	61	62	42	43	0.5	0.6					Yougoslavie

Notes: a. Le taux d'inscription/fréquentation est calculé à partir des taux nets d'inscriptions aux écoles primaires communiqués par l'UNESCO, et à partir des rapports de l'enquête nationale conduite auprès des ménages sur la fréquentation des écoles primaires. b. Plusieurs des taux de mortalité maternelle varient considérablement. #. Fréquentation scolaire dérivée à partir des enquêtes conduites auprès des ménages. * Niveau du PNB par tête estimé à \$785 ou moins. ** Niveau du PNB par tête estimé à \$9 636 ou plus.

Source: *The Progress of Nations, 1998. Nations-Unies. Les Taux (9) à (20) ont été calculés par la Division statistique des Nations-Unies, à l'aide de données provenant du BIT: Population active 1950-2010, 4e édition, 1996 (Paris); les taux (21) et (22) proviennent de la base de données des Nations-Unies.*

Table 2

		Taux de chômage en fonction de l'âge					Taux de chômage en fonction du sexe et de l'âge						
Année	PAYS	Age	H+M	H	F	15-24 ans	=25 ans	taux	25 ans et plus		15-24 ans		
									F	H	F	H	
AFRIQUE													
1997	Algérie	15+	26	27	24	38.7	7.9	4.9	2.1	9.3	14.4	46.2	
1995	Botswana	12+	22	19	23.9								
1995	Egypte	12-64	11	7.6		34.4	4.4	7.8	9.8	3	59	24.5	
1995	Maurice	12+	9.8	7.8	13.9	23.8	5.8	4.1	9.5	4.1	28.1	21.4	
AMERIQUES													
1991	Anguilla	15+	7.2	6.3	9								
1991	Antigua-et-Barbuda	15+	6	6.4	5.6								
1996	Argentine	10+	16	15	17.6	24.6	10.4	2.4	12.6	9.2	26.2	23.5	
1994	Aruba	15+	6.5	5.4	7.9								
1995	Bahamas	15+	11	10	12	23.7	10.1	2.3	9	7.4	23.6	18.1	
1995	Barbades	15+	20	17	22.9	38.1	15.1	2.5	18.1	12.1	43.2	33.3	
1996	Belize	14+	14	12	18.6	25.6	9.6	2.7	12.2	8.4	33.3	21.9	
1996	Bolivie	10+	4.2	3.7	4.5	7	3.4	2.1	3.3	3.5	8.5	5.5	
1996	Brésil	10+	6.9	5.7	8.8	12.6	4.6	2.7	6	3.7	16.1	10.3	
1997	Canada	15+	9.2	9.2	9.2	16.7	7.8	2.1	7.8	7.8	15.7	17.6	
1997	Colombie	12+	12	9.8	15.1	35.1	5.8	6.1	6.7	5	42.3	28.6	
1997	Costa Rica	12+	5.7	4.9	7.5	5.4	1.8	3	2.5	1.5	7.3	4.4	
1997	Chili	15+	5.3	4.7	6.6	13	4	3.3	4.9	3.5	14.7	12	
1997	République dominicaine	14+	16	9.5	28.6	32	8.7	3.7	17.8	4.9	59.4	19.8	
1997	Equateur	10+	9.2	7	12.7	18.9	6.2	3	8.8	4.5	24.5	15.1	
1997	El Salvador	10+	8	9.5	5.3	13.1	5.2	2.5	3.8	6.1	14.3	12.5	
1991	Grenade	15+	14	15	12.7								
1989	Guadeloupe	16+	24	16	34	29.5	13.5	2.2	18.7	9.6	40.4	21.1	
1992	Guyana	15+	12	8.4	18.1								
1991	Guyane française	16+	9.7	8.2	11.6								
1997	Honduras	10+	3.2	3.2	3.2	10.6	1.3	8.2	1	1.4	13.3	9.5	
1996	Jamaïque	14+	16	9.9	23	35.2	8.5	4.1	12.6	4.9	47.7	25.3	
1997	Mexique	15+	3.5	2.9	4.7	6.6	2.4	2.8	3.3	2	8.4	5.6	
1997	Nicaragua	10+	13	13	14.8	11.1	11.9	0.9	16.4	9.6	16.7	8.6	
1996	Panama	15+	14	11	20	27.3	9.9	2.8	15.5	6.9	35.6	23	
1996	Paraguay	10+	8.2	7.8	8.6	6	2.4	2.5	4.4	1.7	7.9	5.2	
1997	Pérou	14+	7.7	6.8	8.9	13.2	5.2	2.5	6	4.6	14.2	12.4	
1997	Porto Rico	16+	14	14	12.1	26.4	11.6	2.3	8.5	13.7	23.3	28.3	
1996	Sainte-Lucie	15+	16	14	19.3								
1991	St-Vincent-et-les-Grenadines	15+	20	18	22.1								
1996	Suriname	15+	11	7.9	16.4	26.1	4.4	5.9	12.4	2.8	28.2	25.1	
1996	Trinité-et-Tobago	15+	16	13	21	28.5	12.7	2.2	16.5	10.4	36	23.5	
1997	Etats-Unis	16+	4.9	4.9	5	11.3	3.8	3	3.9	3.6	10.7	11.8	
1995	Uruguay	14+	10	8	13.2	24.6	6.2	4					
1995	Venezuela	15+	10	9	12.8	19.1	7.6	2.5	9.1	6.9	24.5	16.7	
1991	Iles Vierges britanniques	15+	3.3	3.4	3.1								
ASIE													
1996	Bangladesh	10+	2.5	2.7	2.3								
1997	Chine			...	3								
1996	Chypre	14+	3.1	2.3	4.3	1.8	2.3	0.8	3.2	1.7	3	1.1	
1997	Hong Kong, Chine	15+	2.2	2.3	2	5	1.8	2.8	1.6	1.9	4.4	5.6	
1996	Indonésie	10+	4	3.3	5.1	8.7	1	8.7	1	1	9.1	8.5	

Année	PAYS	Taux de chômage en fonction de l'âge					Taux de chômage en fonction du sexe et de l'âge					
		Age	H+M	H	F	15-24 ans	=25 ans	taux	25 ans et plus		15-24 ans	
									F	H	F	H
1997	Israël	15+	7.7	6.8	8.8	14.9	6.3	2.4	7.2	5.7	16	13.9
1997	Japon	15+	3.4	3.4	3.4	6.6	2.9	2.3	2.9	2.9	6.3	6.9
1997	Corée, République de	15+	2.6	2.8	2.3	7.7	1.9	4.1		2.2	6.6	9.4
1997	Macao	14+	3.1	3.7	2.5	8	2.6	3.1	2.2	3	5.3	10.8
1995	Pakistan	10+	5.4	4.1	13.7	9	3.7	2.4	12.6	2.4	18.1	7.6
1997	Philippines	15+	7.9	7.5	8.5	15.7	5.5	2.9	5.7	5.5	18.5	14.1
1997	Singapour	15+	2.4	2.4	2.4	5.1	2	2.6	1.8	2.2	5.6	4.5
1996	Sri Lanka	10+	11	8	17.6	24.7	6	4.1	9.8	4	31.2	20.2
1991	République arabe syrienne	10+	6.8	5.2	14							
1997	Tadjikistan	...	2.7	2.4	2.9							
1997	Thaïlande	13+	0.9	0.9	0.9	2.2	0.5	4.4	0.7	0.4	1.8	2.5
1995	Ouzbékistan	...	0.4	0.3	0.5							
EUROPE DE L'OUEST												
1996	Autriche	15+	5.3	5.3	5.2	6.5	4.1	1.6	4.4	3.9	7.6	5.5
1997	Belgique	15+	9	7.1	11.5	21.3	7.6	2.8	9.9	6	25.7	17.6
1997	Danemark	15+	5.4	4.5	6.4	8.1	4.8	1.7	5.7	4.1	9.9	6.6
1997	Finlande	15-74	14	14	15.1	24.8	13	1.9	13.6	12.4	26.6	23.3
1997	France	15+	12	11	14.2	28.1	10.9	2.6	12.5	9.5	32.8	24.6
1997	Allemagne	15+	9.8	8.9	10.9	10	9.7	1	11.1	8.7	9.6	10.3
1997	Grèce	15+	9.6	6.2	14.8	31	6.8	4.6	10.6	4.5	40.6	22.2
1997	Islande	16-74	3.9	3.3	4.5	7.4	3.2	2.3	3.9	2.5	6.7	8.1
1997	Irlande	15+	10	10	10.3	16.1	9	1.8	8.9	9	15.2	16.9
1993	Ile de Man	...	5	6.3	3.1							
1997	Italie	15+	13	9.7	16.9	33.6	9.1	3.7	12.7	7	39.3	29.1
1997	Luxembourg	15+	2.5	1.8	3.6	7.3	2	3.7	2.8	1.5	9.2	5.6
1997	Malte	16-61	5	5.8	2.8	5.2	3.5	1.5	2	3.8	2.8	7.2
1997	Pays-Bas	15+	5.5	4.4	7	9.5	5.5	1.7	6.9	4.4	10	9.1
1997	Norvège	16+	4.1	4	4.3	10.6	3.1	3.4	3.2	3	11.1	10.1
1997	Pologne	15+	11	9.5	13.2	24.6	9.4	11.2	7.8	28	21.9	
1996	Portugal	15+	7.5	6.6	8.5	11.8	5.3	2.2	5.7	5	12.4	11.3
1997	Saint- Marin	14+	4.4	1.9	7.3							
1997	Espagne	16+	21	16	28.3	37.1	17.2	2.2	24.1	13.1	46.1	30.3
1997	Suisse	15+	4.1	4.3	3.9	5.9	3.8	1.6	3.9	3.7	3.8	7.9
1997	Suède	16+	7.9	8.3	7.5	15.4	7	2.2	6.7	7.4	14.3	16.3
1997	Turquie	15+	6.4	6	7.4	15.4	3.9	3.9	4	3.9	17.5	14.2
1997	Royaume-Uni	16+	7.1	8.1	5.8	13.5	5.9	2.3	4.7	6.8	11	15.6
EUROPE DE L' EST												
1995	Bélarus	...	2.7	2.2	3.3	5.9	1.9	2.5	1.3	7.6	4.3	
1996	Bulgarie	15+	14	14	14.1	26.3	7	8.2	5.8	27.4	25.1	
1993	Croatie	...	17	14	20.1	22.6	8.7	10.3	7.4	26.5	19.6	
1997	République tchèque	15+	4.7	3.8	5.8	8.4	4	5	3.1	9.9	7.3	
1996	Estonie	15-69	10	11	9.2	1.8	0.5	0.6	0.5	1.8	1.8	
1997	Hongrie	15-74	8.7	9.5	7.7	15.9	7.4	6.7	8.1	14.5	16.9	
1997	Latvie	15+	14	14	14.6	27	14.4	14	14.8	28	26.4	
1997	Lithuanie	...	6.7	6.6	6.9	26.2	12.1	12.8	11.5	23	28.3	
1996	Ex-République yougoslave de Macédoine	...	39	35	44.5	49.3	27.1	32.2	23.9	54.4	45.7	
1997	Roumanie	15+	6	5.7	6.4	17.8	3.8	4	3.7	21	15.5	
1996	Russie, Fédération de	15-72	9.3	9.6	9	16.6	6.9	6.4	7.5	17.1	16.2	

Année	PAYS	Taux de chômage en fonction de l'âge					Taux de chômage en fonction du sexe et de l'âge					
		Age	H+M	H	F	15-24 ans	=25 ans	taux	25 ans et plus		15-24 ans	
									F	H	F	H
1997	Slovaquie	15+	12	11	12.5	22.2	9.5	10.7	8.5	21.9	22.5	
1997	Slovénie	15+	7.1	7	7.3	18.1	5.2	5.2	5.3	20	16.5	
1997	Ukraine	15-70	8.9	9.5	8.4	14.3	4.3	3.8	4.8	12.7	16	
AUSTRALASIE												
1997	Australie	15+	8.4	8.6	8.1	15.9	6.6	6.3	6.8	14.6	17.2	
1997	Nouvelle-Zélande	15+	6.7	6.6	6.7	13	5.1	5.1	5.1	12.9	13.1	

Sources: BIT 1999. *Key Indicators of the Labour Market 1999*. (KILM8: *Unemployment and KILM9: Youth Unemployment*)

Tableau 3

	(1) Proportion scolarisée		(2) Proportion en apprentissage		(3) Proportion non scolarisée & ne travaillant pas		(4) Taux d'emploi		(5) Taux de chômage	
	1984	1997	1984	1997	1984	1997	1984	1997	1984	1997
Hommes -18										
Australie	26.4	41.6	18.1	11.9	2.1	3.8	66	53.7	17.2	16.3
Danemark	41.5	51.7	30.6	29.1	1.7	2.3	66.3	70.3	8	9.3
France	54.8	80.7	8.1	8.3	3.2	2.6	27.2	15	15.3	5.2
Allemagne	37.1	41.1	41.1	45.8	1	3.4	61.8	53	5	2.8
Irlande	41.8	63.5	6.1	2.4	1.3	3.4	43.5	27.1	18.3	8.6
Italie	56.4	68.7	0.4	0	2.9	6.4	30.8	18.9	12.2	8.1
Luxembourg	44	72.1	21.8	6.7	3.1	3.6	50.5	16.3	3.6	5.5
Pays-Bas	68.1	73	3.3	7.1	4.5	6.3	26.3	56.8	10.6	5.5
Royaume-Uni	29.2	34.6	15.1	12.4	2.4	11.4	59	61.8	21	12.4
Etats-Unis	60.9	67.4			1.1	6.8	46.3	43.3	17.9	12.7
OCDE moyenne non pondérée	48.8	63.6	11.3	11.5	3	4.7	43.8	35.4	13	9.1
Hommes -22										
Australie	10.2	17.2	7.8	4.3	1.9	4.3	81.3	73.1	12.2	16.7
Danemark	20	33.2	7.8	10.9	3.7	6.7	75.3	66.9	8.4	8.1
France	15	43.1	0.4	2	2.6	3.3	72.6	42.1	14.3	15.6
Allemagne	23.8	26.1	5.1	9	1.4	4.2	68.3	66.4	8.5	8.4
Irlande	11.9	22.4	1.8	3.1	2.4	4	69.4	60.7	20.1	14.4
Italie	24.5	29.5	0.2	0.2	3.4	9.1	58.7	46	17.3	18.1
Luxembourg	16.8	28.2	1.9	1.3	1	1.7	82.2	65.3	2.9	5.9
Pays-Bas	39.6	48.5	2.4	3.9	2.8	4.9	58.2	72.7	16	3.6
Royaume-Uni	14.6	18.2	1.3	3.5	2.3	8.4	76	72.8	15.1	11.5
Etats-Unis	25.5	29.6			0.9	5.6	76.1	78.2	12.4	5
OCDE moyenne non pondérée	21.5	32.7	2.3	2.9	2.8	4.6	67.6	60.6	14.4	12.1
Femmes -18										
Australie	28.6	51.4	6.5	7.5	6.9	5.5	59.3	50.9	14.6	17.5
Danemark	50.2	78.3	21.3	6.1	3.3	1.7	57.3	54.4	7.1	12.1
France	61	86.5	2.3	3.8	4.4	2.7	16.3	6.3	20.5	5.7
Allemagne	43.3	49.4	29.6	35.6	2.5	5.5	53.1	39.6	6.6	4.1
Irlande	50.6	77	1.4	1	2.2	3.8	37.1	16.4	18.6	7.9
Italie	54.3	75.3	0.4	0.2	11.9	9	20.5	10.3	16.6	7.2
Luxembourg	45.4	81	7.5	2.1	3.4	1.9	50.3	15.4	3	2.2
Pays-Bas	65.9	78	0.8	5.3	4.8	4.9	27.4	54	12.8	7.8
Royaume-Uni	31.5	41.9	4.4	6.1	10.8	16.2	56.4	59.5	14.9	7.2
Etats-Unis	56.2	65.7			8.6	11.6	42.5	47.1	17.7	8
OCDE moyenne non pondérée	50.6	70.6	5.8	6.5	8.1	5.8	36.6	29.9	13.5	9.4

	(1) Proportion scolarisée		(2) Proportion en apprentissage		(3) Proportion non scolarisée & ne travaillant pas		(4) Taux d'emploi		(5) Taux de chômage	
	1984	1997	1984	1997	1984	1997	1984	1997	1984	1997
Women -22										
Australie	10.8	20.3	3.4	4	20.5	13.5	67.2	67.9	7.7	11.8
Danemark	17.4	38.8	15.3	14	7.5	6.5	73.4	62.7	11.1	11.6
France	16.7	44.3	0.2	1.5	14.4	7.8	59.1	38.5	16.1	17.8
Allemagne	19.7	23.7	3.4	9.2	12.7	15.2	63.3	59.5	7.2	7.4
Irlande	7.1	22	0.7	2.4	16	7.6	69	62.5	10.4	8.9
Italie	19.5	39.9	0.2	0.3	22.7	16.5	41.3	30.2	20	18.2
Luxembourg	8.7	24.5	1.3	1.8	13	9.6	78.6	61.5	0.5	3.9
Pays-Bas	24	48.2	1.1	1.2	14	8.6	64.3	72.6	9.3	4.8
Royaume-Uni	9.2	18.2	0.8	1.6	26.1	21.4	59.4	63.7	10.1	6.8
Etats-Unis	19.8	31.7			15.8	19.8	65.5	61.3	11.3	6.9
OCDE moyenne non pondérée	17.4	35.1	2.1	2.9	18.2	11.2	57.6	53.6	12.4	11.6
Total -18	1984	1997	1984	1997	1984	1997	1984	1997	1984	1997
Australie	27.5	46.4	12.3	9.7	4.5	4.6	62.6	52.3	15.9	16.9
Danemark	45.8	66.1	26	16.6	2.5	2	61.9	61.7	7.5	10.8
France	58	83.5	5.1	6.1	3.8	2.6	21.5	10.8	18	5.4
Allemagne	40.2	45	35.3	40.9	1.7	4.4	57.4	46.6	5.8	3.4
Irlande	46.1	69.8	3.8	1.7	1.7	3.6	40.3	22.1	18.4	8.3
Italie	55.3	71.8	0.4	0.1	7.4	7.7	25.6	14.8	14.4	7.6
Luxembourg	44.6	76.7	15	4.3	3.2	2.7	50.4	15.8	3.3	3.9
Pays-Bas	67	75.6	2	6.2	4.7	5.6	26.9	55.3	11.7	6.7
Royaume-Uni	30.3	38.2	9.8	9.4	6.6	13.7	57.8	60.7	17.9	9.9
Etats-Unis	58.6	66.6			4.7	9.2	44.4	45.2	17.8	10.4
OCDE moyenne non pondérée	49.7	67.1	8.6	8.9	5.6	5.2	40.2	32.6	13.3	9.3
Total -22	1984	1997	1984	1997	1984	1997	1984	1997	1984	1997
Australie	10.5	18.8	5.5	4.1	11.5	8.9	74.1	70.5	9.9	14.3
Danemark	18.7	35.7	11.5	12.3	5.6	6.6	74.3	65	9.7	9.7
France	15.9	43.7	0.3	1.8	9	5.7	65.2	40.2	15.3	16.8
Allemagne	21.8	24.9	4.3	9.1	7	9.7	65.8	62.9	7.9	7.9
Irlande	9.7	22.2	1.3	2.7	8.8	5.8	69.2	61.6	15.5	11.6
Italie	21.9	34.8	0.2	0.3	13.3	12.9	49.8	38	18.7	18.2
Luxembourg	12.6	26.4	1.6	1.5	7.2	5.5	80.3	63.5	1.7	4.9
Pays-Bas	31.9	48.3	1.8	2.6	8.4	6.7	61.2	72.6	12.7	4.2
Royaume-Uni	12	18.2	1.1	2.6	13.9	14.7	67.9	68.4	12.7	9.2
Etats-Unis	22.5	30.6			8.8	12.6	70.5	69.9	11.8	6
OCDE moyenne non pondérée	19.4	33.9	2.2	2.8	10.7	7.9	62.4	57.1	13.4	11.8

Source: OECD School to work database.

IX. Notes

1. Ce document est inspiré des travaux du Prof. D. Blanchflower: "*What Can Be Done to Reduce the High Levels of Youth Joblessness in the World?*", qui seront publiés prochainement par le BIT.
2. *Statistical Charts and Indicators on the Situation of Youth, 1980-1995*, Nations-Unies, New York, 1998.
3. Ibid. Tableau 1, p.9.
4. Les déterminants de la proportion hommes/femmes sont: l'urbanisation (bien que la majorité des jeunes vivent toujours dans les zones rurales), le taux de mortalité plus élevé chez les filles, la préférence du sexe à la naissance, et les tendances à l'émigration chez les jeunes hommes.
5. Source: *The Global Situation of Youth in the 1990s: Trends and Prospects, 1993*, Nations-Unies, New York, Tableau 3. Notes: pourcentage des jeunes âgés de 15 à 24 ans par rapport aux travailleurs âgés de 15 à 64 ans.
6. Source: *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation, Statistical Yearbook, 1990*, Nations-Unies, Paris, Tableau 2.11. La proportion des élèves d'écoles secondaires a augmenté de 25,6 pour cent en 1970 à 47,1 pour cent en 1990 en Afrique, de 37,5 pour cent à 46,6 pour cent en Asie, de 49,8 pour cent à 71,6 pour cent en Amérique latine et aux Caraïbes.
7. On obtient le taux brut de scolarisation en divisant le nombre des étudiants inscrits dans les écoles post-secondaires, les collèges et les universités par le nombre des jeunes âgés des 20-24 ans.
8. 3,4 pour cent pour l'Afrique sub-saharienne; 13,1 pour cent pour les Etats arabes; 18 pour cent pour l'Amérique latine et les Caraïbes; 7,2 pour cent pour l'Asie de l'est et l'Océanie; 8,2 pour cent pour l'Asie du sud; et 3,3 pour cent pour les pays les moins développés. Source: UNESCO, *Annuaire statistique*, Paris, UNESCO, 1995.
9. Source: *Report on the World Social Situation, 1997*, Nations-Unies, New York, p.49.
10. De nombreuses autres données de régression linéaire sont disponibles depuis 1980, mais nous ne présentons que les estimations les plus récentes par mesure de simplification.
11. Les données listées ont été analysées pour les pays indiqués dans le tableau 2, et pour la période 1980-97 (certains pays disposaient de beaucoup moins de données). Le taux de chômage a été analysé par régression linéaire en fonction du chômage des plus de 25 ans, ainsi que d'un groupe témoin de jeunes âgés de 17 ans, et a permis d'obtenir les coefficients suivants relatifs au chômage des adultes. Les résultats n'ont pas été présentés séparément pour l'Afrique car il n'y avait que 14 références, néanmoins comprises dans l'échantillon total.

	Coefficient du taux des 25+	Coefficient du taux des 25+ plus effets invariables des pays	N
Tous pays confondus	2.07	1.61	694
OCDE	1.91	1.67	393
Asie	2.76	1.83	85
Amérique latine	2.22	1.76	153
Pays ex-communistes	2.01	Ne s'applique pas	49
Hommes	1.95	1.71	687
Femmes	2.15	1.27	687

Lorsqu'on fait entrer en ligne de compte les groupes témoins de l'ensemble des 85 pays, afin de mettre en évidence les différences entre les divers systèmes d'indemnisation du chômage, et entre certains autres facteurs invariables, on constate que les estimations indiquées dans la seconde colonne sont inférieures (la période étudiée est trop courte en ce qui concerne les pays de l'Europe de l'est pour pouvoir estimer l'importance des effets invariables pour l'Europe de l'est). Les hausses du chômage global ont eu un effet particulièrement désastreux chez les jeunes. La règle du doublement semble s'appliquer dans ce cas, ce qui signifie qu'il faut résoudre le problème du chômage des adultes avant de résoudre celui des jeunes.

12. Blanchflower et Freeman, 1999b
13. Card et Krueger, 1995
14. Berman, Bound et Machin, 1998; Berman et Machin, 1999; Machin et van Reenan, 1998.
15. O'Higgins, 1997.
16. L'OCDE a été créée par un accord signé à Paris en 1960. Les membres fondateurs sont l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les pays suivants sont ensuite devenus membres aux dates indiquées - Japon (1964); Finlande (1969); Australie (1971); Nouvelle-Zélande (1973); Mexique (1994); République tchèque (1995); Hongrie (1996); Pologne (1996) et République de Corée (1996).
17. Cette section s'est fortement inspirée de Blanchflower et Freeman (1999a).
18. Blanchflower et Freeman, 1999; Korenman et Neumark, 1999.

19. Ces pays sont: l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, la Grèce, la Hollande, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, et l'Allemagne de l'ouest.
20. Dans un certain nombre de cas, on a constaté une forte corrélation entre la scolarisation et le chômage, (Allemagne, Hollande, Portugal, et Danemark); dans d'autres, la corrélation entre la scolarisation et le chômage global était négative (Italie, Luxembourg, Royaume-Uni, Belgique); dans d'autres encore, il n'y avait que peu de rapport entre la scolarisation et le chômage global (Etats-Unis, Canada, Espagne, Irlande, Grèce).
21. En 1997, 85 pour cent des adolescents de 18 ans étaient étudiants à plein temps, 1 pour cent seulement travaillaient en même temps qu'ils étudiaient, 3 pour cent travaillaient à plein temps.
22. En 1997, 18 pour cent des adolescents de 18 ans étaient étudiants à plein temps, 30 pour cent travaillaient en même temps qu'ils étudiaient, et 38 pour cent travaillaient à plein temps.
23. Aux Etats-Unis, 61 pour cent des jeunes hommes de 19 ans et 56 pour cent des jeunes femmes de 19 ans étaient étudiants en 1984, ce qui est très supérieur aux moyennes OCDE par sexe (48,8 pour cent pour les hommes, et 50,6 pour cent pour les femmes). En revanche en 1997, le pourcentage des jeunes étudiants américains de 18 ans était inférieur à la moyenne OCDE, tandis que celui des jeunes étudiantes américaines était légèrement supérieur.
24. Freeman et Rodgers, 1999, p.2.
25. Blanchflower et Oswald, 1994.
26. Franz et al., 1999.
27. Blanchflower, Jackman et Saint-Paul, 1995.
28. Edin et Holmlund, 1999.
29. Abowd et al., 1999.
30. Le salaire horaire d'un travailleur américain du 9^e décile par rapport à un travailleur du 1^{er} décile a augmenté d'environ 20 pour cent pour les hommes et 25 pour cent pour les femmes (Freeman et Katz, 1995, p.7).
31. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, on a constaté une aggravation de l'écart des salaires. Ces sont l'Argentine, le Brésil, le Mexique, Panama, le Paraguay et le Venezuela. Cependant, cet écart s'est *réduit* en Bolivie, au Chili, en Colombie et en Uruguay.
32. Ces pays étaient l'Australie, l'Autriche, l'Irlande, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, l'Irlande du Nord, la Norvège, la Suisse, les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest.
33. En Suède, les salaires relatifs sont restés à peu près constants jusqu'en 1991.

34. D'après Card et Krueger (1995) le salaire minimum n'a eu aucun effet négatif sur l'emploi aux Etats-Unis, bien que ceci ait été controversé par Neumark and Wascher (1996). Même si le salaire minimum a eu une influence, elle a été faible. D'après Dolado et al. (1996), le salaire minimum n'a pas eu d'effet négatif non plus aux Pays-Bas, ni en Espagne, ni au Royaume-Uni, ni en France. En revanche, Abowd et al. (1999) affirment que l'augmentation des salaires minimum en France a provoqué une baisse de l'emploi des travailleurs jeunes, moins qualifiés. Cet effet est particulièrement marqué pour une petite catégorie de jeunes dont le salaire est proche du salaire minimum.
35. Blanchflower et Freeman, 1999b; OCDE, 1996.
36. Les résultats des tests de l'enquête internationale de l'OCDE sur le degré d'instruction des adultes, obtenus pour des travailleurs plus jeunes et des travailleurs moins jeunes, infirme cette version, sauf en ce qui concerne les Etats-Unis et l'Irlande. L'enquête conduite en 1994, a soumis des adultes de plusieurs pays au même test afin d'évaluer leur degré d'instruction en lecture et en écriture.
37. Freeman et Wise sont arrivés à la même conclusion dans leur introduction à l'ouvrage intitulé "Youth Labour Market" publié en 1983 - "l'activité économique globale est un facteur déterminant du niveau de l'emploi des jeunes" (Freeman et Wise - 'Introduction', 1983, p.15).
38. Oswald, 1999.
39. Source: *The World Factbook of Criminal Justice Systems*, US Department of Justice, Bureau of Justice Statistics – téléchargeable à <http://www.ojp.usdoj.gov/bjs/abstract/wfcj.htm>.
40. Freeman, 1999; Gregg et Machin, 1999.
41. Voir Blanchflower et Oswald (1999).
42. Source: *Report on the World Social Situation, 1997*, Nations-Unies, New York, p.124.
43. Blanchflower et Oswald (1998a). Les principales sources des données sont l'"International Social Survey Programme" et les "Eurobarometer Surveys", y compris les six (huit à l'heure actuelle) "East European Eurobarometers". A titre de comparaison, le document a analysé les données occidentales à partir des mêmes sources.
44. Pour avoir une vue d'ensemble des marchés de l'emploi en Argentine, au Brésil, au Chili et au Mexique, voir OCDE (1994) pp.33-51.
45. OIT. *Panorama Laboral 1997*.

46. Source: *Social Panorama of Latin America, 1997*, Economic Commission for Latin America and the Caribbean, Nations-Unies, Santiago, Chili.
47. Dans les pays de l'OCDE, le taux de chômage chez les jeunes n'ayant pas reçu une instruction secondaire complète, était de 12,3 pour cent en 1995, tandis qu'il était de 4,2 pour cent chez ceux qui avaient suivi des études universitaires. En Grèce et en République de Corée, ces taux s'élevaient à 6,3 et 8,1 pour cent et à 1 et 2 pour cent respectivement. Source: *Perspectives de l'emploi*, OCDE 1998, p.202.
48. Source: BIT, *Latin America and the Caribbean, Labour Overview 1998*.
49. Source: *Statistical Charts and Indicators on the Situation of Youth, 1980-1995*, Nations-Unies, New York, 1998.
50. Source: Tardanico (1997).
51. Morley, 1995.
52. Source: *Social Panorama of Latin America, 1997*, ECLAC, Santiago, Chili, p.217.
53. BIT, 1998.
54. Ces programmes sont examinés dans le contexte d'une baisse de l'emploi dans le secteur public en Argentine et au Chili. Ces réductions étaient survenues antérieurement et sont plus prononcées en Argentine à la fois dans les secteurs gouvernementaux militaires et civils, au Chili dans le secteur civil uniquement. La baisse des emplois dans le secteur public est moins prononcée dans les autres pays d'Amérique latine (Tardanico et Larin, 1997).
55. Bien que ces régions soient très différentes, nous les avons présentées dans une seule et même section, car elles ont en commun la rareté relative des données et l'orientation à long terme des évaluations des programmes et des politiques.
56. Chadha, 1998.
57. BIT/SAMAT, 1998.
58. Statistics South Africa, 1998, p.27.
59. Chadha, 1998.
60. Ces études concernent les pays suivants: Liban (Khalaf, 1997); Inde (Visaria, 1998), Indonésie (Juoro, 1998), Viet Nam (Nguyen, 1997), Zimbabwe (Kanyenze, 1997), Tanzanie (Mjema, 1997), Cameroun (Mamder, 1997a), Mali (BIT, 1997). Le BIT a également commandité des études générales pour l'Asie (Chadha, G.K., 1998) sur le Sri Lanka, les Philippines, l'Inde et l'Indonésie, et pour les pays anglophones d'Afrique (BIT, 1999) sur l'Egypte, le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

61. Chadha, 1998.
62. BIT/SAMAT, 1999.
63. BIT /SAMAT, 1999.
64. BIT, 1999a.
65. BIT /SAMAT, 1999.
66. Chadha, 1997; BIT, 1999a.
67. BIT, 1999a.
68. Freeman et Lindauer, 1999, p.6.
69. Voir Blanchflower, 1996, 1999b sur les salaires; Blanchflower, 1999b sur la "densité syndicale" et Blanchflower et Oswald, 1999b sur le chômage; Blanchflower, 1999a sur les emplois indépendants; Blanchflower et Oswald, 1999a sur le bien-être et la satisfaction face au travail; Blanchflower et Oswald, 1999c sur la satisfaction face au travail.
70. "un schéma conceptuel résumant de manière empirique les différences de revenus entre des personnes ayant effectué des études de niveaux différents et ayant eu des expériences post-scolaires de durées différentes. Son approche est devenue un modèle pour les régressions log-linéaires sur les salaires, dans lesquelles le coefficient estimé du nombre d'années de scolarité pourrait de manière simplifiée, être interprété comme le bénéfice personnel d'une année supplémentaire de scolarité." T. Paul Schultz: "Integrated Approaches to Human Resource Development" <http://www.worldbank.org/html/extdr/hnp/hddflash/hcwp/hrwp038.html>.
71. OCDE, 1994; Layard, Nickell et Jackman, 1991; Nickell, 1997; Nickell et Layard, 1999.
72. Oswald, 1996, 1997a, 1999; OCDE, 1999b.
73. Les différentes variables syndicales sont bien approximées, mais assorties du mauvais signe - en fait, un excédent de main d'œuvre syndiquée fait baisser le chômage. L'écart de rendement est présent afin de contrôler les effets du cycle. Le problème réside dans le fait que la régression OCDE est interprétée de manière excessive (c'est-à-dire trop de variables et trop peu d'observations). Le modèle corroborant la thèse inverse (Layard, Nickell et Jackman, 1991) souffre d'autres insuffisances statistiques, notamment l'absence d'une variable directionnelle.
74. Ces résultats contrastent grandement avec les conclusions antérieures de Perspectives de l'emploi (OCDE, 1993, p. 70).
75. Pour les pays européens de l'OCDE, le taux de chômage était de 2,7 pour cent en 1970, 6 pour cent en 1980, 6,4 pour cent en 1990 et 9,7 pour cent en 1998 (Source: OCDE Statistiques de la population active, 1973-1993; et Perspectives de l'emploi, 1999).
76. Blanchflower, 1996.

77. Oswald, 1997a.
78. Blanchflower et Oswald, 1994; Freeman et Rodgers, 1999.
79. The countries are Austria (unemployment = 3.7 percent, benefits = 31.0 percent), Belgium (8.1, 42.3), Denmark (10.8, 51.9), Finland (10.5, 38.8), France (10.4, 37.2), West Germany (5.4, 28.1), Ireland (14.8, 29.3), Italy (8.2, 2.5), Netherlands (7.0, 51.3), Norway (5.5, 38.8), Portugal (5.0, 34.4), Spain (18.9, 33.5), Sweden (4.4, 37.8), Netherlands (2.3, 21.9), UK (8.9, 17.5), Canada (9.8, 27.8), US (6.2, 11.1), Japan (2.3, 9.9), Australia (9.0, 26.5), New Zealand (8.9, 30.4). Source: Oswald (1999).
80. Source: OCDE. Perspectives de l'emploi, 1999, Tableau H.
81. Ces pays sont l'Autriche (chômage = 3,7 pour cent, taux d'imposition sur les salaires = 22,6 pour cent), la Belgique (8,1 et 21,5), le Danemark (10,8 et 51,9), la Finlande (10,5 et 38,8), la France (10,4 et 37,2), l'Allemagne de l'Ouest (5,4 et 28,1), l'Irlande (14,8 et 7,1), l'Italie (8,2 et 40,2), les Pays-Bas (7,0 et 27,5), la Norvège (5,5 et 17,5), le Portugal (5,0 et 14,5), l'Espagne (18,9 et 33,2), la Suède (4,4 et 37,8), la Suisse (2,3 et 14,5), le Royaume-Uni (8,9 et 13,8), le Canada (9,8 et 13), les Etats-Unis (6,2 et 20,9), le Japon (2,3 et 16,5) et l'Australie (9 et 2,5). Les données relatives aux impôts sur les salaires en Nouvelle-Zélande n'étaient pas disponibles. Une droite tracée parmi les résultats en suivant une régression donne une pente horizontale. Le coefficient R^2 est inférieur à 0,01. Source: Oswald (1999).
82. Ces pays sont l'Autriche (chômage = 3,7 pour cent, proportion de la main-d'œuvre syndiquée = 46,2 pour cent), la Belgique (8,1 et 51,2), le Danemark (10,8 et 71,4), la Finlande (10,5 et 72), la France (10,4 et 9,8), l'Allemagne de l'Ouest (5,4 et 32,9), l'Irlande (14,8 et 49,7), l'Italie (8,2 et 38,8), les Pays-Bas (7 et 25,5), la Norvège (5,5 et 56), le Portugal (5 et 31,8), l'Espagne (18,9 et 11), la Suède (4,4 et 82,5), la Suisse (2,3 et 26,6), le Royaume-Uni (8,9 et 39,1), le Canada (9,8 et 35,8), les Etats-Unis (6,2, et 15,6), le Japon (2,3 et 25,4), l'Australie (9,0 et 40,4), la Nouvelle-Zélande (8,9 et 44,8). Une droite tracée parmi les résultats en suivant une régression donne une pente négative. Le coefficient R^2 est inférieur à 0,01. Source: Oswald (1999).
83. Nous remercions Andrew Oswald and Mark Hooker de nous avoir communiqué des données actuelles sur le prix du pétrole. Ces données mettent à jour les séries annuelles utilisées par Carruth, Hooker et Oswald de 1994 à 1998. Le chômage est le taux standard pour les 16 ans et plus, le prix réel du pétrole est obtenu en divisant l'indice des prix à la production pour le pétrole brut par le déflateur du PNB (E-U).
84. La simple corrélation entre le chômage aux Etats-Unis et le prix du pétrole décalé de quatre trimestres est de 0,72; elle diminue de façon constante à 0,64 pour le prix non décalé.

85. *Integrated Approaches to Human Resource Development*, Banque mondiale.
86. Maloney et Savage, 1996, p.201.
87. Chapple et al. (1996) (p.169, 1996).
88. Le niveau des indemnités de réparation a apparemment beaucoup baissé aux Pays-Bas depuis 1993, en raison du nombre décroissant des personnes considérées comme handicapées (Nickell et van Ours, 1999).
89. OCDE, 1999; Barrell et Genre, 1999.
90. La part du budget allouée aux programmes pour la promotion de l'emploi a augmenté de 3,22 pour cent du PNB en 1990 à 4,69 pour cent en 1993-1994, puis elle est passée à 4,86 pour cent en 1996-97. La part du budget allouée aux indemnités de chômage est passée de 3,22 pour cent du PNB en 1990 à 3,82 pour cent en 1994, puis à 3,14 pour cent en 1998.
91. Barrell et Genre, 1999.
92. Au Danemark, la part du budget allouée aux programmes pour la promotion de l'emploi est passée de 5,66 pour cent du PNB en 1990 à 7 pour cent en 1994, puis à 5,63 pour cent en 1998, mais la part allouée aux indemnités de chômage a baissé de 3,78 pour cent en 1994 à 1,86 pour cent en 1998.
93. Source: *Statistical Yearbook of the Netherlands*, Statistics Netherlands.
94. Source: OCDE *Perspectives de l'emploi*, 1997, Tableau 3.3, p.71.
95. Card et Krueger, 1995.
96. Dolado et al. 1996.
97. Les pays étudiés sont le Ghana, l'Île Maurice, le Maroc, la Tunisie, l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, le Sri Lanka, la Thaïlande, l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Vénézuéla.
98. Blanchflower et Oswald, 1998b.
99. Voir par exemple, Blanchflower et Oswald, 1998b; Evans et Jovanovic, 1989; Evans et Leighton, 1989; Holtz-Eakin, Joulfaian et Rosen, 1995; Black et al. 1996; Lindh et Ohlsson, 1994.
100. Fairlie, 1999; Blanchflower, Levine et Zimmerman, 1998.
101. Par exemple, Todd (1996) and Counts (1996).
102. Yaron, 1994.
103. Voir Forslund et Krueger, 1995.

104. Bloom et al. 1999. Heckman et Smith (1999b) ont récemment revu ces résultats. Ils sont arrivés à la conclusion que le taux de succès des cours de formation dépendait: a) du choix des centres de formation considérés; b) du traitement statistique des catégories extrêmes de revenus; c) de la configuration des données sur les revenus; d) de la substitution des groupes témoins; e) de l'abandon de certains membres du groupe étudié. Même après ces corrections, les auteurs concluent que leurs résultats en ce qui concerne les jeunes, "confirment assez bien les résultats de plusieurs décennies de recherche, selon lesquels les types de services offerts par le programme JTPA n'auraient que très peu d'influence sur les revenus."
105. Les résultats des modèles de régression sont en général significatifs et élevés en ce qui concerne les femmes adultes; ils sont souvent moins élevés et moins régulièrement positifs en ce qui concerne les hommes. Voir Heckman, LaLonde et Smith, 1999, section 10.4.
106. Cameron et Heckman, 1993.
107. Marrar et al. 1982.
108. Heckman, LaLonde et Smith, 1999.
109. Heckman, 1999, p.102.
110. Heckman et Smith, 1999.
111. Par ex. O'Higgins, 1994 et Main et Shelley, 1990.
112. Dolton et al. 1994.
113. Heckman, 1999, p.105.
114. Heckman, 1999.
115. Les pays concernés sont l'Albanie, la Bulgarie, la Côte-d'Ivoire, l'Equateur, le Ghana, la Guyane, la Jamaïque, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Népal, le Nicaragua, le Panama, le Pakistan, le Pérou, la Roumanie, la Russie, l'Afrique du Sud, La République-Unie de Tanzanie, le Viet Nam. Pour les détails voir <http://www.worldbank.org/lms/guide/select.html>.
116. Les pays suivants sont membres de l'ISSP (International Social Survey Programme) – Australie; Autriche; Bangladesh; Bulgarie; Canada; Chili; Chypre; République tchèque; France; Allemagne; Grande-Bretagne; Hongrie; Irlande; Israël; Italie; Japon; Lettonie; Pays-Bas; Nouvelle-Zélande; Norvège; Philippines; Pologne; Portugal; Russie; Slovaquie; Slovénie; Afrique du Sud; Espagne; Suisse; Suède; Etats-Unis et Vénézuéla. Pour les détails voir <http://www.issp.org>.

X. Références

- Abowd, J.; Kramarz, F.; Lemieux, T.; Margolis, D.N. (1999): "Minimum Wages and Youth Employment in France and the United States", voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Amadeo, E.J.; Camargo, J.M. (1997): "Brazil, Regulation and Flexibility in the Labour Market", voir dans *Labour Markets in Latin America*, Sebastian Edwards and Nora C. Lustig eds. (Brooking Institution Press, Washington, DC).
- Antolin, P.; Bover, O. (1997): "Regional Migration in Spain: The effect of Personal Characteristics and of Unemployment, Wage, and House-price Differentials Using Pooled Cross-Sections", voir dans *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 59(2), pp.215-236.
- Auspos, P.; Riccio, J.; White, M.(1999): "*A Review of US and European Literature on the Microeconomic Effects of Labour Market Programmes for Young People*", Research and Development Report (rapport de recherche et développement), ESR20, Employment Service, Sheffield, Royaume-Uni.
- Barrell, R.; Genre, V. (1999): "Employment strategies for Europe: Lessons from Denmark and the Netherlands", *National Institute Economic Review*, avril, pp. 82-98.
- Barros, R.P.; Mendonca, R.(1994): "*Flexibilidade do Mercado de Trabalho Brasileiro: Uma Avalicao Empirica*", étude non publiée, IPEA, Rio de Janeiro.
- Bassi, L.(1984): "Estimating the Effects of Training Programmes with Non-random Selection", *Review of Economics and Statistics*, 66(1), pp. 36-43.
- Begg, I.G.; Blake, A.P.; Deakin, B.M. (1991): "YTS and the Labour Market", *British Journal of Industrial Relations*, 29, pp.223-236.
- Bentolila, S.; Dolado, J.J (1991): "Mismatch and Internal Migration in Spain", voir dans *Mismatch and Labour Mobility*, Fiorella Padoa Schioppa ed. (Cambridge university Press, Cambridge, Royaume-Uni).
- Bentolila, S. (1997): "Sticky labour in Spanish Regions", *European Economic Review*, 41, pp. 591-598.
- Berman, E.; Machin, S. (1999): "*Evidence on the Factor Bias of Technological Change in Developing and Developed Countries*", miméo, juillet.
- Berman, E.; Bound, J.; Machin, S. (1998): "Implications of Skill-biased Technological Change", *Quarterly Journal of Economics*, 113(4), pp. 1245-1280.

- Black, J.; De Meza, D.; Jeffreys, D. (1996): "House Prices, the Supply of Collateral, and the Enterprise Economy", *Economic Journal*, 106, janvier 60-75.
- Blanchard, O et dix co-auteurs (1995): "*Spanish Unemployment: is there a Solution?*", Centre for Economic Policy Research, London, Royaume-Uni.
- Blanchard, O.; Wolfers, J. (1999): "*The Role of Shocks and Institutions in the Rise of European Unemployment: The Aggregate Evidence*", NBER Working paper #7282 (document de travail).
- Blanchflower, D.G (1996): "*The role and influence of trade unions in the OECD*", Centre for Economic Performance, Discussion Paper #310 (document d'information), LSE, Royaume-Uni.
- _____. (1999a): "*Self-employment in OECD Countries*", document de travail, Dartmouth College.
- _____. (1999b): "Youth labour markets in twenty-three countries: A comparison using micro data", voir dans *International Perspectives on the School-to-Work Transitions*, David Stern and Daniel A. Wagner eds. (Hampton Press Series on Literacy: Research, Policy and Practice, Cresskill, NJ).
- Blanchflower, D. G.; Freeman, R.B. (1992): "Going different ways: Unionism in the US and other OECD countries", *Industrial Relations*, hiver 1992, pp. 56-79 republié dans *Labour Market Institutions and the Future Role Of Unions*, M. Bognanno and M. Kleiner, eds. Blackwell.
- _____; ____ (1994): "Did the Thatcher reforms change British labour market performance?", voir dans R. Barrell (Ed.) *The UK Labour Market. Comparative Aspects and Institutional Developments*. (Cambridge University Press).
- _____; ____ (1996) : "*Apprentissage du travail*", Perspectives de l'emploi, OCDE, Paris.
- _____; ____ (1998): "*The Legacy of Communist Labour Relations*", *Industrial and Labour Relations Review*, 50, 438-459.
- _____; ____ eds. (1999a): "Introduction", voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- _____; ____ eds. (1999b): "The Declining Economic Status of Young Workers in OECD Countries", voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Blanchflower, D.G.; Jackman, R.; Saint-Paul, G. (1995): "*Some Reflections on Swedish Labour Market Policy*", Swedish Government official Reports #39 (rapports officiels), Ministry of Labour, Stockholm, Suède.

- Blanchflower, D.G.; Levine, P.B.; Zimmerman, D.J. (1998): "*Discrimination in the Small Business Credit Market*", NBER Working paper # 6840 (document de travail), Cambridge, MA.
- Blanchflower, D.G.; Oswald, A.J. (1994): "*The Wage Curve*" (MIT Press, Cambridge, MA.)
- ___; ___ (1998a): "*Entrepreneurship and the Youth Labour Market Problem: A Report for the OECD*", Dartmouth College, Hanover, NH.
- ___; ___ (1998b): "What Makes an Entrepreneur?", voir dans *Journal of Labour Economics*, 16, janvier, 26-60.
- ___; ___ (1999a): "The Rising Well-being of the Young", voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- ___; ___ (1999b): "*A study of youth labour markets and unemployment in Eastern Europe*", Dartmouth College, Hanover, NH.
- ___; ___ (1999c): "*Well-Being, Insecurity and the Decline of American Job Satisfaction*", Dartmouth College, juillet.
- Bloom, H.; Orr, L.; Cave, G.; Bell, S.; Doolittle, F. (1993): The National JTPA Study: Title "*IIA impacts on Earnings and Employment*", Bethesda, MD, Abt Associates.
- Cameron, S.; Heckman, J.J. (1993): "The Non-equivalence of High School Equivalents", voir dans *Journal of Labour Economics*, 11(1) janvier, pp. 1-47.
- Canziani, P. (1997): "*The Wage Curve in Italy and Spain. Are European Wages Flexible?*", Centre for Economic Performance, Discussion paper # 375 (document d'information), London School of Economics.
- Card, D.; Krueger, A.B (1995): "*Myth and Measurement. The New Economics of the Minimum Wage*" (Princeton University Press, Princeton, NJ).
- Card, D.; Lemieux, T. (1999): "Adapting to Circumstances: The Evolution of Work, School, and living Arrangements among North American Youth", voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Carruth, A.A.; Hooker, M.A.; Oswald, A.J.(1995): "Unemployment, Oil Prices, and the Real Interest Rate: Evidence from Canada and the U.K.", voir dans Louis N. Christofides, E. Kenneth Grant, and Robert Swidinsky eds., *Aspects of Labour Market Behaviour: Essays in Honour of John Vunderkamp*, (Toronto: University of Toronto Press).

- ___; ___ ;___ (1995) "Unemployment Equilibria and Input Prices: Theory and Evidence for the United States", *Review of Economics and Statistics*, 80(4), pp. 621-628, novembre.
- Castillo-Freeman, A.; Freeman, R.B. (1992): "When the Minimum Wage Really Bites: The Effect of the US-Level Minimum Wage on Puerto Rico", voir dans *Immigration and the Workforce*, George Borjas and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Castro C.M. (1999): "*Proyecto Joven: New Solutions and Some Surprises*", document de travail.
- Castro C.M.; Verdisco, A. (1999): "*Training Unemployed Youth in Latin America: Same Old Story*", Inter-American Development Bank, Washington, D.C.
- Cave, G.; Doolittle, F. (1991): "*Assessing Jobstart: Interim Impacts of a Programme for School Dropouts*" New York, NY; Manpower Demonstration Research Corporation.
- Chadha, G.K. (1998): "*Youth Unemployment and Marginalisation in Asia: Level, Nature and Policy Approaches*", School of Social Sciences, Jawaharlal Nehru University, New Delhi, Inde.
- Chaloupka, F.J.; Grossman, M.; Tauras, J.A. (1999): "The Demand for Cocaine and Marijuana by Youth", voir dans *The Economic Analysis of Substance Use and Abuse*, F.J Chaloupka,, M. Grossman, W.F. Bickel and H. Saffer eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Chapple, S.; Harris, R.; Silverstone, B. (1996): "Unemployment", voir dans *A Study of Economic Reform: The Case of New Zealand*, B. Silverstone, A. Bollard and R. Lattimore eds., Elsevier Science, BV.
- Choi, K.S., (1993): "Technical Change and Educational Wage Differential in Republic of Korea", Economic Growth Center, Paper # 699 (document d'information), Yale University, New Haven, CT.
- Clark, K.; Summers, L. (1979): "The Dynamics of Youth Unemployment", voir dans *The Youth labour Market Problem: Causes and Consequences*, Richard B. Freeman and David A. Wise eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Counts, A. (1996): "*Give us Credit. How Muhammad Yunus's micro-lending revolution is empowering women from Bangladesh to Chicago*", Times Books, New York.
- Deininger, K.; Squire, L. (1996): "*A New Data Set Measuring Income Inequality*", World Bank Economic Review, 10, pp. 565-591.
- Dolton, P.; Makepeace, G.; Treble, J. (1994): "The Youth Training Scheme and the School-to-Work Transition", *Oxford Economic Papers*, 46, pp. 629-657.

- Dickens, W. T.; Lang, K. (1995), "An Analysis of the Nature of Unemployment in Sri Lanka", *Journal of Development Studies*; v31(4), avril, pp. 620-36.
- Dolado, J.; Kramarz, F.; Machin, S.; Manning, A.; Margolis, D.; Teulings, C. (1996): "*Minimum Wages: The European Experience*", *Economic Policy*, 23, pp. 317-372.
- Donohue, J.; Siegelman (1998): "Allocating Resources Among Prisons and Social Programmes September 20, 1999 in the Battle Against Crime", *Journal of Legal Studies*. 27(1), pp. 1-43.
- Edin, P.A.; Holmlund, B. (1999): "The Swedish Youth labour Market in Boom and Depression voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago).
- Ellwood, D.T. (1982): "Teenage Unemployment: Permanent Scars or Temporary Blemishes", voir dans *The Youth Labour Market Problem: Causes and Consequences*, Richard B. Freeman and David A. Wise eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- EUROSTAT (1997): "*Youth in the European Union. From Education to Working Life*". Luxembourg, mars.
- EUROSTAT (1998): "*From School-to-Working Life: Facts on Youth Unemployment*", *Statistics in Focus, Population and Social Conditions*, No. 13, Luxembourg.
- Evans, D.; Jovanovic, B.: "An Estimated Model of Entrepreneurial Choice under Liquidity Constraints", *Journal of Political Economy*, 97, 1989, 808-927.
- Evans, D.; Leighton, L. (1989): "*Some empirical aspects of entrepreneurship*", *American Economic Review*, 79, pp. 519-535.
- Fairlie, R.W. (1999): "The absence of the African-American owned business: An analysis of the dynamics of self-employment", *Journal of Labour Economics*, janvier.
- Feliciano, Z. M. (1998): "Does the Minimum Wage Affect Employment in Mexico?", *Eastern Economic Journal*; v24(2) printemps, pp. 165-80.
- Forslund, A. and A.B. Krueger (1997): "An Evaluation of the Swedish Active Labour Market Policy: New and Received Wisdom", voir dans *The Welfare State in Transition: Reforming the Swedish Model*, R. B. Freeman, R. Topel, and B. Swedenborg eds. (University of Chicago Press and NBER, CHICAGO, ILLINOIS).
- Franz, W.: Inkmann, J.; Pohlmeier, W.; Zimmermann, V. (1999): "Young and Out in Germany: On the Youth's Chances of labour Market Entrance in Germany" voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).

- Freeman, R.B. (1996): "Why Do So Many Young American Men Commit Crimes and What Might Be Done About it?", *Journal of Economic Perspectives*, 10(1), pp. 25-42, hiver.
- Freeman, R.B. (1999): "Disadvantaged Young Men and Crime", in *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Freeman, R.B.; Holzer, H.J. (1986): "*The Black Youth Employment Crisis*" (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Freeman, R.B.; Lindauer, D.L. (1999): "*Why Not Africa*", NBER Working paper #6942 (document de travail), Cambridge, MA.
- Freeman, R.B.; Rodgers, W.M (1999): "*Area Economic Conditions and the Labour Market Outcomes of Young Men in the 1990s Expansion*", NBER Working paper #7073 (document de travail), Cambridge, MA.
- Freeman, R.B.; Wise, D. (1982): "*The Youth labour Market Problem: Causes and Consequences*" (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Gill, I. (1989): "*Technological Change, Education, and Obsolescence of Human Capital*", Economics Ph.D. Dissertation, University of Chicago.
- Gill, I.S.; Khandker, S.R. (1991): "*How Structure of Production Determines the Demand for Human Capital*", PHRD Working paper WPS 725 (document de travail), The World Bank, Washington, D.C.
- Galiani, S. (1999): "*Wage Determination in Argentina: An Econometric Analysis with Methodology Discussion*", Wolfson College, Oxford University.
- Ghelab, Y. (1998): "*Minimum Wages and Youth Unemployment*", Employment and Training Papers # 7 (documents sur l'emploi et la formation), Employment and Training Department, BIT, Genève.
- Godley, A. (1996): "Jewish Soft Loan Societies in New York and London and Immigrant Entrepreneurship, 1880-1914", *Business History*, 38(3), juillet, pp. 101-116.
- Gonzalez J.R.; Puebla, J.M.A. (1996): "Spain: Return to the South, Metropolitan Deconcentration and New Migration Flows", in *Population Migration in the European Union*, P.Rees, J. Stillwell, A. Convey and M. Kupiszewski and John Wiley eds. Chichester, Grande-Bretagne.
- Govt. of India *Economic Survey of India* 1998-98, Ministère des finances, février 1999.
- Green, F.; Hoskings, M.; Montgomery, S. (1996): "The effects of company training, further education and the Youth Training Scheme on the earnings of young employees", *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 58, pp. 469-488.

- Gregg, P.; Machin, S. (1999): "Child Development and Success or Failure in the Youth labour Market", voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Harrison, A. (1995): "Openness and Growth: A Time Series Cross-section Analysis for Developing Countries", NBER Working paper #5221 (document de travail), Cambridge, MA.
- Heckman, J.J. (1993): "Assessing Clinton's Programme on Job Training, Workfare, and Education in the Workplace", NBER Working paper #4428 (document de travail), Cambridge, MA.
- Heckman, J.J. (1999): "Doing it Right: Job Training and Education", *The Public Interest*, printemps, pp. 86-107
- Heckman, J.J.; Smith, J.A. (1999a): "The Pre-Program Earnings Dip and the Determinants of Participation in a Social Programme. Implications for Simple Evaluation Strategies", *Economic Journal*, juillet, 109, pp. 313-348.
- Heckman, J.J.; Smith, J.A. (1999b): "The Sensitivity of Experimental Impact Estimates: Evidence from the National JTPA Study" voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Heckman, J.J.; LaLonde, R.; Smith, J.A. (1996): "Experimental and Nonexperimental Evaluation", *International Handbook of Labour Market Policy Evaluation*, Gunter Schmid, Jacqueline O'Reilly and Klaus Schonmann, Edward Elgar eds. London, Royaume-Uni.
- Heckman, J.J.; LaLonde, R.; Smith, J.A. (1999): "The Economics and Econometrics of Active labour Market Policies" voir dans *Handbook of labour Economics*, David Card and Orley Ashenfelter, North-Holland eds., Amsterdam.
- Hoddinott, J. (1996): "Wages and Unemployment in an Urban African Labour Market", *Economic Journal*, 106, 1610-1626.
- Hollister, R.; Kemper, P.; Maynard, R. eds. (1984): "The National Supported Work Demonstration", (Madison, WI, The University of Wisconsin Press).
- Holtz-Eakin, D.; Joulfaian, D.; Rosen, H.S.: "Entrepreneurial Decisions and Liquidity Constraints", *Rand Journal of Economics*, 25 (été), 1994, 334-347.
- Hunt, J. (1999): "Post-unification Wage Growth in East Germany", NBER Working paper #6878 (document de travail), Cambridge, MA.
- ILO (1995): *L'emploi dans le monde*, BIT, Genève, 1995.
- ILO (1998): "Emploi des jeunes", rapport rédigé par le BIT, Conférence mondiale des ministres responsables de la jeunesse, Lisbonne, Portugal, 8-12 août.

- ILO (1999a): "*Strategies to Combat Youth Unemployment and Marginalisation in Anglophone Africa*", BIT/SAMAT, mai.
- ILO (1999b): "*Strategies to Combat Youth Unemployment and Marginalisation in Mali*", BIT/SAMAT, mai.
- Jacinto, C.; Gallart, M.A. (1997): "*La evaluación de programas de capacitación de jóvenes desfavorecidos*". Etude effectuée pour l'Instituto Internacional de Planeamiento Educativo, IPE/UNESCO.CENEP, Buenos Aires, novembre.
- Jimeno, J.F.; Bentolila, S. (1998): "*Regional Unemployment Persistence*" (Spain, 1976-1994), *Labour Economics*, 5(1), pp. 25-52.
- Jouro, U. (1998): "*Youth Unemployment in Indonesia: Causes and Action Programme*", BIT, Genève.
- Kanyenze, G. (1997): "*Youth Unemployment in Zimbabwe*", BIT, Genève.
- Katz, L.F.; Freeman, R.B. eds. (1995): "Introduction and Summary", voir dans *Differences and Changes in Wage Structures*, (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Katz, L.F.; Loveman, G.W.; Blanchflower, D.G. (1995): "A Comparison of Changes in the Structure of Wages in Four OECD Countries", voir dans *Differences and Changes in Wage Structures*, R.B. and L.F. Katz eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Keune, M. (1998): "Youth Unemployment in Hungary and Poland", *Employment and Training Papers #20* (documents sur l'emploi et la formation), Action Programme on Youth Unemployment, BIT, Genève.
- Khalaf, M. (1997): "*Youth Unemployment in Lebanon*", BIT, Genève.
- Kingdon, G.; Knight, J. (1998): "*Unemployment and Wages in South Africa: A Spatial Approach*", miméo, CSAE, Institute of Economics and Statistics, Oxford University.
- Kollo, J. (1998): "Three Stages in Hungary's labour Market Transition" voir dans *Models of Transition*, Simon Commander ed.
- Korenman, S.; Neumark, D. (1999): "Cohort Crowding and Youth labour Markets: a Cross-national Analysis" voir dans *Youth Employment and Joblessness in Advanced Countries*, David G. Blanchflower and Richard B. Freeman eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).
- Krueger, A.B.; Lindahl, M. (1998): "Education for Growth: Why and For Whom?", Princeton, NJ.
- Krueger, A.B.; Pischke, J.S. (1995): "A Comparative Analysis of East and West German Labour Markets: Before and After Unification", voir dans *Differences and Changes in Wage Structures*, R.B. Freeman and L.F. Katz eds. (University of Chicago Press and NBER, Chicago, Illinois).

- Langan, P.A.; Farrington, D.P. (1998): "*Crime and Justice in the United States and in England and Wales, 1981-1996*", Bureau of Justice Statistics, US Department of Justice.
- Layard, P.R.G.; Nickell, S.; Jackman R.(1991): "*Unemployment: Macroeconomic Performance and the Labour Market*" (Oxford University Press).
- Lindh, T.; Ohlsson, H.: "Self-Employment and Self-Financing", *Economic Journal*, 106 (November), 1994, 1515-26.
- Lustig, N.C.; Mcleod, D. (1997): "Minimum Wages and Poverty in Developing Countries: Some Empirical Evidence", voir dans *Labour Markets in Latin America: Combining Social Protection with Market Flexibility*, S. Edwards, S. and N. C. Lustig eds. (Brookings Institution Press, Washington, DC).
- Lynch, L.M. (1994): "*Training in the Private Sector: International Comparisons*" (University of Chicago Press and NBER, Chicago).
- Machin, S.; Van Reenen, J. (1998): "Technology and Changes in Skill Structure: Evidence from Seven OECD Countries", *Quarterly Journal of Economics*, 113(4), pp. 1215-1244.
- Main B.G.; Shelley, M.A. (1990): "The Effectiveness of the Youth Training Scheme as a Manpower Policy", *Economica*, 57, pp. 485-514.
- Maloney, T. (1997): "*Benefit Reform and Labour Market Behaviour in New Zealand*", Institute of Policy Studies, Victoria University, Wellington, NZ.
- _____. (1998): "Five Years After: the New Zealand Labour Market and the Employment Contracts Act", Institute of Policy Studies, Victoria University, Wellington, NZ.
- Maloney, T.; Savage, J.; (1996): "Labour Markets and Policy", voir dans *A Study of Economic Reform: The Case of New Zealand*, B. Silverstone, A. Bollard and R. Lattimore eds., Elsevier Science, BV.
- Mamder, J.S. (1997a): "*Strategies Against Youth Unemployment and Marginalization in Cameroon*", Development Policies Department, BIT, Genève.
- Mamder, J.S. (1997b): "*The case of Côte-d'Ivoire. The Strategy Against Youth Unemployment and Marginalization*", Development Policies Department, BIT, Genève.
- Marrar, C.; Kerachsky, S.; Thornton, C.; Long, D. (1982): "*Evaluation of the Economic Impact of the Job Corps Programme: Third Follow-Up Report*". Princeton: Mathematica Policy Research.
- Messina, G. (1995): "Education and Training for the Informal Sector. Chile", voir dans Leach, F. (ed.) *Education and Training for the Informal Sector*, Vol. 2. Overseas Development Administration, London, Royaume-Uni.

- Mincer, J.; Higuchi, Y. (1988): "Wage Structures and Labour Turnover in the United States and Japan", *Journal of Japanese and International Economics* 2 (juin): 99-133.
- MSYCD. 1996. *Report of Workshop on the National Programme of Action for Youth in Zambia*. (Pamodzi Hotel, Lusaka, 29 fév-2 mars 1996). Lusaka: Ministry of Sport, Youth and Child Development, mars.
- Mjema, G.D. (1997): "Youth Unemployment in United Republic of Tanzania: Nature, Extent and Proposals to Deal With the Problem", BIT, Genève.
- Moll, P. G. (1993): "Black South African Unions: Relative Wage Effects in International Perspective", *Industrial and Labour Relations Review*; v46(2), janvier.
- Morley, S.A. (1995): "Poverty and Inequality in Latin America. The Impact of Adjustment and Recovery in the 1980s" (Johns Hopkins University Press, Baltimore).
- Neumark, D; Wascher W. (1996): "Reconciling the Evidence on Employment effects of minimum wages: A Review of Our Research Findings", voir dans *The Effects of Minimum Wages on Employment*, Marvin Kosters ed., American Enterprise Institute, Washington DC.
- Neumark, D.; Wascher, W. (1999): "A Cross-national Analysis of the Effects of Minimum Wages on Youth Employment", NBER Working paper # 7299 (document de travail), Cambridge, MA.
- Nickell, S.J. (1997): "Unemployment and Labour Market Rigidities, Europe Versus North America", *Journal of Economic Perspectives*, 11, été, pp. 55-74.
- Nickell. S J.; Layard, R. (1999), "Labour Market Institutions and Economic Performance", voir dans O. Ashenfelter and D. Card (eds), *The Handbook of Labour Economics*, North Holland.
- Nickell, S.J.; Van Ours, J. (1999): "The Netherlands and the United Kingdom: A European Unemployment Miracle?", document de travail, London School of Economics, Royaume-Uni.
- Nguyen, D.T. (1997): "Youth Unemployment in Vietnam", BIT, Genève.
- OECD (1978), *Youth Unemployment, A Report on the High Level Conference*, 15-16 décembre 1977, Paris.
- _____. (1984): *Nature du chômage des jeunes*, Paris.
- _____. (1993): *Perspectives de l'emploi*, Paris.
- _____. (1994): *Perspectives de l'emploi*, Paris.
- _____. (1994): *Etude de l'OCDE sur l'emploi: données et explications*, Paris.
- _____. (1997a): *Literacy Skills for the Knowledge Society*, Paris.
- _____. (1997b): *Perspectives de l'emploi*, Paris.

- _____. (1998): *“Débuter, s'insérer: le passage de l'école à la vie active”*, Perspectives de l'emploi, Paris.
- _____. (1999a): *“Preparing youth for the 21st century: The policy lessons from the past two decades”*, document rédigé pour la conférence organisée par l'OCDE et les Ministères américains du travail et de l'éducation, Washington DC, 23-24 février 1999.
- _____. (1999b): *Perspectives de l'emploi*, Paris.
- O'Higgins, N. (1994): “YTS, Employment and Sample selection Bias”, *Oxford Economic Papers*, 46, pp. 605-628.
- _____. (1997): “The Challenge of Youth Unemployment”, *Employment and Training Papers #7* (documents sur l'emploi et la formation), *Action Programme on Youth Unemployment*, BIT, Genève.
- Oswald, A.J. (1996): *“A Conjecture on the Explanation for High Unemployment in the Industrialized Nations; Part 1”*, Department of Economics, University of Warwick, novembre.
- _____. (1997a): *“The Missing Piece of the Unemployment Puzzle”*, discours d'ouverture, Department of Economics, University of Warwick, novembre.
- _____. (1997b): “Happiness and Economic Performance”, *Economic Journal*, 107, pp. 1815-1831.
- _____. (1999): *‘The Housing Market and Europe's Unemployment: A Non-technical Paper’*, Warwick University, mai.
- Pritchett, L. (1997): *“Where has all the Education Gone?”*, Working paper #1581 (document de travail), World Bank, Policy Research Department, Washington DC.
- Reynolds, L.; Gregory, P. (1965): *“Wages, Productivity and Industrialization in Puerto Rico”*, Homewood, Illinois, Richard D. Irwin Inc..
- Rodgers, V.D.M.; Y. Nataraj, S. (1998), *“Labor market flexibility in East Asia; lessons from Taiwan”*, document de travail.
- Sachs, J.D.; Warner, A.M. (1995): *“Economic reform and the Process of Global Integration”*, *Brookings Papers on Economic Activity* 1, pp. 1-118.
- Schultz, T. P. and G. Mwabu (1998): “Labor Unions and the Distribution of Wages and Employment in South Africa”, *Industrial and Labour Relations Review*; 51(4), juillet, pp. 680-703.
- Schultz, T. P. *“Integrated Approaches to Human Resource Development”*
<http://www.worldbank.org/html/extdr/hnp/hddflash/hcwp/hrwp038.html>
- Tardanico, R. (1997): “From Crisis to Restructuring: Latin American transformations and Urban Employment in World Perspective” voir dans *Global Restructuring, Employment, and Social Inequality in Urban Latin America*, R. Tardanico and R.M. Larin eds. (North-South Center Press, University of Miami, Florida).

- Tardanico, R. and R.M. Larin (1997): "Restructuring, Employment, and Social Inequality: Comparative Urban Latin American Patterns", voir dans *Global Restructuring, Employment, and Social Inequality in Urban Latin America* edited by R. Tardanico and R.M. Larin, North-South Center Press, University of Miami, Florida
- Todd, H. (1996): "Women at the Center. Grameen Bank Borrowers After One Decade" (Westview Press, Boulder, Colorado).
- Topel, R.H. (1999): "Labor Markets and Economic Growth" voir dans *Handbook of Labor Economics*, David Card and Orley Ashenfelter eds., North-Holland, Amsterdam.
- Visaria, P. (1998): "Unemployment Among Youth in India: Level, Nature and Policy Implications", Employment and Training Papers #36 (documents sur l'emploi et la formation), *Action Programme on Youth Unemployment*, BIT.
- Winkelmann, R.; Winkelmann, L. (1998): "Why are the Unemployed so Unhappy? Evidence from Panel data", *Economica*, vol. 65, no. 257, pp. 1-15.
- Yaron, J. (1994): "What makes rural finance institutions successful?", *The World Bank Research Observer*, 9(1), janvier, pp. 49-70.